

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LES INITIATIVES LOCALES POUR UNE MEILLEURE GESTION  
DES DÉCHETS À BOCAS DEL TORO, PANAMA

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT

PAR

LAURENCE CROTEAU

MARS 2024

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.12-2023). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Le parcours universitaire qui a mené à la réalisation de ce mémoire aura certes été rempli d'événements inattendus, rendant cette expérience de vie mémorable. Je remercie d'abord mon directeur de recherche Juan-Luis Klein pour son soutien, sa disponibilité, ses réflexions, les opportunités d'expériences professionnelles et surtout sa compréhension face aux expériences de vie qui peuvent entraver un parcours de maîtrise.

Merci au Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) pour la bourse d'excellence et au Service des relations internationales de l'UQAM pour l'octroi de la bourse à la mobilité pour mon séjour de terrain à Bocas del Toro au Panama. Merci également à Cinda Scott et à la *School for Field Studies* (SFS) pour leur accueil et leur soutien lors de mes activités de recherche sur le terrain. Je tiens à remercier mes amis Tom Oman et Dan Adelman de m'avoir offert un lieu sécuritaire où habiter lorsque la crise sanitaire de la COVID-19 éclata.

J'aimerais finalement saluer mes confrères et consœurs de la cohorte tissée bien serrée; ce programme de maîtrise m'aura également permis de faire une multitude de rencontres extraordinaires. Sans vous, le parcours n'aurait pas été aussi mémorable.

## AVANT-PROPOS

Bocas del Toro devait être un arrêt de quelques jours lors d'un voyage en solitaire qui débuta au Costa Rica et qui devait se terminer en Argentine. Je ne pouvais savoir alors que je tomberais sous le charme de la beauté naturelle et culturelle du lieu et que j'en ferais mon milieu de vie. Après y avoir vécu quelques années, j'ai pris la décision de reprendre mes études et de m'inscrire à la maîtrise en sciences de l'environnement à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Pensant emprunter le chemin de la maîtrise professionnelle, j'ai finalement opté pour le parcours recherche en ayant trouvé un sujet qui allait me passionner pendant quelques années.

Bien que l'archipel de Bocas del Toro m'ait charmée dès mon arrivée, j'ai aussi pu y constater l'évolution des impacts d'un important développement touristique qui m'apparaissait incontrôlé. La préservation des écosystèmes n'avait pas toujours primauté sur le développement qui a d'ailleurs changé d'envergure avec l'arrivée de complexes hôteliers majeurs. Malgré que plusieurs acteurs du tourisme aient essayé de réduire l'empreinte de ces complexes sur l'archipel, le problème, d'une tangibilité incroyable, qui échappait toujours à leurs efforts, était certainement la production importante de matières résiduelles et leur gestion insuffisante. Puis, j'ai aussi été témoin de plusieurs projets portés par une grande mobilisation citoyenne demandant de mieux contrôler cet élément de la pression touristique. C'est en suivant un cours sur l'innovation sociale que je me suis questionnée sur les effets de ces projets, d'abord de leurs impacts sur l'amélioration de la gestion des déchets, mais également sur leurs retombées sociales sur la communauté dans son ensemble et je me suis demandé si ces initiatives citoyennes pouvaient s'inscrire dans des processus qui ont un impact sur la volonté de protéger le patrimoine naturel.

J'ai également vécu la crise sanitaire de la COVID-19 de plein fouet lorsqu'à peine arrivée sur l'archipel afin de procéder à ma collecte de données, elle s'est abattue sur le monde. D'abord, j'ai vu la nature reprendre ses droits lorsque les activités touristiques se sont immobilisées. J'ai aussi vu une grande fragilité dans les communautés, surtout les moins fortunées, qui dépendent fortement de cette mono-industrie que représente le tourisme sur l'archipel. Mais j'ai aussi vu le déploiement d'une grande solidarité communautaire, un filet social indispensable en temps de crise et qui n'a pas failli à la tâche.

Devant l'ampleur des enjeux environnementaux et le sentiment d'impuissance que l'on peut ressentir face à ceux-ci, étudier des cas qui peuvent élever l'optimisme général est selon moi important. Les initiatives locales et citoyennes qui prennent place dans les communautés peuvent servir de vecteurs de transformation pour une justice socio-environnementale. Elles peuvent également être inspirantes pour d'autres communautés vivant des enjeux comparables. Les étudier et les partager insufflent de l'espoir face à la fatalité des enjeux environnementaux. Je dédie ce mémoire aux acteurs du changement, à ceux qui gardent l'espoir malgré tout et qui travaillent pour un mieux-être collectif au service de la résilience des communautés locales.

*« La gestion des déchets domestiques, s'articule entre espaces privés et publics, entre problèmes visibles et invisibles, entre enjeux local et global, entre identités individuelles et collectives. Face à l'apocalypse écologique annoncée, le déchet fait office de véritable avatar de la pollution comme de la question écologique, et la gestion contrôlée des déchets se présente comme la porte d'entrée pour le citoyen vers un mode de vie plus durable. » (Dupré, 2013, p.173)*

## TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS .....	ii
AVANT-PROPOS .....	iii
TABLE DES MATIÈRES .....	v
LISTE DES FIGURES.....	x
LISTE DES TABLEAUX.....	xii
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	xiii
RÉSUMÉ.....	xiv
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1	
PRESSION TOURISTIQUE EN TERRITOIRE INSULAIRE ET OPTIONS FACE AU PROBLÈME DES DÉCHETS .....	3
<b>1.1 Le tourisme dans la globalisation .....</b>	<b>3</b>
1.1.1 La globalisation .....	4
1.1.2 Le tourisme international .....	4
1.1.3 Le tourisme de masse .....	6
1.1.4 Le tourisme résidentiel et la migration de style de vie.....	6
1.1.5 La pression touristique .....	8
<b>1.2 Bocas del Toro : Du tourisme résidentiel au tourisme de masse .....</b>	<b>8</b>
1.2.1 L'évolution du tourisme à Bocas del Toro.....	10
1.2.2 Un territoire insulaire tropical, un territoire vulnérable face au développement touristique.....	10
<b>1.3 La production de déchets, sa gestion et ses impacts.....</b>	<b>12</b>
1.3.1. Une hausse de la production des déchets .....	12
1.3.2 Les déchets plastiques .....	13
1.3.3 La gestion des déchets.....	14

1.3.4 Impacts sur la population locale.....	15
1.3.5 Impacts sur la biodiversité.....	16
<b>1.4 En réaction, les initiatives locales.....</b>	<b>18</b>
1.4.1 Cero Basura Bocas .....	19
1.4.2 Unidos por Bocas .....	19
1.4.3 Bocas Limpia.....	20
<b>1.5. Le but du mémoire, les questions de recherche et l’hypothèse générale.....</b>	<b>20</b>
<b>CHAPITRE 2</b>	
<b>CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE.....</b>	<b>22</b>
<b>2.1 Le cadre conceptuel.....</b>	<b>23</b>
2.1.1 Concept d’initiative locale .....	23
2.1.2 Concept de capacités collectives .....	24
2.1.3 Le concept de volonté d’agir sur la protection du patrimoine naturel .....	26
<b>2.2 Les thèmes d’analyse du développement des capacités collectives et de la volonté de préserver le patrimoine naturel .....</b>	<b>27</b>
2.2.1 L’engagement des membres des initiatives.....	28
2.2.2 L’implication de la communauté.....	28
2.2.3 L’implication de la municipalité .....	29
2.2.4 La volonté de protéger le patrimoine naturel .....	29
<b>2.3 Les indicateurs de développement des capacités collectives et de la volonté de protéger le patrimoine naturel.....</b>	<b>30</b>
2.3.1 La mobilisation des ressources.....	30
2.3.2 Développement des compétences et stratégies.....	31
2.3.3 Motivation intrinsèque .....	31
2.3.4 La construction de la conscience environnementale .....	32
<b>2.4 Une méthodologie d’analyse de contenu .....</b>	<b>32</b>
2.4.1 Positionnement épistémologique.....	33
2.4.2 Stratégie de recherche, terrain et crise sanitaire de la COVID-19 .....	33
2.4.3 L’analyse des données.....	35

## CHAPITRE 3

LE TERRAIN D'ÉTUDE : BOCAS DEL TORO .....	37
<b>3.1 Historique de développement et d'occupation à BDT .....</b>	<b>37</b>
3.1.1 Survol des politiques foncières au Panama .....	38
3.1.2 L'avant-développement et la communauté indigène Ngäbe .....	39
3.1.3 L'hégémonie de la <i>United Fruit Company</i> .....	39
3.1.4 Le déclin de la <i>United Fruit Company</i> .....	41
3.1.5 Protection territoriale par les comarcas .....	42
3.1.6 Le tourisme et la migration de style de vie .....	42
3.1.7 Le tourisme résidentiel et l'économie présentielle .....	44
<b>3.2 Le nouveau contexte de l'archipel et la crise sanitaire de la COVID-19 .....</b>	<b>45</b>
3.2.1 Mesures sanitaires très restrictives et la tombée du tourisme .....	46
3.2.2 Une aide gouvernementale insuffisante et désorganisée .....	46
3.2.3 Une solidarité communautaire .....	48
<b>3.3 Les mesures de gestion des déchets déjà en place .....</b>	<b>48</b>
3.3.1 Les infrastructures absentes et déficientes .....	49
3.3.2 Les mobilisations citoyennes .....	50

## CHAPITRE 4

PRÉSENTATION DES RÉSULTATS : LES INITIATIVES LOCALES ET LES THÈMES D'ANALYSE .....	54
<b>4.1 Cero Basura Bocas .....</b>	<b>54</b>
4.1.1 Les acteurs et leur vision .....	54
4.1.2 Projets effectués .....	57
<b>4.2 Unidos por Bocas .....</b>	<b>59</b>
4.2.1 Les acteurs et leur vision .....	59
4.2.2 Projets effectués .....	60
<b>4.3 Bocas Limpia .....</b>	<b>62</b>
4.3.1 Les acteurs et leur vision .....	62
4.3.2 Projets effectués .....	63

<b>4.4 Synthèse.....</b>	<b>65</b>
<b>4.5 L’engagement des membres des initiatives.....</b>	<b>66</b>
4.5.1 Identifier les besoins et y répondre .....	67
4.5.2 Mobilisation de la communauté .....	67
4.5.3 Valorisation du collectif .....	68
4.5.4 Transfert des connaissances et compétences.....	69
4.5.5 Synthèse .....	69
<b>4.6 L’implication de la communauté .....</b>	<b>70</b>
4.6.1 Acceptabilité sociale .....	71
4.6.2 Mobilisation des ressources .....	72
4.6.3 Changement des comportements.....	72
4.6.4 Synthèse .....	73
<b>4.7 L’implication de la municipalité .....</b>	<b>74</b>
4.7.1 Gouvernance participative.....	75
4.7.2. Développement d’un lien de confiance.....	75
4.7.3 Synthèse .....	77
<b>4.8 La volonté d’agir pour la protection du patrimoine naturel.....</b>	<b>78</b>
4.8.1 Développement de l’identité politique environnementale .....	78
4.8.2 L’engagement citoyen .....	78
4.8.3 Éducation relative à l’environnement .....	79
4.8.4 Synthèse .....	80
<b>4.9 Synthèse du chapitre .....</b>	<b>81</b>
 CHAPITRE 5	
LE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS COLLECTIVES ET DE L’ÉCOCITOYENNETÉ DANS LES PROJETS DES INITIATIVES LOCALES POUR UNE MEILLEURE GESTION DES DÉCHETS .....	
	82
<b>5.1 Introduction .....</b>	<b>82</b>
<b>5.2 Analyse des thèmes et leurs composantes .....</b>	<b>83</b>
5.2.1 L’engagement des membres des initiatives.....	84

5.2.2 L'implication de la communauté.....	86
5.2.3 L'implication de la municipalité .....	88
5.2.4 La volonté de protéger le patrimoine naturel .....	89
<b>5.3 Les limites des initiatives sur le développement des capacités collectives et sur la bonification de la gestion des déchets .....</b>	<b>91</b>
5.3.1 Comparaison entre les deux lois de bannissement .....	92
5.3.2 Accessibilité des communautés éloignées - un enjeu d'inclusion.....	94
5.3.3 Responsabiliser les touristes.....	95
5.3.4 La nécessité d'infrastructures .....	97
CONCLUSION .....	101
ANNEXE A.....	106
ANNEXE B.....	108
BIBLIOGRAPHIE .....	118

## LISTE DES FIGURES

Figure 1.1 Carte de l'archipel de Bocas del Toro .....	9
Figure 3.1: Photographie aérienne de la ville de Bocas Town et de son patrimoine bâti .....	51
Figure 3.2 : Photographie de Playa Estrella, plage touristique localisée sur Isla Colon .....	52
Figure 3.3 : Photographie des festivités de l'ethnicité noire.....	52
Figure 3.4 : Photographie de l'île de Zapatilla, localisée dans l'aire protégée du parc national marin de Bastimentos .....	53
Figure 4.1 : Image de la campagne informative quant à la loi de bannissement des sacs de plastique .....	58
Figure 4.2 : Photographie d'une campagne publicitaire pour le parrainage d'une poubelle UPB ..	61
Figure 4.3 : Photographie d'une activité de nettoyage à la plage Itsmito.....	64
Figure 4.4 : Photographie d'une activité de nettoyage dans une zone de mangroves .....	64
Figure 4.5 : Photographie d'une activité de nettoyage d'un récif corallien .....	65
Figure 4.6 : Schématisation du thème d'analyse « Engagement des membres des initiatives » et ses composantes .....	70
Figure 4.7 : Schématisation du thème d'analyse « Implication de la communauté » et ses composantes .....	74
Figure 4.8 : Schématisation du thème d'analyse « Implication de la municipalité » et ses composantes .....	77

Figure 4.9 : Schématisation du thème d'analyse « Volonté d'agir pour la protection du patrimoine naturel » et ses composantes .....80

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.1 : Principaux usages des polymères ayant une prédominance de fragmentation en microplastiques.....	14
Tableau 2.1 : Caractéristiques générales des répondants .....	34
Tableau 4.1 : Récapitulatif des projets associés aux initiatives locales .....	66
Tableau 5.1 : Tableau récapitulatif des thèmes d'analyse, de leurs composantes et des indicateurs de développement des capacités collectives et de la volonté de protéger le patrimoine naturel....	83

## LISTE DES ABRÉVIATIONS

BDT	Bocas del Toro
BL	Bocas Limpia
BDC	Bocas Dive Centre
CBB	Cero Basura Bocas
CTB	Camara Turismo Bocas
PADI	Professional Association of Diving Instructors
UFC	United Fruit Company
UPB	Unidos por Bocas

## RÉSUMÉ

Bocas del Toro est un petit archipel dans les Caraïbes au nord-ouest du Panama, victime d'un développement touristique important et incontrôlé pendant les dernières décennies qui a eu des impacts sociaux et environnementaux importants. L'une des manifestations les plus visibles est certainement une production de déchets plus grande que la capacité de leur gestion. Parmi les points criants de cette mauvaise gestion, on retrouve le manque d'infrastructures et le fait que ce soit un territoire insulaire très vulnérable, d'autant plus que l'accès aux infrastructures du Panama continental est difficile et onéreux. C'est dans ce contexte que plusieurs initiatives locales de protection environnementale ont vu le jour tentant de répondre aux problèmes engendrés par la récente pression touristique. Dans le cadre de cette recherche, trois initiatives locales pour une meilleure gestion des déchets ont été sélectionnées ; *Cero Basura Bocas*, *Unidos por Bocas* et *Bocas Limpia*. L'objectif principal de la recherche est de saisir quels sont les facteurs qui favorisent l'émergence de ces initiatives locales susceptibles d'apporter des solutions collectives en réponse à une forte pression touristique. Les résultats de cette étude se structurent autour de quatre thèmes d'analyse soit : l'engagement des personnes qui participent aux initiatives, l'implication de la municipalité et de la communauté dans leur mise en œuvre et leur lien avec la protection du patrimoine naturel. Chacun de ces thèmes et leurs composantes respectives contribuent à dégager des indicateurs de développement des capacités collectives dans les processus des initiatives locales ayant permis le déploiement de projets pour une meilleure gestion des déchets sur l'archipel. Finalement, sont discutés les différents obstacles et limites auxquels se confrontent les initiatives locales en ce qui concerne la bonification de la gestion des matières résiduelles, le développement des capacités collectives et la protection du patrimoine naturel.

Mots clés : initiative locale, capacités collectives, volonté d'agir, gestion des déchets, patrimoine naturel motivation intrinsèque, conscience environnementale, engagement citoyen, éducation relative à l'environnement

## INTRODUCTION

Les enjeux en lien avec la crise environnementale actuelle sont exacerbés par les activités économiques liées à la globalisation et au système de développement issu du capitalisme. Bien que la globalisation porte une promesse de prospérité, l'interconnexion croissante des pays à travers le commerce, les investissements, la technologie et la circulation des personnes a également conduit à des déséquilibres socio-écologiques (Sauvé, 2007). De nombreuses communautés locales sont plus vulnérables aux effets de la globalisation, dont celle qui est l'objet de notre étude, Bocas del Toro (BDT), un territoire insulaire touristique. Pour faire face à ces défis, plusieurs communautés innovantes motivées par la nécessité de lutter contre les problèmes environnementaux se tournent vers un développement en marge du système dominant et proposent des stratégies alternatives en lien avec les besoins au niveau local, dont les initiatives locales de protection environnementale (Mahieu, 2016).

Les initiatives locales sont souvent considérées comme un moyen efficace de résoudre les problèmes locaux, de mobiliser la communauté et de renforcer le tissu social en permettant aux communautés de s'impliquer activement dans l'amélioration de leur milieu de vie. Les initiatives locales trouvent leur importance lorsqu'elles façonnent leur environnement selon les besoins et les valeurs locales au travers de la résolution de problèmes (Klein *et al*, 2008). Elles peuvent ainsi doter les communautés de capacités collectives. Ces dernières désignent les compétences, les connaissances, les ressources et les aptitudes d'un groupe dans son ensemble qui permettent d'outiller les communautés pour faire face à différents enjeux. Elles favorisent également la collaboration, la créativité, l'efficacité et la réalisation d'objectifs communs (Dari et Meurier, 2018).

Le présent mémoire portera sur une étude qui s'intéresse au développement de capacités collectives et de la volonté de protéger le patrimoine naturel dans les projets portés par trois initiatives locales de protection environnementale pour une meilleure gestion des déchets à Bocas del Toro au Panama. Les initiatives locales sont : *Cero Basura Bocas*, *Unidos por Bocas* et *Bocas Limpia*. Le but de cette étude est de comprendre quels sont les facteurs qui favorisent l'émergence d'initiatives

locales susceptibles d'apporter des solutions collectives pour l'amélioration de la gestion des déchets dans l'archipel de BDT.

Le premier chapitre présente d'abord la problématique de recherche en focalisant les impacts de la pression touristique dans la globalisation sur un milieu insulaire touristique. Le chapitre se termine avec la présentation des questions de recherche et de notre hypothèse générale. Le deuxième chapitre énonce au départ les objectifs de recherche. Il introduit par la suite le cadre d'analyse qui met en place les éléments permettant la compréhension du développement des capacités collectives et de la volonté de protéger le patrimoine naturel dans les projets portés par les initiatives locales. Sont également présentés les aspects méthodologiques de la recherche. Puis, le troisième chapitre est consacré à décrire le contexte de BDT à travers un survol de l'histoire de l'occupation et du développement de l'archipel. Nous y présentons également les mesures de gestion des déchets présentes sur ce territoire. Le quatrième chapitre présente d'abord les trois initiatives locales à l'étude *Cero Basura Bocas*, *Unidos por Bocas* et *Bocas Limpia* à travers leurs projets respectifs. Y seront par la suite présentés les thèmes d'analyse et leurs composantes. Enfin, au cinquième chapitre, dans une perspective de compréhension des effets des initiatives locales, nous allons nous pencher sur les thèmes d'analyse sous la loupe des indicateurs de développement des capacités collectives et de la volonté de protéger le patrimoine naturel. Ce dernier chapitre se conclut par une discussion des obstacles et limites des initiatives locales sur le développement des capacités collectives et de la volonté de protéger le patrimoine naturel ainsi que sur la bonification de la gestion des déchets à BDT.

## CHAPITRE 1

### PRESSION TOURISTIQUE EN TERRITOIRE INSULAIRE ET OPTIONS FACE AU PROBLÈME DES DÉCHETS

Le présent chapitre montre l'importance d'étudier le cas de Bocas del Toro dans sa particularité territoriale insulaire et dans son développement touristique spécifique. L'objectif de ce chapitre est de présenter la problématique de recherche à savoir la cause et la gravité des problèmes environnementaux liés avec une gestion des déchets déficiente en contexte insulaire touristique. Pour ce faire, nous allons d'abord élucider comment le tourisme international des dernières décennies a façonné le développement économique de l'archipel afin de mieux comprendre les conséquences sociales et environnementales qui en découlent. Puis, nous présenterons quelles alternatives face à cette mauvaise gestion des matières résiduelles ont émergées à BDT, à savoir les initiatives locales. Finalement seront présentées les questions de recherche et l'hypothèse générale.

#### **1.1 Le tourisme dans la globalisation**

Par la démocratisation du voyage des dernières décennies, l'industrie touristique a connu une profonde transformation et une croissance fulgurante. Lorsqu'il a trait aux relations Nord-Sud, le tourisme, s'appuyant principalement sur des ressources culturelles et naturelles d'un territoire, représente l'une des rares possibilités de vente aux consommateurs du Nord par les producteurs du Sud. Certes, le tourisme peut être perçu comme un outil permettant de s'attaquer aux problèmes de pauvreté et ainsi devenir un moyen pour le développement de la richesse (Fomoa-Adenet et Rieutort, 2008). Le développement touristique n'est toutefois pas sans conséquences s'il ne s'arrime pas de façon harmonieuse avec le territoire et les communautés locales qui l'accueillent. La pression touristique s'impose sur les écosystèmes naturels et culturels menaçant la préservation des richesses d'un territoire. Le principal défi auquel se heurte le développement touristique des communautés locales est de réussir à tirer profit de ces mondes de possibilités offertes par la globalisation sans subir les effets néfastes d'une capitalisation excessive sur le tourisme (Dehoorne, 2007).

### **1.1.1 La globalisation**

La globalisation est décrite par plusieurs comme une réalité indéniable et incontournable (Elbaz, 2012 ; Freitag, 2010 ; Nahavandi, 2000 ; Sauvé, 2007). Elle est toutefois complexe à définir et on ne peut la saisir correctement à partir d'une vision manichéenne (Nahavandi, 2000). La globalisation présente trois facettes : économique, technoscientifique et culturelle-communicationnelle (Freitag, 2010). C'est toutefois la globalisation économique qui a un effet dominant en ce qui concerne l'idéologie. Elle entraîne une uniformisation des idées se transposant sur différents aspects de la réalité mondiale (Klein et Lasserre, 2016 ; Sauvé, 2007). Elle est la base de la généralisation de l'idéologie économique libérale à l'échelle planétaire (Freitag, 2010). Elle est la base de l'homogénéisation du monde (Elbaz, 2012).

« ... l'idée de globalisation, fonctionnant comme une croyance, la nécessité de poursuivre et même d'aller au-delà des voies suivies jusqu'ici est encouragée : primauté de la croissance économique, encouragement du libre-échange pour stimuler la croissance, encouragement d'une consommation à l'occidentale et, de plus en plus, le désengagement de l'État. » (Nahavandi, 2000, p.17)

La globalisation demeure « le fil conducteur de la transformation des sociétés actuelles » (Sauvé, 2007). Elle est également vue comme un levier pour la sortie de la pauvreté lorsqu'elle a trait aux pays dits sous-développés qui tentent de s'adapter au nouvel environnement mondial (Nahavandi, 2000). Les dirigeants de ces pays assoient la légitimité du développement sur la croissance économique (Freitag, 2010). Or, il a été bien montré que les mécanismes des échanges internationaux sont inégaux et qu'ils avantagent les capitaux étrangers, limitant le réinvestissement national des profits et laissant les populations et l'environnement en marge des bénéfices (Klein et Lasserre, 2016).

### **1.1.2 Le tourisme international**

Différents mécanismes sont utilisés par les pays dits pauvres pour assurer leur développement. L'un d'eux, en expansion marquée depuis les années 1980, est le tourisme. S'intégrant dans une économie de marché, ce sont maintenant les ressources culturelles et naturelles qui détiennent une valeur intrinsèque pouvant être mise en valeur à travers le tourisme (Fomoa-Adenet et Rieurtort, 2008). Ces nouvelles ressources viennent diversifier les moyens mis en œuvre par les pays en développement pour tenter de s'enrichir (Urunuela, 2004). Par exemple, dans les Caraïbes, les

économies de plantation se voient suppléées par le secteur touristique en tant que source de revenus (Dehoorne, 2007). Des destinations peuvent être habilitées dans une stratégie de développement axée sur la consommation touristique (Carrière, 2009). Il en demeure que ce secteur accroît la dépendance des pays envers des capitaux et des consommateurs étrangers (Dehoorne, 2007). « La plus confortable part des revenus appartient alors à ceux qui contrôlent le marché (l'accès direct aux consommateurs, les transports aériens, parfois jusqu'aux structures d'accueil) » (Dehoorne, 2007, p11). La globalisation change la nature du tourisme international, passant d'un ensemble peu dense de lieux touristiques à un éventail très diversifié d'offres s'étendant jusqu'aux destinations difficilement accessibles (Stock et Antonescu, 2014). Les avancées technologiques et de communication permettent une compétition féroce offrant la meilleure connexion au meilleur prix pour les destinations les plus attractives (Wahab et Cooper, 2001). L'accessibilité des transports aériens a d'ailleurs permis un développement touristique international plus intense (Urunuela, 2004).

Afin de se démarquer dans la course au développement, les nations basant leur voie de prospérité sur le développement touristique n'ont d'autre option que d'adhérer au marché de consommation issu de la globalisation (Wahab et Cooper, 2001). Elles doivent d'abord optimiser la commercialisation du produit touristique qu'elles proposent (Onghena, 2015). Puis, elles doivent également miser sur le développement de la compétitivité de leurs destinations touristiques et sur l'exigence de la rentabilité économique (Dehorne, 2007 ; Onghena, 2015). Toutefois, cette homogénéisation du monde dans le même moule économique vient soulever des défis puisqu'elle engendre des pratiques non adaptées pour certains territoires (Elbaz, 2012). En général, les mécanismes complexes du développement touristique échappent aux populations locales et génèrent des sentiments d'impuissance et d'inégalité chez les populations locales (Dehoorne, 2007), et ce dû au fait que celles-ci ne reçoivent pas leur juste part (Dehoorne et Saffache, 2008). « L'État, parfois partial, aux moyens limités, n'est pas toujours en mesure de contrôler l'évolution des projets impulsés par certaines élites locales aux intérêts transnationaux » (Dehoorne, 2007, p14).

### **1.1.3 Le tourisme de masse**

Depuis plus d'un demi-siècle, le tourisme international a connu une croissance exponentielle. L'augmentation du tourisme et surtout celui de masse peut contribuer à des processus de dévitalisation et d'appauvrissement des communautés hôtes (Parent *et al*, 2011). Victime de son succès, le tourisme de masse exerce une grande pression sur les écosystèmes et les ressources d'un territoire (Nizic *et al*, 2010), sans contribuer de façon significative au développement des communautés locales (*ibid.*). Hillali indique même que « le tourisme risque d'être assimilé à un mouvement néocolonial » (Hillali, 2003 cité par Hoerner, 2008, p. 8).

Cependant, le tourisme peut être utilisé comme propulseur de croissance économique, étant même un pilier dominant de l'économie de plusieurs pays émergents (Muhammad *et al*, 2018). En créant de nouveaux emplois et de nouvelles opportunités économiques, il peut être canalisé vers la réduction de la pauvreté (Dehoorne, 2013 ; Gupta et Dutta, 2018). Pour cela, une part des revenus en provenance des activités touristiques doit servir à l'amélioration des conditions de vie de la population locale (Dehoorne, 2013). Dans ces conditions, le tourisme peut devenir un outil compétitif de développement (Elbaz, 2012). Toutefois, dans un modèle équilibré, l'avantage économique du développement touristique ne peut être la seule variable. Les impacts sociaux, culturels et environnementaux doivent également faire partie de l'équation pour une évaluation adéquate des avantages et des impacts du développement (Sauvé, 2007). Les effets doivent se faire sentir en matière de santé, d'éducation, de sécurité alimentaire et d'approvisionnement en eau, pour ne nommer que les secteurs où les besoins sont les plus urgents dans les pays les plus pauvres.

### **1.1.4 Le tourisme résidentiel et la migration de style de vie**

La prolifération du tourisme génère des occasions. Par exemple, le tourisme résidentiel se basant sur l'économie présentielle, une approche populaire qui, dans le cas du développement touristique, cible l'attraction de la richesse plutôt que sa production (Davezies, 2009). Le tourisme résidentiel est particulier puisque son étymologie vient opposer deux termes. D'abord tourisme signifiant mobilité, puis résidentiel se référant à l'immobilisme. Il fut d'abord utilisé pour décrire le phénomène de résidences secondaires dans les zones touristiques (Tremblay, 2017). Toutefois, il englobe maintenant les migrations, pour la plupart de gens occidentaux, vers des destinations touristiques. C'est souvent la quête d'un mode de vie différent et moins onéreux, la beauté idyllique

d'un lieu, une température annuelle clémente ou encore une opportunité économique considérable avec le tourisme qui prédisposent certains endroits à une vague migratoire des gens du nord (Thampy, 2018).

C'est dans ces conditions que le concept de tourisme résidentiel croise celui de la migration de styles de vie (Forget *et al*, 2017). « En ce sens, ce type de migration semble être une échappatoire d'une vie en société qui ne donne plus satisfaction et à la fois une quête de mieux-être, d'une nouvelle vie, dans un ailleurs nécessairement pensé comme meilleur » (Forget *et al*, 2017). La migration de style de vie est souvent associée à un retour à un mode de vie plus près de la nature. Il y a donc une prédominance vers les milieux ruraux et littoraux lorsqu'il est question de migration de style de vie. L'image que proposent ces lieux est l'aspiration à une meilleure qualité de vie (Benson et O'Reilly, 2009). Ce phénomène social, combiné à une certaine culture de l'individualisme, met souvent en scène des gens des pays développés qui sont considérés privilégiés lorsqu'ils visitent un pays sous-développé (Benson et O'Reilly, 2016).

Ce qui est intéressant avec ce concept est que la migration de style de vie englobe également les connaissances, les savoirs, les compétences et le capital économique qui accompagnent les migrants (Benson et O'Reilly, 2009). Les migrants peuvent développer certaines commodités afin de s'approprier le territoire et amplifier leur sentiment d'appartenance afin de se sentir réellement chez soi (Benson et O'Reilly, 2009). C'est un phénomène qui s'apparente grandement à la gentrification rurale (Williams et Hall, 2000), et qui peut également être à la base d'un développement touristique plus substantiel puisque les infrastructures peuvent avoir un impact sur l'attractivité d'un lieu (Williams et Hall, 2000) et donc sur la richesse que peut générer le tourisme (Davezies, 2009). Avec un besoin de revenu, les migrants peuvent être dépendants d'une opportunité d'emploi et le développement touristique est accommodant dans ses diverses possibilités ; hébergement, restauration, boutique, offres de services. (Benson et O'Reilly, 2009). Le tourisme résidentiel et la migration de style de vie peuvent être le point de départ d'un développement touristique à portée internationale et même de masse (Gil de arriba *et al*, 2017).

### **1.1.5 La pression touristique**

La pression touristique se définit comme l'ensemble des impacts négatifs des activités touristiques relatives à une région souvent surfréquentée. Un plan de développement touristique durable devrait assurer la limitation des impacts négatifs suivant une vision intégrale sur la communauté, l'économie et l'environnement (Laitamaki *et al*, 2016 ; Samat et Harun, 2013). La dégradation des ressources ainsi que les crises et tensions sociales créent les angoisses relatives à la pression touristique (Dehoorne et Saffache, 2008). Les transformations territoriales qu'implique le développement touristique devraient se produire dans un contexte de justice environnementale et de solidarité entre entreprises, population locale et touristes (Dehoorne, 2007).

L'attractivité touristique repose sur l'environnement, qu'il soit bâti, culturel ou encore naturel. Il devient alors contre-productif que l'environnement soit dégradé par une expansion touristique démesurée alors qu'il en est la base (Gupta et Dutta, 2018). La vision parfois à court terme qui domine les acteurs du développement touristique visant une croissance économique rapide peut renforcer des pratiques non durables (Cave et Brown, 2012). Les coûts reliés à l'installation d'infrastructures sont élevés, c'est pourquoi ces installations sont rarement présentes. Toutefois, laisser de côté ce potentiel de développement durable revient à remettre le problème à plus tard pouvant engendrer des impacts négatifs irréversibles (Fuldauer *et al*, 2019).

Une dégradation environnementale est souvent associée à des sites touristiques surfréquentés. Une production de déchets plus grande que la capacité de gestion de même qu'une surexploitation des ressources de la région ne peuvent s'inscrire dans des processus de développement touristique soutenable (Blondy, 2016 ; Fiorello et Bo, 2015). L'approvisionnement en eau peut également être un problème. Si le développement touristique n'est pas bien planifié et que l'aménagement d'installations pour une bonne gestion de l'eau n'est pas approprié, cela peut agir au détriment des communautés locales (Blondy, 2016). Il en va de même pour la gestion des eaux usées.

## **1.2 Bocas del Toro : Du tourisme résidentiel au tourisme de masse**

Le Panama n'a pas manqué l'appel au développement touristique, plus particulièrement à BDT qui représente la destination la plus visitée du pays accueillant près de 275 000 voyageurs internationaux annuellement (Pleasant et Spalding, 2021). L'archipel de BDT est un groupe d'îles

situées dans la province du même nom, au nord-ouest du Panama dans la mer des Caraïbes (figure 1.1). L'archipel comprend de nombreuses petites îles dont six principales et habitées : Isla Colón, Isla Bastimentos, Isla Carenero, Isla Solarte, Isla Popa et Isla San Cristóbal. Isla Colón, la plus grande, héberge la ville de Bocas Town, seul endroit sur l'archipel où il y a des routes, des véhicules motorisés, un port d'entrée et un aéroport. Bocas Town se distingue par son architecture patrimoniale aux bâtiments en bois colorés, reflétant des styles caribéens et coloniaux (Spalding, 2018). La plupart des constructions plus récentes, principalement issues du développement touristique, s'intègrent harmonieusement au patrimoine bâti en incorporant des éléments contemporains. Le transport en bateau taxi est également un élément identitaire de l'archipel.

Ces îles tropicales offrent une grande variété d'activités touristiques en lien avec leurs attraits naturels et culturels. La diversité culturelle, les plages au sable blanc et à l'eau cristalline, les récifs coralliens attractifs pour la plongée, le surf de renommée internationale et une jungle luxuriante aux espèces endémiques en ont fait une destination très attractive (Suman, 2018).

Figure 1.1 Carte de l'archipel de Bocas del Toro



Source : Pleasant et Spalding, 2021

### **1.2.1 L'évolution du tourisme à Bocas del Toro**

Dans l'archipel de BDT au Panama, le développement touristique fut déclaré une priorité nationale avec l'arrivée de Guillermo Endara à la présidence en 1989. Son successeur, Ernesto Pérez Balladères, a renforcé une offre touristique qui ne semble toujours pas se stabiliser sur l'archipel (Guerrón Montero, 2011), et qui a même eu des conséquences sur les terres agricoles, avec la proposition d'une réforme agraire assistée par le marché. Cette proposition a causé une spéculation foncière répandue sur les terres de l'archipel (Spalding, 2013), laquelle a généré l'augmentation rapide du coût de la vie et affecté les activités traditionnelles dans les campagnes (Spalding *et al.*, 2015). Le tourisme résidentiel et la migration de style de vie marquèrent le début d'un développement touristique à portée internationale (Spalding, 2018).

Le développement touristique à un rythme exponentiel depuis 1990 découle de la croissance économique associée au capitalisme. Toutefois, au-delà d'un certain seuil, cette croissance peut devenir un obstacle au développement compte tenu des impasses sociales et écologiques qu'elle provoque. L'exigence de rentabilité du capital a primauté sur le bien-être des communautés locales et l'environnement dans lequel elles vivent (Berr et Harribey, 2005). On assiste ainsi à un double désastre, social et écologique. Les acteurs économiques, essentiellement de l'industrie touristique, ont un pouvoir très important sur l'archipel. « À la question « Qui détient le pouvoir ici ? », la réponse est sans équivoque : celui qui tient le pouvoir ici est la plata (l'argent). À ce titre, les acteurs économiques les plus puissants semblent plus à même que quiconque d'orienter le destin de l'île » (Le Masne, 2009, p6). L'archipel de Bocas del Toro fait ainsi face aux impacts associés au tourisme de masse, passant du « soutenable » à l'insoutenable (Le Masne, 2009).

### **1.2.2 Un territoire insulaire tropical, un territoire vulnérable face au développement touristique**

L'insularité d'un territoire amène certains facteurs limitatifs pour son développement ; l'isolement, l'étroitesse du territoire, la limite des ressources qu'il contient ainsi que des écosystèmes particulièrement fragiles et vulnérables (Urunuela, 2004). Dû à l'étroitesse du territoire, la spéculation foncière en lien avec le développement touristique a des impacts importants sur la population locale (Dehoorne, 2013); par exemple, l'exclusion de la population locale de l'usage de certains endroits (Dehoorne, 2013). L'attractivité touristique insulaire repose principalement sur

l'image des îles, la dimension immatérielle qu'elle représente (Dehoorne, 2007). Les territoires littoraux sont alors prisés par leur proximité à l'eau et leur paysage. L'enjeu environnemental principal en lien avec la privatisation des terres se rapporte souvent à l'aménagement qui en sera fait, celui-ci se répercutant sur la fragilité de l'écosystème. La perte de mangroves par déboisement pour y aménager un hôtel, une plage privée ou un accès par bateau est considérable dans certains territoires insulaires touristiques (Araújo, 2018). Or, les mangroves apportent des services écosystémiques clés en ce qui concerne la biodiversité, la régulation des nutriments et la résilience des territoires face aux catastrophes naturelles (Araújo et Suman, 2018).

« Ces îles doivent donc faire face à l'inadéquation potentielle entre les politiques de développement axées sur le tourisme et les capacités de charge des microterritoires, en termes de fragilité des écosystèmes terrestres et marins, des effets de saturation des ressources naturelles » (Urunuela, 2004).

Nous nous sommes référée aux milieux naturels et à leurs ressources, toutefois l'effet du flux touristique peut aussi avoir des impacts sociaux, notamment sur le sentiment identitaire des populations hôtes (Fomoa-Adenet et Rieutort, 2008). Un fort degré d'appropriation caractérise souvent les territoires insulaires. Par leur isolement et leur vulnérabilité vis-à-vis de l'extérieur, le sentiment d'appartenance est fort (Fomoa-Adenet et Rieutort, 2008). Les transformations d'un territoire insulaire rural à des fins de développement touristique sont souvent basées sur des savoir-faire techniques étrangers mis à profit pour attirer des populations étrangères, ce qui dilue la cohésion sociale et l'attachement identitaire des populations locales (Dehoorne, 2007). Les territoires insulaires touristiques deviennent donc des enclaves inscrites dans l'économie de marché (Fomoa-Adenet et Rieutort, 2008) au profit de ceux qui contrôlent le marché. Ce sont souvent les acteurs du transport aérien et ceux qui ont un accès direct aux consommateurs potentiels qui en profitent (Dehoorne, 2007).

L'effet de la pression touristique est significativement plus grand en milieu insulaire qu'ailleurs (Prabhakaran *et al*, 2013). Les ressources essentielles telles l'eau, la nourriture et l'énergie sont limitées et ce sont souvent les populations locales qui se retrouvent perdantes (Cave et Brown, 2012). Alors que la population locale peut avoir des difficultés quotidiennes à s'alimenter, les touristes ont accès à l'abondance (Elliott et Neirotti, 2008). Les sites font face à une surfréquentation provoquant inévitablement une dégradation environnementale (Prabhakaran *et al*,

2013). De plus, la vulnérabilité de ces destinations insulaires est intensifiée par les effets des changements climatiques. Il est à prévoir une élévation du niveau de la mer et un risque de tempêtes tropicales plus récurrentes (Cave et Brown, 2012).

### **1.3 La production de déchets, sa gestion et ses impacts**

Tel que décrit plus haut, un territoire touristique est souvent confronté à différents impacts négatifs de ses activités touristiques, qu'ils soient sociaux, culturels ou environnementaux. L'ensemble de ces impacts définit la pression touristique. L'insularité du territoire de BDT et son développement touristique important n'y échappent pas. Bien que les impacts de la pression touristique de l'archipel soient multiples, notre recherche se penchera toutefois sur celui qui concerne la gestion des matières résiduelles.

#### **1.3.1. Une hausse de la production des déchets**

L'un des impacts notables du développement touristique est la production accrue de déchets (Mateu-Sbert *et al*, 2013). L'afflux de touristes dans une destination insulaire génère une consommation plus grande et, donc l'augmentation de déchets, notamment des déchets solides (Fuldauer *et al*, 2019 ; Mateu-Sbert *et al*, 2013 ; Mohee *et al*, 2015 ; Wilson et Verlis, 2017). C'est lors des hautes saisons touristiques que la production de déchets solides est la plus élevée (Mateu-Sbert *et al*, 2013). De plus, la composition des déchets solides est variable en fonction des comportements de ceux qui les produisent (Denafas *et al*, 2014), ce qui engendre de nouveaux défis pour les collectivités locales (Dehoorne, 2007). Ceci constitue une externalité dont les investisseurs n'assument généralement pas les frais. Ces derniers sont plus souvent qu'autrement assumés par les collectivités locales.

« Dans les collectivités vivant sur de petites îles touristiques, l'isolement imposé par la géographie et l'économie dominée par le tourisme présentent encore plus de défis pour assurer la pérennité de la gestion des déchets solides. [...] Au nombre des défis, on compte les préoccupations techniques, les contraintes financières, le manque de capacité des infrastructures, le manque de formation et de sensibilisation, les préoccupations liées à la gestion, la corruption, l'influence des intervenants et la mauvaise qualité de la planification » (Willmott *et al*, 2012)

Un plan de développement touristique respectueux des populations locales devrait mettre en place des dispositifs pour réduire les impacts, assurer une gestion adaptée et renforcer les régulations

(Mohee *et al*, 2015). Toutefois, les décisions sont prises par les pouvoirs politiques, lesquels sont favorables aux stratégies massives de développement touristique (Meylan *et al*, 2018 ; Mohee *et al*, 2015). S'il n'y a pas de cohérence avec les modes de gestions mis en place, il faut alors s'interroger sur les modèles de développement qui inspirent de telles stratégies (Dehoorne, 2007 ; Eckelman *et al*, 2014).

### **1.3.2 Les déchets plastiques**

La révolution plastique encourue à la fin du 20<sup>e</sup> siècle a transformé la terre en planète dominée par le plastique au début du siècle suivant (Sharma et Chatterjee, 2019). Les propriétés du plastique, telles que sa durabilité, sa manufacture peu coûteuse, sa résistance chimique, thermique et hydraulique ont entraîné une production massive de vastes produits utilisant cette matière (Sharma et Chatterjee, 2017). Or, les plastiques sont une source substantielle de la pollution dans les destinations touristiques, l'usage de ces plastiques étant généralisé lorsqu'il est question de consommation d'eau et de nourriture.

Il a été établi que la pollution plastique représente la majorité de la pollution océanique (Derraik, 2002). Dans la plupart des études, les résidus plastiques figurent à la première position des déchets retrouvés sur les plages et en milieu marin (Wilson et Verlis, 2017). Les déchets plastiques pourraient même atteindre jusqu'à 96% de la constitution des déchets solides dans les écosystèmes marins et côtiers (Delvalle de Borrero *et al*, 2020). On distingue deux types de résidus plastiques, les macroplastiques, ayant une dimension de plus de 5mm, et les microplastiques, ayant une dimension inférieure à 5mm (Schnurr *et al*, 2018). Ces derniers sont principalement issus de la fragmentation, en milieu terrestre ou marin, de pièces plus larges de plastique (Hall *et al*, 2015). Pour BDT, les conditions climatiques dans les tropiques, la forte exposition aux radiations solaires, la friction avec le sable ainsi que les phénomènes naturels sont des éléments qui peuvent contribuer à la fragmentation des résidus plastiques. Les microplastiques retrouvés dans la région sont majoritairement issus de trois types de polymères ; le polyéthylène, le polypropylène et le polystyrène (Delalle de Borrero *et al*, 2020). Le tableau suivant rend compte des principaux usages de ces polymères.

Tableau 1.1 : Principaux usages des polymères ayant une prédominance de fragmentation en microplastiques

Polyéthylène	Polypropylène	Polystyrène
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Bouteilles en plastique</li> <li>▪ Sacs à usage unique</li> <li>▪ Lignes et filets de pêche</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Bouchons de bouteilles</li> <li>▪ Cordes</li> <li>▪ Textiles</li> <li>▪ Pailles</li> <li>▪ Emballages alimentaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Emballages alimentaires</li> <li>▪ Contenants pour emporter</li> <li>▪ Articles à usage unique</li> <li>▪ Matériaux de construction isolants</li> </ul>

Source : Delvalle de Borrero *et al*, 2020

Les produits constitués de ces polymères sont plus susceptibles de se fragmenter en microplastiques. On remarque l'abondance de leur présence dans les produits à usage unique (Delvalle de Borrero *et al*, 2020). Par absorption, les microplastiques peuvent s'associer avec des contaminants chimiques et des métaux lourds (Ashton *et al*, 2010). L'absorption de ces contaminants bioaccumulables renforce leur persistance et augmente la superficie de contamination. De plus, l'absorption de ces contaminants par les microplastiques vient modifier leur densité. Alors que le plastique a habituellement des propriétés de flottabilité, les particules microplastiques se retrouvent dans l'ensemble de la colonne d'eau ainsi que dans les sédiments (Andrady, 2011). Les microplastiques jouent ainsi le double rôle de réservoir et de transporteur de polluants chimiques dans l'environnement marin (Ashton *et al*, 2010 ; Sharma et Chatterjee, 2017). Ces particules issues des activités anthropogéniques représentent un enjeu environnemental important et leurs effets à long terme sur les écosystèmes ne sont pas entièrement déchiffrés (Delvalle de Borrero *et al*, 2020).

### 1.3.3 La gestion des déchets

La production accrue de déchets en destination insulaire dépasse souvent la capacité de traitement ou de recyclage des infrastructures locales. On procède donc à leur déversement sur un terrain et dans l'eau ou on les brûle en plein air (Willmott *et al*, 2012). La collecte des déchets solides est donc un enjeu fondamental pour un développement touristique durable. Son absence entraîne des pratiques indésirables et dommageables (Mohee *et al*, 2015). L'étroitesse des territoires

touristiques insulaires rend difficile de trouver un site où la qualité de vie de la population locale et l'environnement ne seront pas affectés (Mateu-Sbert *et al*, 2013), faisant en sorte que les coûts reliés à l'amélioration de la gestion des déchets soient élevés (Eckelman *et al*, 2014).

Les îles touristiques ne disposent pas toujours d'installations permettant le recyclage. Le marché du recyclage sur les petits territoires insulaires est restreint. D'une part, par la taille de la production de déchets et par les fluctuations engendrées par les saisons touristiques. D'autre part, par la difficulté de disposer des ressources nécessaires au recyclage telles l'énergie, l'eau et certaines installations (Eckelman *et al*, 2014). Les matières recyclables sont donc plus souvent acheminées sur le continent. Ces voyages peuvent être coûteux, compte tenu du transport qu'ils représentent (Eckelman *et al*, 2014). La séparation des matières recyclables est donc doublement importante afin de réduire les coûts reliés au transport. De plus, les autres types de déchets risquent de contaminer les matières recyclables (Vilms et Voronova, 2016).

Autre que les ressources financières et techniques, l'un des obstacles d'une gestion des déchets adéquate est souvent le manque d'expertise locale (Mohee *et al*, 2015). Le manque de formation de la population locale face aux technologies de gestion des déchets comme le recyclage et le compostage se reflète sur leur engagement et sur leur sensibilisation face à ce problème (Mohee *et al*, 2015). L'éducation, la prévention et la réutilisation sont des méthodes efficaces et non onéreuses de gérer le problème de déchets (Fuldauer *et al*, 2019). Parmi celles-ci, la meilleure approche pour une gestion des déchets dans la perspective d'un développement durable demeure la réduction à la source. Toutefois, la dépendance à l'importation de produits pour la consommation touristique rend cette pratique presque impossible (Diaz, 2007 ; Willmott *et al*, 2012).

#### **1.3.4 Impacts sur la population locale**

L'étude de Willmott *et al* (2012) estime que, dans les lieux touristiques, la production de déchets provenant des touristes peut représenter plus du double des déchets produits par la population locale. Faisant souvent face à des capacités de planification et de gestion, ainsi qu'à des technologies limitées, les conséquences de cette production massive sont graves pour la collectivité locale (Willmott *et al*, 2012). Ayant une capacité de production limitée, un milieu touristique insulaire va importer un plus grand nombre de produits afin de satisfaire les besoins et

demandes des visiteurs (Nizic *et al*, 2010). Ces produits seront inévitablement emballés et participent donc activement à une production de déchets encore plus grande. Ces importations introduisent aussi de nouveaux modes de consommation dans la population locale. Par ailleurs, dans le cas des Caraïbes, la dégradation de récifs coralliens, fournisseurs de nourriture pour les populations locales vivant de la pêche, a des impacts sur leur capacité d'alimentation (Saffache, 2006), ce qui les amène à adopter d'autres moyens d'alimentation, ce qui ne fait qu'accentuer la boucle de rétroaction positive de la production de déchets (Willmott *et al*, 2012).

Une mauvaise gestion des déchets est également associée à des risques pour la santé (Agamuthu et Herat, 2014). Des émissions toxiques sont libérées lors du brûlage de déchets (Mohee *et al*, 2015). Il peut également y avoir une accumulation de substances nocives risquant de contaminer les terres, les sources d'approvisionnement alimentaire et d'eau potable. De plus, les déchets peuvent favoriser la reproduction de rats et d'insectes vecteurs de maladies pouvant faciliter la diffusion des infections (Agamuthu et Herat, 2014). La localisation des sites de décharge ou d'enfouissement de déchets se retrouve rarement près des centres touristiques, c'est donc la population locale qui en subit les conséquences (Eckelman *et al*, 2014), et c'est aussi elle qui en assume les coûts, car, bien que les touristes représentent la source principale de la production de déchets, ils contribuent rarement au budget de la municipalité permettant leur gestion (Vilms et Voronova, 2016).

### **1.3.5 Impacts sur la biodiversité**

L'environnement littoral des régions touristiques insulaires regorge d'écosystèmes particulièrement sensibles. Notamment, les mangroves, les récifs coralliens et les plages (Duvat, 2009). En raison de la forte anthropisation des territoires insulaires touristiques, ces ressources emblématiques des littoraux tropicaux sont menacées (Dehoorne et Saffache, 2008). Les services écosystémiques que ces écosystèmes procurent le sont tout autant (Beaumont *et al*, 2019).

Les récifs coralliens représentent un écosystème riche, en termes de biodiversité<sup>1</sup>, mais fragile et vulnérable. La durabilité des particules plastiques dans l'environnement marin rend celles-ci

---

<sup>1</sup> Bien que les récifs coralliens ne représentent que 0,2% du fond marin, il est estimé qu'ils détiennent le tiers de la biodiversité marine (Connors et Reimer, 2017 ; Sharma et Chatterjee, 2017).

biodisponibles pour les coraux et les zooplanctons, deux types d'organismes clés dans la chaîne alimentaire marine (Sharma et Chatterjee, 2017). L'ingestion, le rejet ainsi que la rétention de particules plastiques ont des impacts sur la résilience de l'écosystème complexe que constituent les récifs coralliens (Reichert *et al*, 2018). De plus, les activités récréatives d'un développement touristique intense ajoutent des facteurs de stress sur ces écosystèmes fragiles (Lamb *et al*, 2014). En combinant d'autres facteurs tels, l'acidification et le réchauffement des océans, l'exposition aux microplastiques ne fait qu'accentuer leur vulnérabilité. La santé du récif se manifeste de différentes manières. Une exposition prolongée aux microplastiques peut entraîner une nécrose des tissus ainsi qu'un blanchiment (Reichert *et al*, 2018). Ces deux effets sont considérés irréversibles en termes de santé corallienne. De plus, les macroplastiques peuvent avoir un effet érosif ou encore asphyxiant sur les coraux (Prabhakaran *et al*, 2013). L'ingestion de microplastique par les coraux, situés au bas de la chaîne trophique permet alors aux particules toxiques de se transposer aux autres niveaux trophiques, et même jusqu'à l'humain (Sharma et Chatterjee, 2017).

L'accumulation de microplastiques dans les cellules et les tissus d'organismes vivants a des effets dangereux sur leur santé (Sharma et Chatterjee, 2017). Pour les organismes benthiques, la plupart filtreurs, les risques associés à la toxicité des particules de microplastique sont élevés (Sharma et Chatterjee, 2019). Un blocage des voies digestives, abaissant leur capacité à se nourrir, peut entraîner une réduction du poids. De plus, ces organismes sont également prisés dans la chaîne alimentaire, étant même essentiels à la santé corallienne (Sharma et Chatterjee, 2017). Les débris plastiques rendent les plus grands organismes marins (oiseaux, poissons, mammifères et tortues) particulièrement vulnérables puisque la bioaccumulation des plastiques et donc de leur toxicité est plus grande à cause de leur longue période de vie (Sharma et Chatterjee, 2017).

Les effets de la toxicité du plastique sur les organismes marins se manifestent de différentes manières. L'ingestion de débris plastiques peut entraîner la létalité par asphyxie. L'accumulation de plastique dans le système digestif est une autre réalité causant la mort chez les organismes marins (Sharma et Chatterjee, 2017). De plus, on lie la toxicité du plastique avec des problèmes reproductifs, une baisse de la capacité d'alimentation, une augmentation du risque de maladies ainsi que des variations sur les concentrations hormonales (Ashton *et al*, 2010 ; Derraik, 2002). Une augmentation de débris non dégradables en milieu marin est également liée à un risque d'enchevêtrement. Une fois enchevêtré, l'organisme peut démontrer plus de difficulté à se nourrir,

se noyer, avoir des plaies risquant l'infection et avoir plus de difficulté à se déplacer (Derraik, 2002). Cela a donc des effets directs sur la survie d'espèces, particulièrement celles déclarées en voie de disparition. La présence de débris issus d'activités anthropologiques peut également perturber les habitats cruciaux pour la reproduction. Les plages utilisées par les tortues pour la ponte de leurs œufs peuvent être dégradées (Santos *et al*, 2011). La conservation de ces habitats est nécessaire pour assurer une régulation dans leur cycle de vie, sans quoi ces espèces sont vouées à l'extinction (Santos *et al*, 2011).

#### **1.4 En réaction, les initiatives locales**

Un développement touristique durable doit faire usage de solutions innovatrices correspondant aux besoins de la communauté hôte et à l'équilibre de l'environnement d'accueil (Fuldauer *et al*, 2019). Ces solutions peuvent prendre différentes formes dont celle de l'initiative locale. Développée sur place par des acteurs conscients des problèmes, l'initiative locale peut générer de nouvelles connaissances adaptées au territoire et être un guide pour une meilleure planification (Meylan *et al*, 2018). Les initiatives locales naissent d'une volonté de transformation des conditions qui provoquent les problèmes qui affectent le milieu de vie de la population locale (Klein, 2008). Une initiative voulant s'inscrire dans un processus d'innovation dotera alors les acteurs sociaux de capacités collectives en vue d'une alternative durable aux modèles imposés par la globalisation (Klein *et al*, 2016). Cette réorganisation peut démontrer une meilleure trajectoire et une ambition transformative suggérant un chemin de transformation sociale (Unger, 2015). Elle nécessite toutefois une nouvelle compréhension des rapports entre économie, société et nature où l'intégrité écologique doit être un incontournable (Lévesque, 2011).

Dans le cas de BDT et de notre recherche, trois initiatives locales de protection environnementale axées sur la gestion des déchets ont été sélectionnées pour être étudiées : *Cero Basura Bocas (CBB)*, *Unidos por Bocas (UPB)* et *Bocas Limpia (BL)*. Le chapitre 4 offrira une description plus approfondie des rouages, visions et projets de ces trois initiatives.

### 1.4.1 Cero Basura Bocas

*Cero Basura Bocas* est un collectif qui se définit comme étant le comité citoyen de la gestion des déchets solides de l'archipel. Ce comité rassemble des organismes non gouvernementaux<sup>2</sup> ainsi que le gouvernement municipal. Son but premier est d'améliorer la gestion des déchets solides sur l'archipel par la réduction à la source (Cero Basura Bocas, 2018). Sous forme de discussions ouvertes, les membres peuvent partager leurs idées. CBB participe également à des campagnes de sensibilisation pour une réduction de la production de déchets solides (Cero Basura Bocas, 2018). En collaboration avec la Municipalité, le collectif est derrière l'établissement de deux politiques de bannissement de déchets plastique, la première concernant les sacs plastiques originellement distribués dans les commerces et la deuxième ciblant les contenants en polystyrène utilisés lors de commandes pour emporter issus de la restauration. En plus des rassemblements et discussions ouvertes que les membres de CBB organisent, le collectif est actif en termes d'actions sur le terrain. Ces actions se spécialisent surtout en activités de nettoyage des plages, des récifs coralliens et des mangroves.

### 1.4.2 Unidos por Bocas

*Unidos por Bocas* est un organisme à but non lucratif voulant unifier les membres de la communauté de BDT en réalisant des projets pour un mieux-être collectif (Unidos por Bocas, 2019). Cet organisme a joué un grand rôle dans la collecte des déchets sur l'île ces dernières années avec l'installation d'une centaine de poubelles publiques sur l'île principale (Corea, 2016). Grâce à un système de publicité sur les bacs, les revenus effectués servent à payer la collecte (Talentino, 2017). De plus, l'organisme est en préparation pour établir un programme de recyclage de plastique et de verre (The Bocas Breeze, 2019).

---

<sup>2</sup> **Sea Turtle Conservancy** (Conservation et protection des populations de tortues de l'archipel)

**Alianza Bocas** (Projets de développement durable et tourisme communautaire)

**Promar** (Éducation relative à l'environnement et conservation des écosystèmes marins)

**Habla Ya** (École pour l'apprentissage de l'espagnol)

**School for Fiels Studies** (École américaine pour une expérience d'apprentissage sur le terrain sur les différents écosystèmes présents sur l'archipel)

### **1.4.3 Bocas Limpia**

*Bocas Limpia* est une initiative née dans le nouveau contexte de l'archipel pendant la crise sanitaire de la COVID-19. Les initiateurs regroupent des employés d'un centre de plongée qui a dû suspendre ses activités en raison de la crise sanitaire. Les initiateurs ont alors débuté des activités de nettoyage hebdomadaires sur la plage localisée près du centre urbain de l'île principale. Ces activités de nettoyage ont eu un effet boule de neige et leur diffusion sur les réseaux sociaux a permis l'adhésion de plusieurs membres à l'initiative.

### **1.5. Le but du mémoire, les questions de recherche et l'hypothèse générale**

Dans le cas de BDT, les impacts de la pression touristique sont de nature écologique, territoriale et sociale (Thampy, 2014). Les problèmes ciblés par les initiatives à l'étude sont principalement à portée environnementale et en lien avec la gestion des déchets. L'accumulation de déchets sur les rues de l'île principale, les plages et récifs coralliens est notable et visible (Hernández, 2018). Cependant, comme ces problèmes sont issus d'activités humaines, ne devrait-on pas élargir leur conceptualisation et les traiter comme des problèmes socio-environnementaux (Jochems *et al*, 2018)? On peut alors considérer les initiatives locales qui essaient d'y apporter des solutions comme des propositions citoyennes en réponse à des problèmes provoqués principalement par l'industrie touristique (Cefaï et Lafaye, 2001). Le but général de notre recherche est donc de connaître ces propositions, d'identifier les facteurs qui favorisent leur émergence dans le développement de solutions collectives et de savoir quels en sont les effets sur la collectivité de BDT. C'est notre objectif en étudiant les projets déployés par les initiatives *Cero Basura Bocas*, *Unidos por Bocas* et *Bocas Limpia*.

#### **Question de recherche principale :**

Quels sont les facteurs qui favorisent l'émergence d'initiatives locales susceptibles d'apporter des solutions collectives pour une meilleure gestion des déchets à Bocas del Toro?

#### **Première question secondaire :**

Comment les initiatives locales interviennent-elles sur le développement de capacités collectives?

### **Deuxième question secondaire :**

Quels ont été les effets de ces initiatives sur les résidents, les acteurs de l'industrie touristique et les touristes en ce qui concerne leur volonté de protéger le patrimoine naturel?

### **Troisième questions secondaire :**

Comment intervient la diversité des origines et des statuts des membres des initiatives dans l'efficacité de celles-ci?

### **Hypothèse :**

Puisque cette recherche se veut exploratoire, il est difficile d'anticiper une réponse définitive et non fluctuante à ces questionnements compte tenu de la variabilité dans les démarches des projets, dans les acteurs impliqués, dans les contextes des initiatives et dans les types de projets. Notre hypothèse est donc qu'en faisant ressortir certaines tendances lors de l'analyse des démarches utilisées dans les projets des initiatives locales, nous serons en mesure de mettre en lumière des conditions et éléments qui ont favorisé le développement de capacités collectives et la volonté de protéger le patrimoine naturel. Le prochain chapitre rendra compte du cadre conceptuel et opérationnel de la recherche.

## CHAPITRE 2

### CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE

Le présent chapitre présente le cadre conceptuel et opérationnel sur lequel repose notre recherche et qui permettra de répondre aux questions présentées au chapitre précédent. Rappelons d'abord l'objectif principal de notre recherche qui est de comprendre comment peut s'exprimer le développement de capacités collectives et de la volonté de protéger le patrimoine naturel au sein d'initiatives locales de protection environnementale. Afin d'y parvenir, nous étudions les effets de trois initiatives locales pour une amélioration de la gestion des matières résiduelles sur l'archipel de Bocas del Toro. En résumé, nous cherchons à analyser les outils, principes et stratégies employés pour le déploiement des projets des initiatives locales et comment ils ont favorisé ou non le développement des capacités collectives et la volonté de protéger le patrimoine naturel. Les objectifs spécifiques de cette recherche sont :

**(1) Vérifier si les projets étudiés à BDT ont favorisé le développement des capacités collectives.** Dans les projets des initiatives locales, déterminer quels ont été les outils, stratégies et principes mis en œuvre et s'ils ont favorisé le développement de capacités collectives.

**(2) Vérifier si les projets étudiés à BDT ont favorisé la volonté d'agir pour la protection du patrimoine naturel.** Déterminer si les initiatives locales ont contribué à la sensibilisation et à l'éducation relative à l'environnement des résidents, des acteurs de l'industrie touristique et des touristes en ce qui concerne le besoin de préserver l'environnement insulaire.

**(3) Vérifier si la diversité des origines et des statuts des membres intervient dans l'efficacité des initiatives locales.** Déterminer si la diversité des origines et des statuts des membres a eu une incidence dans l'émergence des initiatives et leur efficacité.

**(4) Identifier les obstacles et limites.** Déterminer quels sont les obstacles et limites des projets mis en œuvre par les initiatives locales.

Le chapitre portera d'abord sur les concepts d'initiative locale, de capacités collectives et de volonté d'agir sur la protection du patrimoine naturel. S'en suivront les thèmes d'analyse, représentant des composantes des initiatives regroupant différents types d'acteurs, qui mettent en place des conditions pouvant favoriser le développement des capacités collectives et de la volonté d'agir pour la protection du patrimoine naturel. Seront décrits par la suite les indicateurs d'identification. Ces derniers permettent d'évaluer qualitativement le développement des capacités collectives ainsi que la volonté d'agir face à la protection du patrimoine naturel dans les différents projets des initiatives locales à l'étude. Le chapitre se terminera par une présentation de la méthodologie employée dans la recherche empirique.

## **2.1 Le cadre conceptuel**

Afin de comprendre quels sont les effets des initiatives locales sur le développement de capacités collectives en réponse à la pression touristique à BDT, nous nous devons d'établir un cadre d'analyse qui nous permettra de les identifier et de les évaluer. De plus, ce cadre d'analyse permettra de faire le pont entre des initiatives locales de protection environnementale et la volonté d'agir. Compte tenu de la variabilité des initiatives locales en ce qui concerne leur localisation géographique, leur temporalité et les contextes socioéconomiques et politiques de leur mise en œuvre, une mesure universelle du développement des capacités collectives n'est pas envisageable (Unger, 2015). Ainsi, le cadre d'analyse que nous élaborerons vise à évaluer qualitativement le développement des capacités collectives et de la volonté d'agir pour protéger et préserver le patrimoine naturel dans le cadre des initiatives sélectionnées et des projets qu'elles déploient.

### **2.1.1 Concept d'initiative locale**

Les initiatives locales naissent d'une volonté de transformation et de mise en place des dispositifs qui la favoriseraient (Klein *et al*, 2008). Elles visent le déploiement de projets pour répondre aux besoins des collectivités (Mahieu, 2016). Ces initiatives sont porteuses d'idées et d'expérimentations qui peuvent devenir des alternatives (Unger, 2015 ; Fontan et Klein, 2020). Elles mettent en place des formes de laboratoire où se développent des liens sociaux (Klein, 2014 ; Fontan, 2011).

« Le développement par l’initiative locale peut agir comme base de lancement d’un modèle différent. En mobilisant les ressources exogènes privées et publiques, individuelles et collectives, l’action collective peut établir une relation ascendante entre le local et le global, entre le social et l’économique. Un tel modèle nécessite cependant la mise en réseau des initiatives locales, visant le renforcement des milieux locaux à diverses échelles, de façon à faciliter la collaboration entre acteurs et à influencer la prise de décisions aux différents niveaux de gouvernance. » (Klein, 2014, p.132)

L’appartenance au territoire est un facteur clé pour la mobilisation de la collectivité locale lors de l’émergence d’une initiative partant d’un individu ou d’un groupe d’individus (Klein *et al*, 2008). Les initiatives locales se rapportent donc à un territoire ainsi qu’aux perceptions de ceux qui l’habitent, l’aménagent et l’utilisent. De par l’action et l’apprentissage, des capacités innovatrices peuvent émerger par l’instrumentalisation de liens sociaux tentant de répondre à un problème (Klein *et al*, 2008). Cela renforce le sentiment d’appartenance au territoire, permettant aux acteurs de s’ancrer dans le système territorial en lien avec ses habitants, ses institutions et son environnement (Koop *et al*, 2019). Cette ouverture et cette volonté créent ainsi des réseaux de sociabilité pouvant laisser des traces durables dans les organisations et pratiques collectives (Mahieu, 2016).

Une initiative voulant s’inscrire dans un processus d’innovation dotera alors les acteurs sociaux de capacités collectives en vue d’une alternative durable aux modèles dominants de développement local (Klein *et al*, 2016), une alternative qui signale un chemin qui conduit au changement social (Unger, 2015). Elle nécessite toutefois une transformation de la compréhension des rapports entre économie, société et nature où l’intégrité écologique doit être un incontournable (Lévesque, 2011). Dans le contexte de notre recherche, il est important de tenir compte des interrelations entre environnement social et environnement physique et naturel puisque l’utilisation des ressources et le rejet des produits des actions humaines peuvent être modifiés par de nouveaux comportements collectifs (Jochems *et al*, 2018).

### **2.1.2 Concept de capacités collectives**

Le développement de capacités collectives « [...] réside dans la capacité de l’organisation (ou de l’individu) de constamment adapter et transformer la nature des ressources et compétences présentes dans un environnement changeant. » (Dari et Meurier, 2018, p 43). Ce ne sont pas toutes les initiatives locales qui s’inscrivent dans la mise en place d’approches collectives et qui créent

un dynamisme innovateur. Celles qui arrivent à le faire peuvent devenir des vecteurs de transformation sociale, des innovations socio-territoriales. Il peut arriver que ces transformations mettent en place de nouveaux arrangements institutionnels en adoptant de nouvelles pratiques et qu'elles induisent la redéfinition de certaines politiques publiques (Klein *et al*, 2014).

Les innovations socio-territoriales, peu importe leur nature, font appel à l'inventivité des populations locales et relèvent donc de la vitalité des territoires (Torre, 2015). Le développement de capacités collectives repose alors sur la construction d'un savoir-faire commun (Bataïni, 2004). Cette construction n'est possible qu'en passant par l'éducation et la sensibilisation tout en considérant un changement en termes de culture comportementale (Klein *et al*, 2008). C'est ainsi que l'on peut assister à une vision intégrée du développement territorial, où l'usage de la communauté prime sur l'appropriation individuelle (Fontan et Klein, 2020). Le développement territorial intégré s'institue « sur la base de l'analyse du contexte historique, institutionnel et culturel des territoires en question » (Moualart et Nussbaumer, 2008, p.93). Cette analyse permet donc d'établir les fondations d'une stratégie réflexive pour le développement local où la prise de décision est enracinée dans la communauté (Moualart et Nussbaumer, 2008). Elle implique donc une prédisposition à « l'agir » dans le milieu où les ressources nécessaires, les stratégies pour mobiliser ces ressources et les compétences pour appliquer ces stratégies doivent avoir été réfléchies (Avelino, 2011).

La dimension du capital social est importante dans ce concept puisque la gérance des capacités collectives doit inévitablement passer par les relations sociales. Ce sont ces dernières qui président au contrôle, au pouvoir et à l'influence du développement des capacités collectives et managériales d'une initiative (Dari et Meurier, 2018). Elles suivent des démarches participatives, partenariales et collaboratives distinctives (Klein *et al*, 2016). De ce fait, l'initiative locale s'inscrivant dans l'innovation socio-territoriale, qui participe donc au développement de capacités collectives, ne peut être pensée seulement en fonction de sa finalité. Elle doit plutôt être réfléchie comme un processus évolutif où entrent en scène la négociation, les compromis et la coopération (Fontan, 2011). On associe le concept d'empowerment à la mise en œuvre de capacités collectives (Klein *et al*, 2016). La construction sociale qui conduit à l'empowerment favorise également des transformations organisationnelles et institutionnelles au profit de la collectivité locale (Klein *et al*, 2016). L'autonomie des acteurs et la présence de leaders sociaux seraient importantes pour

l'émergence et la diffusion d'initiatives locales novatrices (Fontaine, 2019). Voulant jouer un rôle dans la détermination des objectifs de développement de leur milieu de vie, les acteurs doivent poursuivre un apprentissage continu permettant de remodeler leurs plans et stratégies afin d'atteindre ces objectifs (Fetterman, 2016).

« L'impact indirect de ces mouvements [les mouvements sociaux dans la stratégie de développement local] sur l'innovation sociale dans plusieurs secteurs de la société a également été reconnu : l'influence sur les agendas politiques, la responsabilisation sociale des entreprises, l'accessibilité augmentée des organes politiques, la création d'une conscience écologique et de solidarité ... » (Moualart et Nussbaumer, 2008, p.113).

C'est alors que l'on peut penser l'innovation socio-territoriale dans une perspective démocratique où il pourrait y avoir confrontation de valeurs et de principes tant à l'intérieur du groupe participant à l'initiative, avec la population locale ou encore avec les instances institutionnelles (Koop *et al*, 2019). Dans ce cas, il faut concevoir une convergence de valeurs, par des intentions réciproques, une confiance entre les différents acteurs et une attitude favorable aux apprentissages (Fontaine, 2019).

### **2.1.3 Le concept de volonté d'agir sur la protection du patrimoine naturel**

Selon Mauri « la volonté se définit comme la faculté de déterminer librement ses actes en fonction de motifs rationnels. La volonté s'articule donc à la raison et non au plaisir immédiat » (Mauri, 2022, p.35). En ce sens, la volonté est un processus réfléchi de construction identitaire où il y a une cohérence entre les discours et les actions (Mauri, 2022). Cela rappelle donc la responsabilité de l'action citoyenne par rapport au cadre de vie dans lequel elle s'inscrit, tant à l'égard de ses semblables qu'à son lieu de vie (Legardez, 2012). La volonté n'apparaît pas toujours spontanément; elle requiert de la persévérance, de la ténacité et doit pouvoir jongler entre satisfaction et frustration (Mauri, 2022).

Le patrimoine naturel offre des « biens d'environnement », qui impliquent leur usage dans la consommation de ressources communes (Desaigues et Point, 1993). Ces biens d'environnement auraient donc une fonction importante dans le bien-être des individus puisque la détérioration de la qualité de ces biens d'environnement peut avoir un effet négatif sur le bien-être, des individus mêmes mais aussi de la collectivité (Desaigues et Point, 1993). La volonté d'agir pour la protection

du patrimoine naturel revient à choisir ses actions en toute conscience à l'aide d'une vision éthique et politique du patrimoine naturel appuyée par l'éducation relative à l'environnement (Sauvé, 2005). Il y aurait là une forte valeur sociale et environnementale construite par la mise en commun d'activités qui peut se répercuter sur les identités individuelles et collectives (Naoufal, 2017). Dans ce marquage identitaire, les composantes naturelles de l'écosystème deviennent des ressources à protéger et/ou à utiliser de manière responsable (Fontan, 2011). Pour une volonté collective de protéger le patrimoine naturel, « tous les éléments factuels doivent être précis, objectifs et rigoureux pour constituer le tableau de bord capable d'aider les décideurs à prendre des décisions éclairées » (André et al., 2020, p.180).

La protection du patrimoine naturel nécessite des actions collectives allant au-delà des comportements individuels. « De façon générique, l'action collective est un agir ensemble comme projet volontaire qui naît de la mobilisation de personnes qui se concertent en faveur d'une cause commune » (Jochems *et al*, 2018). Les expériences locales ne deviennent transformatrices que lorsqu'elles déstabilisent les cadres institutionnels et leur mode de fonctionnement (Fontan et Klein, 2020). La dimension politique du rapport à l'environnement dans la volonté de le préserver remet en question la dimension symbolique de la vie sociale et la relation de l'humain avec son milieu (Sauvé, 2005). Il en revient à la discipline de l'écologie humaine inspirée de Pierre Dansereau, une cosmovision où l'humain est partie intégrante de l'environnement, rejetant la séparation nature et société. L'interdisciplinarité qu'il propose peut permettre la construction d'un langage commun entre la vie sociale et l'environnement (Audet, 2012). Ce langage commun apparaît essentiel au développement de capacités collectives et de la volonté d'agir en vue d'une justice environnementale. C'est cette combinaison qui permettra de démontrer le potentiel d'un changement ainsi que de relâcher les freins contraignants du système dominant conventionnel (Klein *et al*, 2016).

## **2.2 Les thèmes d'analyse du développement des capacités collectives et de la volonté de préserver le patrimoine naturel**

L'analyse de ces capacités collectives doit intégrer l'environnement institutionnel auquel sont confrontés les projets des initiatives locales innovantes en fonction des procédés de régulation qui influencent l'action collective (Klein et al, 2014). En observant l'élaboration et la dynamique des initiatives locales à travers les projets qu'elles génèrent, on peut distinguer les interactions et

processus collaboratifs propres au développement de capacités collectives (Mahieu, 2016). Les thèmes d'analyse proposés dans cette recherche établissent des conditions pouvant favoriser de façons différentes le développement des capacités collectives. En lien avec les projets des initiatives que nous étudions, quatre thèmes d'analyse ont été identifiés en regard de leur mise en œuvre : l'engagement des membres des initiatives, l'implication de la communauté, l'implication de la municipalité et la volonté de protéger le patrimoine naturel.

### **2.2.1 L'engagement des membres des initiatives**

Ce thème d'analyse est central au développement des capacités collectives puisque c'est de cet engagement que les idées naissent. Les porteurs de projets visent une finalité qui a été élaborée à l'aide d'un plan qui a pu évoluer en réponse à un enjeu auquel ils espèrent proposer un changement (Fontan, 2011). Ils sont maîtres des étapes de problématisation, d'intéressement, de conception et de mobilisation des ressources (Lévesque, 2016). L'engagement des membres se fait donc à différents niveaux puisque ce sont eux qui conçoivent les projets, mais ils sont aussi responsables de leur diffusion. Ils sont en mesure d'indiquer de quel type d'appui ils ont besoin et doivent développer des mécanismes afin d'harmoniser les intérêts des différents acteurs (Klein, 2014). Du coup, les leaders des projets peuvent faciliter l'action collective par les interrelations entre ces différentes branches d'acteurs (Fontaine, 2019). La réussite d'un projet ne repose pas seulement sur la qualité de sa conception, mais également sur l'ampleur du réseau qui le porte et qui permet l'innovation transformatrice (Klein *et al*, 2014).

### **2.2.2 L'implication de la communauté**

L'implication de la communauté dans les initiatives peut favoriser le développement des capacités collectives selon deux aspects principaux. D'une part, quant à son appui souvent nécessaire afin de mettre en œuvre les actions à prendre pour soutenir le déploiement des idées. Il est généralement question de mobilisation des ressources, qu'elles soient humaines, financières ou organisationnelles afin de réaliser les projets portés par les membres des initiatives (Klein, 2014). D'autre part, l'implication de la communauté a un rôle important à jouer dans la reconnaissance de ces nouvelles idées et de leurs utilités. Il en revient à les rendre socialement légitimes en contribuant à la construction de l'usage social issu de ces nouvelles idées (Fontan, 2011). C'est grâce aux critiques et consensus générés par la communauté que ce nouvel usage pourra prendre de

l'importance, évoluer afin d'être reconnu et se pérenniser. Pour généraliser une pratique en rupture avec les pratiques habituelles, ce processus collectif doit inévitablement engager la communauté (Fontaine, 2019).

### **2.2.3 L'implication de la municipalité**

L'implication de la municipalité peut être importante dans la reconnaissance de la solution proposée et expérimentée par les initiatives locales. (Klein *et al*, 2014). En adoptant une posture de partenaire, les instances publiques locales peuvent soutenir les initiatives en renforçant leur pouvoir transformatif (Fontan, 2011; Ghaffari *et al*, 2021). Dans ce cas, des choix politiques sont posés et il peut y avoir la création de liens systémiques avec l'innovation publique (Fontaine, 2019). La relation à la base d'une stratégie collaborative lors des choix politiques entre les acteurs sociaux et l'administration locale, dans ce cas-ci la municipalité, peuvent faire émerger une décision (nouvelles lois, nouvelles normes) qui sera en mesure de modifier le cadre institutionnel dans lequel s'inscrit le projet (Klein *et al*, 2014). En orientant les pratiques sociales à travers des innovations institutionnelles, les initiatives peuvent influencer le modèle de développement en transformant les conditions d'existence des communautés (Durand Folco, 2019).

### **2.2.4 La volonté de protéger le patrimoine naturel**

Le processus de développement de la volonté de protéger le patrimoine naturel repose sur une éducation relative à l'environnement efficace et sur l'importance de la co-construction des savoirs (Legardez, 2012). Il nécessite d'abord un débat sur les rapports des individus à leur environnement (Sauvé, 2005). Afin de développer les savoirs critiques, l'argumentation explicative du débat doit croiser science, éthique et pratique. De plus, elle doit favoriser le développement d'une conscience environnementale qui pourra se construire collectivement (Legardez, 2012). Pour donner des moyens d'action collectifs et individuels, il faut que les pratiques d'éducation relative à l'environnement aient la capacité de surmonter la résistance aux apprentissages à laquelle elles pourraient se heurter (Partoune, 2012). Les expressions multiples de la volonté de protéger le patrimoine naturel semblent ici importantes puisque l'usage des biens d'environnement et la valeur qui leur est attribuée diffèrent selon la diversité des origines et statuts des membres des initiatives. En observant le comportement des individus, il est possible d'exprimer la valeur qu'ils attachent aux biens d'environnement fournis par le patrimoine naturel (Desaigues et Point, 1993). Dans le

cadre de cette recherche, il revient à s'interroger la capacité de ces apprentissages de transformer les pratiques sociales pour le respect de l'environnement (Legardez, 2012).

### **2.3 Les indicateurs de développement des capacités collectives et de la volonté de protéger le patrimoine naturel**

Maintenant que les thèmes d'analyse ont été ciblés, nous nous intéressons à leur manifestation. Les indicateurs rendent compte des perspectives des répondants, révélant la capacité des initiatives à être des niches fertiles au développement des capacités collectives et de la volonté de protéger le patrimoine naturel. Afin d'évaluer ce développement, nous proposons 4 indicateurs essentiels : la mobilisation des ressources, le développement des compétences et stratégies, la motivation intrinsèque et la construction de la conscience environnementale.

#### **2.3.1 La mobilisation des ressources**

Les ressources peuvent prendre différentes formes, elles peuvent être humaines, organisationnelles et financières (Klein, 2014). Les ressources humaines autrement représentées par la conjonction du capital humain et du capital social décrivent les liens entre les individus, qu'ils appartiennent au même groupe ou à des groupes sociaux différents (Ponthieux, 2006). Le capital humain « sert à gouverner, à asseoir, à être créatif artistiquement, à coordonner les services sociaux, etc., et ce, afin d'améliorer la cohésion sociale des communautés locales et régionales » (Moulaert et Nussbaumer, 2008, p.90). Quant à lui, le capital social « est l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'interreconnaissance » (Bourdieu, 1980, p.2). C'est entre autres le capital social qui permettra de mobiliser les ressources organisationnelles et financières nécessaires à l'évolution des projets générés par les initiatives locales. L'évaluation du capital social met alors en lumière les réseaux de relations entre acteurs qui soutiennent les initiatives, et leurs relations avec d'autres acteurs (Dari et Meurier, 2018). Pour cela, il faut identifier les nouvelles relations et leur nature (implication dans les projets et dans la prise de décision, développement de liens de confiance et réciprocité, expression de valeurs communes) (Christoforou, 2017). Développer un lien de confiance apparaît essentiel puisqu'il guidera la décision de coopération entre les différentes parties prenantes (Klein *et al*, 2014), par exemple entre les membres des initiatives locales et la communauté. La création de nouvelles relations lors du déploiement et de la participation aux

différents projets suppose une plus grande capacité d'agir (Christoforou, 2017). Cela s'explique simplement du fait de ses nouvelles relations ou encore de leur amélioration, un individu a la capacité de mobiliser les diverses ressources encastrées dans ses réseaux, le capital économique et le capital culturel (Ponthieux, 2006).

### **2.3.2 Développement des compétences et stratégies**

Le développement des compétences et stratégies est intimement lié à la mobilisation des ressources. La stratégie initiale derrière une initiative émerge d'abord de l'idée d'une nouveauté, mais repose aussi sur un processus réflexif en fonction des connaissances et compétences des idéateurs afin de mettre en œuvre la série d'actions qui peut répondre à ce vouloir de nouveauté (Fontan, 2011). Toutefois, même si cette stratégie initiale est bien reçue, elle risque fortement d'être confrontée à des résistances, des critiques et des limites de faisabilité. Le développement des stratégies est alors un processus évolutif où la créativité est essentielle afin de s'adapter continuellement aux conditions internes et externes qui lui sont imposées. La compréhension du contexte sociopolitique où émerge l'initiative est cruciale afin que les acteurs sociaux soient en mesure d'évaluer les ressources dont ils disposent et d'enclencher les stratégies pour les mobiliser (Christoforou, 2017). Le développement des compétences collectives est essentiel pour appliquer les stratégies qui serviront à mobiliser les ressources nécessaires au déploiement des initiatives locales (Avelino, 2011; Klein, 2014). Le développement des compétences et stratégies implique donc une flexibilité dans le déploiement d'une initiative par une réorganisation potentielle de l'idée initiale afin de surmonter les obstacles et les résistances. (Fontan, 2011).

### **2.3.3 Motivation intrinsèque**

La motivation intrinsèque est un moteur puissant pour le développement des capacités collectives. Elle est également centrale au développement de la volonté de protéger le patrimoine naturel puisqu'elle guide les prises d'actions (Ryan et Deci, 2000). Au sein d'une initiative locale, la motivation intrinsèque nourrit l'engagement durable, l'autonomie, la créativité et la cohésion. Cela a généralement un effet qui favorise l'obtention de résultats plus significatifs et durables dans la réalisation des objectifs collectifs (Louche *et al*, 2006). Selon Ryan et Deci, une personne motivée intrinsèquement est une personne qui se sent compétente et autodéterminée. Cela se transpose donc sur sa volonté d'agir (Ryan et Deci, 2000) et dans le cas de cette étude sur la volonté de protéger

le patrimoine naturel. C'est-à-dire qu'elle agira en fonction du plaisir et de la satisfaction qu'elle éprouve à la pratique d'une activité et non pas en fonction de pressions externes ou de récompenses (Cassignol-Bertrand et Constant, 2007). Pour évaluer les fluctuations dans la motivation intrinsèque, il faut cerner les différentes dimensions de cette dernière : stimulations, connaissances et sentiment d'accomplissement (Louche *et al*, 2006). La motivation intrinsèque qui transcende les pressions externes provient du besoin d'interagir efficacement avec son environnement en valorisant la finalité des projets proposés (Ryan et Deci, 2000).

#### **2.3.4 La construction de la conscience environnementale**

Cet indicateur se rapporte d'abord à l'apprentissage de la notion d'écosystème, mais également à la réalisation que l'humain est partie intégrante de ce dernier et que sa conduite a la capacité d'en modifier les conditions (Cesarman et Mendèz, 2013). Cette réalisation apporte un regard critique, questionne les règles et les normes en vigueur et développe la capacité des individus à agir selon les effets de leurs actions sur l'environnement (Fontan, 2011). Il y aurait donc de cette prise de conscience un changement de perspective dans la prise de décision emboîtant les différentes sphères de vie qui conjuguent les dynamiques individuelles et collectives. C'est dans ces conditions que peut s'exprimer la volonté de préserver le patrimoine naturel. La conscience environnementale génère un engagement citoyen qui réduit les décalages entre valeurs, croyances et conduites (Partoune, 2012). De plus, elle s'évalue par les effets de l'éducation relative à l'environnement, autant d'un point de vue des connaissances que des actions nécessaires pour développer un comportement (individuel et collectif) jugé écologiquement responsable (Cesarman et Mendèz, 2013).

#### **2.4 Une méthodologie d'analyse de contenu**

La section qui suit présente la démarche méthodologique qui a été employée dans le cadre de cette recherche. Basée sur une analyse de contenu qualitatif, la méthodologie cherche à comprendre les perceptions des répondants quant à leurs interactions avec les initiatives locales de *Cero Basura Bocas*, *Unidos por Bocas* et *Bocas Limpia*. L'entrevue semi-dirigée a été préconisée comme technique de collecte de données.

### **2.4.1 Positionnement épistémologique**

Le positionnement épistémologique de la démarche méthodologique de la présente recherche s'inscrit dans le paradigme du constructivisme interprétatif (Sauvé, 2005). L'ontologie de la question de recherche relève du relativisme où elle puise le rapport entre le sujet et l'objet. L'épistémologie subjectiviste en lien avec ce paradigme est à la recherche de significations qui pourront décrire et interpréter le phénomène étudié (Sauvé et Orellana, 2005). Dans le cas de cette recherche, ce phénomène se rapporte à la mise en place et aux effets des initiatives locales de protection environnementale. Ce positionnement épistémologique permet la naissance d'un dialogue des savoirs où l'expertise du chercheur, donc les savoirs scientifiques, se croise avec les savoirs expérientiels, les savoirs traditionnels et les savoirs de sens communs qui ont été exprimés par les répondants (Sauvé, 2005). De plus, la traduction de ce dialogue des savoirs permet de tirer les conclusions nécessaires à la description et l'interprétation des représentations des répondants à l'égard de leur environnement, leur savoir environnemental (Sauvé, 2005).

### **2.4.2 Stratégie de recherche, terrain et crise sanitaire de la COVID-19**

La question de recherche cible un terrain bien spécifique, celui de l'archipel de Bocas del Toro au Panama. En se questionnant sur les effets de certaines initiatives locales de protection environnementale, la collecte de données s'est effectuée à l'endroit où ces initiatives ont émergé. La chercheuse, arrivée sur l'archipel le 1<sup>er</sup> mars 2020, a rapidement dû suspendre ses activités de recherche en raison de la crise sanitaire de la COVID-19. La collecte de données qui devait débiter dès son arrivée a été retardée jusqu'en juin 2020 en raison des restrictions sévères émises par le gouvernement national panaméen.

La stratégie de recherche employée est qualitative et les données ont été collectées en effectuant 14 entrevues semi-dirigées d'une durée moyenne d'une heure. Certaines ont été conduites en français, alors que d'autres en anglais ou en espagnol, selon la convenance des répondants. En raison de la crise sanitaire, certaines entrevues se sont faites en personne à l'endroit qui convenait le mieux aux répondants alors que d'autres ont été faites par visioconférence par l'intermédiaire de l'application *Zoom*. L'une des entrevues a jumelé deux répondants ayant travaillé conjointement au sein de la même initiative alors que les autres étaient individuelles. La chercheuse a veillé à

respecter les mesures sanitaires en place de même que les demandes des répondants. Les entrevues ont toutes été enregistrées avec le consentement des répondants.

Cette méthode de collecte de données enrichit la compréhension du sujet d'étude en mettant en perspective les opinions des répondants par rapport à leurs expériences (Addeo et Diana, 2010). En se concentrant sur les initiatives locales, les entretiens ont permis de collecter l'opinion des répondants sur les différentes démarches utilisées lors du déploiement des projets, mais également les informations les concernant personnellement, tels leur nationalité, leur temps d'occupation sur les îles et leur implication dans l'industrie touristique. Les entretiens ont également inclus des questions visant à déterminer les principales préoccupations relatives à la viabilité du tourisme sur les îles, leurs perceptions des effets des initiatives sur la collectivité et leur sentiment d'appartenance au territoire. Les guides d'entretien (français, espagnol et anglais) figurent à l'annexe B. L'échantillon était composé de 15 répondants dont la moyenne d'âge était de 39 ans lors de la collecte. Le tableau suivant rend compte des caractéristiques générales des répondants.

Tableau 2.1 : Caractéristiques générales des répondants

Caractéristiques	Nombre de répondants
<u>Genre</u>	
Femmes	8
Hommes	7
<u>Pays d'origine</u>	
Panama	4
États-Unis	6
Argentine	2
Espagne	1
Albanie	1
Pays-Bas	1
<u>Habitent à Bocas del Toro depuis</u>	
Moins de 5 ans	4
Entre 5 et 10 ans	2
Plus de 10 ans	9
<u>Participation aux initiatives</u>	
Initiateur	4
Participe ou a participé à(aux) initiative(s)	7
N'a pas participé aux initiatives	4

Source : Production de l'auteure

Les restrictions émises par le gouvernement national panaméen ont certainement influencé le choix des répondants. En raison de la crise sanitaire de la COVID-19, les déplacements étaient autorisés

sous conditions et l'accès à certaines communautés plus vulnérables de l'archipel, principalement les villages de la communauté indigène Ngäbe, n'a pas été possible. Ces villages ne disposant pas d'électricité et donc de connexion internet, il n'a pas été possible pour la chercheuse d'inclure des répondants de cette communauté dans l'échantillon. Toutefois, l'une des répondantes n'ayant pas participé aux initiatives locales à l'étude est très impliquée avec la communauté Ngäbe, ce qui a permis d'obtenir sa compréhension des enjeux face au problème de gestion des déchets au sein de cette communauté. De plus, bien que trois autres répondants n'aient pas participé aux initiatives spécifiques de cette étude, ils sont à la base d'autres projets personnels pour améliorer la gestion des déchets de l'archipel. Leurs perspectives par rapport aux projets des initiatives à l'étude étaient pertinentes.

La participation de la chercheuse à quelques activités de l'initiative *Bocas Limpia* ainsi qu'une plongée de nettoyage d'un récif corallien s'est également avérée pertinente lors de la collecte des données. Ces informations supplémentaires ont ajouté des connaissances précieuses sur l'historique et le fonctionnement des initiatives. Cette complémentarité d'informations a contribué à une meilleure analyse des données qualitatives récoltées et permis la sollicitation de répondants pour les entretiens.

### **2.4.3 L'analyse des données**

L'analyse des entrevues semi-dirigées a été conduite sous forme d'étude de verbatim. Elle a permis de retracer l'architecture des discours pour en tirer des conclusions. Le défi de l'analyse de données qualitatives repose sur la mise en évidence d'un effet causal entre les différentes variables qui ont été identifiées afin de pouvoir désigner les marqueurs d'identification (Dickes *et al*, 1996). Les entrevues ont d'abord été transcrites en verbatim selon la langue dans laquelle elles se sont déroulées. Les verbatim n'ont pas été traduits et ont été travaillés par un codage du corpus avec le logiciel *Nvivo* dans la langue d'origine. L'arbre thématique des différents codes a toutefois été réalisé en français. Une fois le codage effectué, l'objectif a été de déterminer des marqueurs d'identification quant au développement de capacités collectives et de la volonté de préserver le patrimoine naturel. L'analyse des discours des répondants a permis de mettre en évidence une certaine répétitivité dans les perspectives et de conceptualiser des conclusions générales.

Ce chapitre a permis d'exposer les éléments conceptuels et méthodologiques qui ont été employés afin de répondre aux questions de recherche. La présentation des concepts d'initiative locale, de capacités collectives et de volonté d'agir sur la protection du patrimoine naturel vient définir les différents éléments de la question de recherche principale. Puis, les thèmes d'analyse ainsi que les indicateurs établissent les balises qui seront utilisées afin d'y répondre. Finalement, la méthodologie rend compte du processus de collecte et d'analyse des données. Le chapitre suivant offre quant à lui des éléments spécifiques au terrain de recherche permettant ainsi d'approfondir la compréhension des effets des initiatives locales selon les particularités du territoire étudié.

## CHAPITRE 3

### LE TERRAIN D'ÉTUDE : BOCAS DEL TORO

L'archipel de Bocas del Toro est demeuré loin des préoccupations du gouvernement national jusqu'à ce qu'il se distingue comme une destination touristique prestigieuse (Spalding, 2020). Pour bien comprendre ce désintérêt de l'État, il faut remonter aux premières occupations de l'archipel. D'un point de vue économique, Bocas del Toro a toujours été sous l'emprise d'une influence étrangère, débutant par l'industrie bananière dominée par la *United Fruit Company* (UFC) et évoluant jusqu'au tourisme international (Spalding, 2020). Ces présences étrangères dominantes ont forgé les changements sociaux territoriaux et la distinction des groupes qui ont occupé et qui occupent toujours le territoire (Spalding, 2020).

Le cadre d'analyse présenté au chapitre 2 a été utilisé pour évaluer le développement des capacités collectives et de la volonté de protéger le patrimoine naturel au sein des projets portés par les initiatives locales, lesquelles seront présentées plus en détail au chapitre suivant. Le présent chapitre rend d'abord compte des particularités de l'historicité de ce territoire insulaire en ce qui a trait à son occupation et développement. Ultérieurement, seront abordées plus en détail les mesures de gestion des déchets actuelles afin de bien comprendre l'enjeu des matières résiduelles à BDT.

#### **3.1 Historique de développement et d'occupation à BDT**

L'archipel de BDT a une voie de développement qui est en marge de celle du reste du pays. C'est principalement en raison de son éloignement et isolement géographique ainsi que l'occupation initiale par des communautés indigènes que son développement territorial diffère (Mach *et al*, 2020). L'histoire des politiques foncières panaméennes, de développement et d'occupation de l'archipel, de même que la crise sanitaire de la COVID-19 mettent en évidence le désintérêt de l'État face aux communautés locales de BDT où les activités économiques ont largement été priorisées face au développement d'infrastructures et de services pour le bien-être de la population locale. Cette section propose d'abord un survol des politiques foncières panaméennes et rend compte des différentes phases de développement et d'occupation du territoire de l'archipel.

### 3.1.1 Survol des politiques foncières au Panama

Les politiques foncières panaméennes s'insèrent dans l'héritage colonialiste et elles répondent aux résultats économiques souvent réalisés par du développement immédiat ou à court terme (Spalding, 2017). Du coup, le développement économique fortement influencé par les idéologies de la propriété et de l'utilisation des terres a affecté les populations locales sur l'ensemble du territoire panaméen. Sous la domination coloniale du 18<sup>e</sup> siècle, la majorité du territoire panaméen était reconnu comme propriété du roi d'Espagne mis à part quelques lots de terres communales vendues à des propriétaires privés. Lorsque le Panama rejoint la République de la Colombie suite à son indépendance de l'Espagne en 1821, les terres non vendues, maintenant sous le contrôle du Gouvernement Central Colombien, sont devenues publiques et se sont fracturées en terres municipales. Les lois en place ont été conservées lors de la création de la République de Panama en 1903 suite à son indépendance de la Colombie (Spalding, 2017). Cette indépendance a d'ailleurs été largement encouragée par les États-Unis avec la finalité de la construction du canal de Panama (Pleasant et Spalding, 2021). L'État reconnaissait dans sa première constitution (1904) l'importance de réglementer la répartition équitable des bénéfices de l'usage des terres, à cette époque principalement de l'agriculture. Toutefois, la norme était de les concentrer par l'élite panaméenne et les intérêts étrangers motivés par les perspectives du canal de Panama, ce qui a généré un important contrôle de la richesse par quelques familles d'élites panaméennes, la *Panama Canal Company* alors propriété du gouvernement américain et la *United Fruit Company* (Spalding, 2018).

La croissance démographique a généré des zones d'urbanisation ainsi que l'expansion des terres agricoles toujours entre les mains de quelques familles d'élites. C'est finalement en 1962 que la réforme agraire reconnaissait l'intégration paysanne dans la répartition équitable des terres, donnant accès à des arrangements fonciers collectifs aux populations rurales (Spalding, 2017). En plus du but de réduction de la pauvreté en milieu rural, ces politiques de redistribution des terres étaient également en réponse à la forte présence américaine sur le territoire panaméen pour les opérations du canal de Panama (Walker, 2021). En reconnaissant légalement ces arrangements fonciers collectifs, le gouvernement assurait une souveraineté sur le territoire national limitant l'emprise américaine sur le capital foncier. C'est finalement au tournant des années 1990 que la réforme néolibérale fut formalisée, régularisant l'accès à la propriété privée pour la population

locale et aux investisseurs étrangers (Spalding, 2020). Cependant, seulement les terres continentales pouvaient être titrées, excluant alors les terres côtières et insulaires, dont celles de BDT. Suivant le nouveau millénaire, le contrôle du canal de Panama a été transféré des États-Unis au Panama, assurant depuis une économie forte et résiliente (Spalding, 2017). La reconnaissance de cette nation à l'économie stable, l'abondance de terrains bon marché et l'héritage américain bien senti ont certainement renforcé l'attractivité du capital foncier aux yeux des investisseurs étrangers (Walker, 2021). C'est finalement en 2006 que les terres côtières et insulaires ont pu être achetées à travers la figure de concessions à long terme à des fins touristiques. Ce n'est toutefois qu'en 2009 que le droit à la propriété des terres insulaires et côtières fut reconnu formellement (Spalding, 2013).

### **3.1.2 L'avant-développement et la communauté indigène Ngäbe**

L'archipel fut occupé par quelques communautés indigènes de différents groupes. Le groupe représentant la plus grande proportion de ces communautés diverses et qui demeure présent à ce jour sur l'archipel est le groupe Ngäbe (Die, 2012). Cette communauté représente le plus grand groupe indigène du Panama (Velasquez Runk, 2012). Depuis le colonialisme par les Espagnols, la communauté Ngäbe lutte afin de préserver son territoire et d'assurer la pérennité de son mode de vie et de ses pratiques culturelles (Bivin Ford, 2015). Vivant principalement d'agriculture, de pêche de subsistance et d'un système d'échange entre les différents villages, leur économie n'avait auparavant pas nécessité un grand apport de capital monétaire (Thampy, 2018). Cette communauté détient une identité relative au territoire qui va au-delà des notions d'occupation et d'usage; il y a une spiritualité par rapport à la terre qui est très importante dans son affirmation culturelle (Thampy, 2014). La collectivité a primauté sur la famille et la famille sur l'individu. Ces individus sont inspirés par une vision de la possession territoriale qui peut entrer en conflit, lorsque confrontée à une autre vision, puisqu'ils différencient la terre des ressources qu'elle contient (Thampy, 2014).

### **3.1.3 L'hégémonie de la *United Fruit Company***

Ce n'est qu'au tournant du 20<sup>e</sup> siècle que les pratiques d'occupation prirent un virage vers un développement économique et territorial important avec l'influence coloniale de la *United Fruit Company* (UFC) lorsque la compagnie s'y installa pour la production de bananes (Spalding, 2020).

Ce tournant transforma radicalement l'environnement naturel de l'archipel ainsi que sa population (Cramer, 2013).

Suite à l'abolition de l'esclavagisme au Panama en 1852, les Afro-Caribéens du pays ont formé de petites communautés indépendantes de paysans vivant principalement d'agriculture et de pêche de subsistance. Avec l'arrivée de la UFC, une partie de la communauté d'Afro-Caribéens a émigré vers les îles de BDT (Howard, 2019). L'attraction exercée par l'offre de travail dans les plantations de bananes à BDT était grande (Guerrón Montero, 2006). Plusieurs Panaméen Métis y migrèrent aussi voyant la possibilité d'accroître leurs revenus (Howard, 2019). C'est ainsi que Bocas Town, la plus grande ville de l'archipel située sur Isla Colón, l'île principale de l'archipel, a connu une croissance rapide de sa population (Cramer, 2013). Une grande section des forêts côtières d'Isla Colón, principalement constituées de mangroves, fut déboisée afin d'accommoder l'accès par bateau et la construction de maisons et autres édifices sur pilotis (Cramer, 2013). Les régions plus au centre des îles connurent également un déboisement important afin de permettre la plantation (Cramer, 2013). L'utilisation de pesticides était courante. S'en découle une contamination des sols et des déversements dans l'océan affectant les écosystèmes côtiers et marins (Guerrón Montero, 2006). Les conditions de travail étaient difficiles certes, mais la UFC et son capital important ont permis l'implantation des premiers services sociaux et technologiques sur l'archipel (Guerrón Montero, 2006). On note entre autres la construction de la première école et du premier hôpital, tous deux financés par la UFC. De plus, la présence de cette compagnie est à la base de l'apparition de l'électricité, de l'eau courante et de la construction de différents bâtiments et infrastructures (Cramer, 2013). Les Afro-Caribéens, considérés travailleurs et doués d'une force physique singulière, détenaient également l'avantage d'être plus familiers avec la langue anglaise. Toutefois, l'industrie bananière a implanté un système de hiérarchisation raciale aux conditions s'apparentant à l'esclavagisme plaçant Afro-Caribéens et Ngäbe au bas de l'échelle (Howard, 2019).

Bref, la UFC a exercé un contrôle sur la population par son apport en termes de services et par le développement économique qu'elle a favorisé (Spalding, 2020). L'industrie bananière a administré un système économique d'exploitation sur l'archipel qui a eu des répercussions sur les communautés en structurant les futurs investissements économiques et la hiérarchisation raciale (Howard, 2019 ; Guerrón Montero, 2011; Pleasant et Spalding, 2021). De plus, la prise en charge

du développement des infrastructures et services sociaux par la UFC a permis au gouvernement national de se retirer de ses obligations face aux communautés locales de l'archipel (Cramer, 2013).

### **3.1.4 Le déclin de la *United Fruit Company***

Vers 1930, les plantations de l'archipel ont été victimes de plusieurs pestes fongiques et bactériennes. Malgré les efforts pour combattre ces nouvelles maladies, elles sont devenues trop fréquentes et les plantations ont finalement été abandonnées (Cramer, 2013). Certaines ont été reconverties en plantation de cacao alors que d'autres sont retournées à leur état d'origine, la forêt tropicale. La UFC a alors concentré ses activités de culture de bananes sur les terres continentales à proximité (Guerrón Montero, 2006). La ville de *Bocas Town* n'était ainsi plus le centre économique de la région et a été remplacée par *Almirante* et *Changuinola*. Toutefois, elle est demeurée le centre politique de la région (Guerrón Montero, 2015).

Lors du déclin de cette industrie sur l'archipel, on note une baisse générale de la population (Cramer, 2013). Ceux détenant les postes les plus importants, principalement Panaméens Métis, ont suivi le mouvement de migration des plantations vers les terres continentales (Howard, 2019). Ce sont essentiellement les ouvriers Afro-Caribéen et Ngäbe qui ont continué d'occuper le territoire en retournant aux activités de subsistance traditionnelles (Thampy, 2018). BDT a même connu une augmentation notable de sa population Ngäbe, puisque plusieurs sont retournés sur les îles et se sont réapproprié les régions côtières (Cramer, 2013). Bien que la multiculturalité de l'archipel soit maintenant utilisée comme un point promotionnel touristique important, on ne peut nier les inégalités qu'ont subi ces groupes (Cramer, 2013 ; Howard, 2019). Ces deux groupes (Ngäbe et Afro-Caribéen) se différencient des Panaméens Métis qui contrôlent le pays, et sont donc marginalisés. Le portrait que l'on fait de cette époque de BDT réduit l'archipel à un endroit peu attractif, pauvre en services et dangereux par son isolement géographique et sa population majoritairement indigène Ngäbe et Afro-Caribéenne. L'archipel devient même une zone de pénalisation pour les travailleurs gouvernementaux et les fonctionnaires qui sont menacés d'y être transférés s'ils ne répondent pas aux attentes des plus hauts dirigeants (Guerrón Montero, 2015).

Lorsque le pays a amorcé son essor économique lié à l'exploitation du canal de Panama, ce sont les communautés localisées sur le Panama continental, principalement formées de Panaméens

Métis, qui ont profité des retombées économiques et du développement de services sociaux (Guerrón Montero, 2015). Les infrastructures mises en place par la UFC n'ont pas été bonifiées et l'offre de service est demeurée stable. BDT est alors victime d'indifférence et pendant une cinquantaine d'années tombe dans l'oubli des gouvernements qui se succèdent (Guerrón Montero, 2015).

### **3.1.5 Protection territoriale par les comarcas**

Les différentes communautés indigènes panaméennes se battent pour leurs droits depuis longtemps. L'instauration de réserves indigènes appelées *comarcas* débuta en 1972. Ces *comarcas* donnent des droits de possession des terres exclusifs aux groupes indigènes qui les habitent. Ils détiennent une part considérable d'autonomie administrative ainsi qu'un pouvoir sur la régulation des ressources qu'elles contiennent (Velasquez Runk, 2012). La validation du territoire d'une *comarca* dans la région, la *comarca* Ngäbe-Bugle, a eu lieu en 1997. Elle représente la plus grande *comarca* de la nation. Toutefois, même si la communauté Ngäbe fut la première à occuper les terres de l'archipel, celles-ci n'ont pas toutes été incluses dans cette *comarca*, les frontières se retrouvant tout juste à la limite des îles de Bocas del Toro (Cansari et Gausset, 2013). Bref, les individus de la communauté Ngäbe occupant les terres insulaires n'ont pas accès aux mêmes droits quant à l'occupation, la régulation et l'utilisation des ressources en comparaison aux individus résidents de l'autre côté de la frontière (Thampy, 2018). Traditionnellement dans cette communauté, l'obtention d'un titre de possession d'une terre inoccupée est déterminée par l'utilisation de celle-ci par un individu pour l'agriculture ou l'habitation (Minority Rights, 2019). De plus, l'idéologie d'une possession territoriale n'est pas exclusive à leurs yeux. Il n'y a pas de restriction quant au droit de passage sur une terre par un individu qui ne la possède pas (Thampy, 2014).

### **3.1.6 Le tourisme et la migration de style de vie**

Les changements socioterritoriaux furent les plus importants lorsque le développement touristique fut déclaré une priorité nationale en 1989 (Guerrón Montero, 2011). Il y avait alors un désir de diversifier l'économie du pays et le succès du Costa Rica dans la promotion et le développement de l'écotourisme était inspirant pour le potentiel touristique de BDT (Mach et al, 2020). Les politiques foncières ont suivi la narrative populaire des années 1980 et 1990 en Amérique latine selon laquelle la régularisation de l'accès à la propriété privée allait favoriser la création d'un

marché foncier et donc l'investissement étranger au service du développement touristique (Spalding, 2017). Avec la légitimation de la vente de terres à des fins touristiques en 2006, des compagnies immobilières transnationales et l'élite panaméenne, encouragées par le programme de développement touristique national, sont à la base d'une vague de migration des gens des pays du Nord à BDT. Ces migrants sont principalement d'origine étasunienne et européenne (Spalding, 2013). Ces résidents nés hors du Panama représentent approximativement 15% de la population actuelle de BDT tout en étant propriétaires de la majorité des infrastructures touristiques (Thampy, 2018).

Le nouveau programme de développement touristique se veut facilitateur pour les gens du Nord de s'y installer et favorise leurs investissements dans l'immobilier et dans l'activité touristique. La promotion des droits de propriétés privées a ainsi créé un marché qui s'insère dans l'économie globale (Spalding, 2020). De plus, afin d'attirer un maximum d'investisseurs étrangers, ce programme exonère de taxes foncières tous les propriétaires faisant usage de leur terre pour le développement d'activités touristiques (Thampy, 2018). Cela dit, cette source de capital n'est alors pas ajoutée à l'enveloppe budgétaire de la municipalité bien qu'elle pourrait grandement bénéficier de cet apport de capital afin d'élaborer et d'assurer un plan de développement touristique qui se veut soutenable (Spalding, 2017). Les nouveaux résidents retraités peuvent également collecter leur pension de retraite par l'entremise de banques panaméennes sans être taxés davantage (Die, 2012). Tout ceci a provoqué une explosion de l'investissement étranger et du développement sur l'archipel, l'industrie touristique s'imposant comme l'activité économique dominante (Guerrón Montero, 2011). Cependant, bien que la spéculation foncière exerce une pression sur les communautés locales, BDT a échappé au développement hôtelier massif de type « tout-inclus » aux impacts bouleversants sur les communautés et écosystèmes des Caraïbes (Spalding, 2020). De plus, la création du parc national marin de Bastimentos constitué de 132 000 hectares couvrant une portion de l'île de Bastimentos ainsi que deux îles non habitées à la biodiversité endémique (Zapatillas 1 et 2) assure la protection et réglementation d'une partie du territoire insulaire, ne pouvant pas être sous l'emprise du développement touristique (Mach et al, 2020).

Le nouveau tourisme, qui fait la concurrence au tourisme plus social, d'une échelle plutôt locale, pratiqué dans les années 1990, avantage grandement les nouveaux arrivants provenant des pays du Nord en comparaison aux services offerts par les communautés locales de l'archipel, lesquelles

dénoncent la paupérisation de la population locale (Le Masne, 2009). La complexité des systèmes coutumiers et de l'organisation territoriale des communautés locales se confronte à la privatisation des terres et au droit individuel à la propriété, ce qui génère des conflits (Spalding, 2017). Ils se sont d'ailleurs complexifiés depuis les dernières décennies avec l'augmentation subséquente des valeurs marchandes des terres (Spalding, 2020). Nombreuses sont les expériences de vente de terres irrégulières affectant tous les groupes de la population de l'archipel. Par exemple, certains ayant occupé les terres avant le boom touristique se retrouvant dans l'incapacité de faire reconnaître leurs droits d'occupation et de possession alors que pour d'autres, c'est plutôt en lien avec l'achat de propriétés qui ont été ensuite perdues (Spalding, 2020).

### **3.1.7 Le tourisme résidentiel et l'économie présentielle**

Dans le cas de BDT, le tourisme résidentiel est un bon exemple de démarches politiques pouvant concorder avec l'économie présentielle (Carrière, 2009). La richesse disponible sur un territoire dépend alors de la présence de populations permanentes ou temporaires pouvant transférer leur capital économique sur ce territoire (Davezies, 2009). Le développement touristique misant sur un renforcement de l'attractivité touristique peut donc utiliser les ressources et compétences des migrants afin de prospérer (Carrière, 2009). Cependant, cela peut d'abord générer un développement touristique incontrôlé ne suivant pas un plan qui s'insère dans une logique de durabilité (Le Masne, 2009). Puis, la municipalité et les communautés locales peuvent faire face à un sous financement considérant l'apport important de capital touristique, mais à faibles retombées locales. À BDT, cela se projette entre autres sur la déficience du développement d'infrastructures donnant la capacité de mieux contrôler les effets de la pression touristique sur l'environnement et les communautés locales (Howard, 2019).

C'est alors qu'on observe encore une fois que le développement économique se produit grâce à une présence étrangère qui domine par son capital (Spalding, 2017). En comparaison avec l'industrie bananière, il est clair que les conditions de travail ne sont plus apparentées à l'esclavagisme. Cependant, il en demeure une certaine hiérarchisation où les résidents étrangers sont majoritairement propriétaires des entreprises alors que les natifs de l'archipel forment de nouveau la classe ouvrière (Howard, 2019). « Alors que les investissements étrangers ont été encouragés, il y a eu un manque de programmes et de financement pour appuyer les entreprises

panaméennes locales »<sup>3</sup> (Die, 2012, p.43). Ne recevant pas d'aide financière pour les soutenir, il devient alors difficile de rivaliser avec les investisseurs étrangers. Les natifs se retrouvent à créer de petites entreprises beaucoup moins lucratives (Die, 2012). On observe toutefois une certaine acceptation de la part de la population locale concernant le développement touristique et résidentiel, lequel est perçu comme une opportunité économique (Guerrón Montero, 2015). Les activités touristiques apportent également une diversité d'emplois en comparaison à ce que la UFC pouvait proposer (Cramer, 2013).

Les opinions sont plus divergentes quant à la communauté Ngäbe qui se voit encore marginalisée et exprime un sentiment d'exclusion. Cette nouvelle source d'emploi a provoqué un influx important de Panaméens venant d'autres régions et cet apport considérable provoque une saturation sur le marché du travail (Die, 2012). Les Ngäbe sont alors désavantagés au niveau de la langue, l'espagnol étant leur seconde langue et l'anglais suivant en troisième. Aussi, parce que plusieurs ne savent pas lire et que 91% de la population Ngäbe vit sous le seuil de la pauvreté (Thampy, 2018), la communauté Ngäbe se retrouve donc une autre fois tout en bas de l'échelle salariale (Die, 2012). Elle exprime également des préoccupations quant à l'amélioration de ses conditions socio-économiques puisque l'historique de discrimination n'a que fragilisé davantage son pouvoir d'insertion dans une économie globalisée qui serait harmonieuse avec sa culture (Spalding, 2020).

### **3.2 Le nouveau contexte de l'archipel et la crise sanitaire de la COVID-19**

Les îles touristiques font face à une menace de nature tant environnementale qu'économique. Le danger que représente le fait de développer le tourisme en tant que mono-industrie est grand (Guerrón Montero, 2011) et la pandémie mondiale l'a bien mis en évidence (The Bocas Breeze, 2020d). Dès l'annonce des premières mesures sanitaires, Camara Turismo Bocas (CTB), la Chambre du Tourisme de Bocas del Toro, a transmis ses préoccupations au gouvernement national. Le bien-être des membres de la communauté de l'archipel est intimement lié au tourisme de par sa dépendance économique. Selon CTB, l'intérêt des entreprises et de leurs employés devrait être

---

<sup>3</sup> Citation traduite de l'anglais « While foreign investment has been promoted, there has been a lack of programs and funding to foster local Panamanian businesses »

reflété par une aide gouvernementale adéquate en temps de crise, ce n'est cependant pas ce qui a eu lieu lors de la crise sanitaire de la COVID-19 (The Bocas Breeze, 2020d).

### **3.2.1 Mesures sanitaires très restrictives et la tombée du tourisme**

Les mesures sanitaires nationales ont débuté le 11 mars 2020 avec la suspension de toute activité regroupant plus de cinquante personnes (The Bocas Breeze, 2020a). L'état d'urgence nationale fut déclaré le jour suivant et il ne fallut que quelques jours pour que les vols entrants et sortants d'Europe et d'Asie soient annulés, laissant un grand nombre de touristes en état de panique, n'ayant plus de vol pour retourner dans leur pays d'origine (Sandoval, 2020). Puis, à compter du 16 mars 2020, l'entrée au Panama ne fut possible que pour les citoyens et les résidents permanents qui ont dû se soumettre à une quarantaine obligatoire de quatorze jours (The Bocas Breeze, 2020a). De plus, les déplacements entre les différentes provinces ont été interdits, sauf sous présentation du *Salvoconducto*, un document gouvernemental de permission de déplacement (La Republica, 2020b). Des contrôles policiers ont été mis en place afin d'assurer le respect des restrictions de déplacement. Les craintes de CTB se sont donc avérées, le tourisme sur l'archipel a été paralysé.

C'est à partir du 25 mars 2020 que les mesures sanitaires furent plus restrictives avec la quarantaine complète obligatoire pour l'ensemble de la population restreignant les déplacements aux achats essentiels et aux urgences médicales. Un couvre-feu national a également été décrété (The Bocas Breeze, 2020d). Le plan de déconfinement s'est entamé en juin 2020, les différentes phases étant déterminées par le nombre de cas actifs et hospitalisés associés à la COVID-19. Toutefois, les secteurs économiques relatifs à l'archipel se sont retrouvés dans les dernières phases de réouverture. Devant cette dévastation de l'économie dépendante du tourisme, la population et le conseil municipal ont effectué plusieurs marches pacifiques pour dénoncer les mesures jugées trop restrictives et demandé une aide adéquate de la part du gouvernement national (The Bocas Breeze, 2020e). Toutefois, ces revendications n'ont pas engendré de changement de la part du gouvernement national.

### **3.2.2 Une aide gouvernementale insuffisante et désorganisée**

Pour appuyer sa population, le gouvernement national a mis en place le programme *Panama Solidario*. L'objectif principal de ce programme a été d'assurer la quiétude sociale et de répondre

aux besoins essentiels de la population (Gonzalez, 2020a). Pour être admissible au programme, il a suffi d'être résident permanent ou citoyen et d'avoir eu une importante baisse de revenus causée par la pandémie (La Republica, 2020a). Le programme a débuté par une distribution de sacs de denrées non périssables principalement constitués de riz, sucre, farine, lait, huile et conserves (Núñez, 2020). La distribution se voulait hebdomadaire, mais elle est en réalité plutôt bimensuelle dans les régions hors des centres urbains, dont BDT. Puis, le *Bono Solidario*, une somme mensuelle de 80 dollars US au départ et augmentée à 100 dollars US en juillet 2020, s'est ajoutée au programme permettant aux gens de se procurer des aliments frais. Le *Bono Solidario* n'a été utilisable que pour l'achat de nourriture, de produits hygiéniques et de médicaments (Telemetro, 2020). Sur le Panama continental, il a été distribué à partir d'avril 2020 sous la forme de coupons papier (La Republica, 2020a). Ce n'est toutefois qu'en mai 2020 que la distribution débuta sur l'archipel, plus de deux mois après l'annonce de l'état d'urgence national et des mesures sanitaires restrictives.

Pour obtenir le *Bono Solidario*, les résidents de l'archipel devaient d'abord s'inscrire en ligne ou au bureau municipal puis se présenter au parc central Simon Bolivar d'Isla Colón lors des journées de distribution. L'organisation a été largement critiquée ; une attente de plusieurs heures au soleil, des centaines de personnes en file sans distanciation sociale, seulement deux jours de distribution par mois, annonce de dernière minute, insuffisance de coupons pour l'ensemble des gens inscrits. L'indignation des résidents sur les réseaux sociaux fut également importante, dénonçant la négligence du gouvernement national (Kimball, 2020). Le *Bono Solidario* fut par la suite disponible de façon numérique avec la carte d'identité panaméenne alors utilisée à la manière d'une carte bancaire. Pour s'y inscrire, les citoyens éligibles de l'archipel devaient le faire directement en ligne sur le site du programme (Telemetro, 2020). Ce montant numérique n'est toutefois utilisable que dans les supermarchés participants. À Bocas del Toro, cela ne représente que deux supermarchés localisés sur l'île principale. Ces conditions ajoutent énormément de contraintes de logistique pour les résidents de l'archipel vivant dans les zones plus difficiles d'accès. Il faut pouvoir se transporter jusqu'à l'île principale pour y faire ses achats ou lors des jours de distribution, avoir un accès à internet, puis être en mesure de suivre les annonces des gouvernements local et national. En résumé, la crise sanitaire de la COVID-19 et les mesures non adaptées à la réalité des îles ont définitivement amplifié le sentiment de désintérêt de la part du

gouvernement national auprès des communautés de BDT qui se sont sentis laissées pour compte (The Bocas Breeze, 2020e).

### **3.2.3 Une solidarité communautaire**

La crise sanitaire de la COVID-19 a certainement mis en lumière la solidarité communautaire de l'archipel. Alors que le gouvernement national travaillait à mettre en place des mesures d'aide alimentaire et le *Bono Solidario*, les gens de la communauté de Bocas n'ont pas perdu de temps. Les défis de sécurité alimentaire étaient déjà présents sur l'archipel avant la pandémie. Depuis celle-ci, ce sont également les problèmes de malnutrition qui préoccupent (Grand, 2020). Regroupant les efforts de la municipalité, des entreprises locales et des OBNL, une quantité significative de nourriture a été donnée, triée et distribuée dans les maisons des îles principales, mais en mettant plus d'insistance dans les villages moins accessibles partout sur l'archipel (The Bocas Breeze, 2020b). Ce sont plus de 600 familles qui ont reçu une aide alimentaire régulière. C'est sous le nom de *Bocas Solidario* qu'ils opèrent, dont font partie les membres de UPB.

### **3.3 Les mesures de gestion des déchets déjà en place**

Le cas BDT illustre bien comment les politiques foncières néolibérales ont facilité le développement touristique et immobilier au profit d'investisseurs étrangers. Cela a certainement créé des tensions et conflits entre les communautés locales et les nouveaux arrivants. Il met également en lumière le manque de capacité institutionnelle sur l'élaboration d'un plan de développement touristique durable (Spalding, 2017) et cela se perçoit entre autres par la pauvre gestion des matières résiduelles. Pour minimiser les risques environnementaux et sur la santé, la gestion des déchets doit satisfaire certains critères quant à la production, la collecte et la disposition finale de ces résidus solides (Kassim et Ali, 2006). À cet égard, Seadon propose de comprendre d'une manière plus intégrale la gestion des déchets, prenant la forme d'un système englobant ces trois étapes. Ainsi, un système plus soutenable devrait inclure des boucles de recyclage et de réutilisation, être flexible en fonction du lieu et tenter d'exclure l'option du dépotoir comme finalité (Seadon, 2010).

### 3.3.1 Les infrastructures absentes et déficientes

Le problème de gestion des déchets à BDT se démarque d'abord par son manque d'infrastructures. L'accès aux infrastructures du Panama continental est difficile et onéreux puisque l'on doit calculer un montant supplémentaire pour le transport (Eckelman *et al*, 2014 ; Marra, 2016). Ce manque d'infrastructures est directement en lien avec le manque de financement de la municipalité ou encore avec la corruption derrière celle-ci (Linowes et Mollie Brown, 2006). Même dans la capitale nationale, la gestion des matières résiduelles est désorganisée (Delvalle de Borrero *et al*, 2020). La séparation des différentes matières constituant les déchets solides n'est pas coutume au Panama. Ce sont principalement les matériaux pouvant être revendus qui ne se retrouvent pas directement à la poubelle, notamment l'aluminium (Marra, 2016).

« Bien que la loi oblige à fournir des services de gestion des déchets à leur population, la plupart des municipalités du Panama n'ont pas mis en œuvre des pratiques modernes de gestion des déchets. La plupart des communautés vont déverser leurs déchets dans des décharges non gérées et non officielles en dehors des limites de la ville »<sup>4</sup>(Linowes et Mollie Brown, 2006, p.231).

C'est d'ailleurs le cas de Bocas del Toro, où l'on retrouve qu'un site localisé dans la région centrale de l'île principale, éloigné du centre touristique (Die, 2012). Ce site œuvrant comme décharge à ciel ouvert est géré par un particulier. Tous les déchets des îles principales y sont acheminés et le brûlage n'y est pas rare, particulièrement lorsqu'une quantité importante est jetée sur une courte période (Die, 2012). La propriétaire du terrain a donné son accord à la municipalité moyennant un montant par sac de poubelle disposé. La municipalité offre une collecte des matières résiduelles à l'aide d'un seul camion vidangeur. Lors de la collecte, le nombre de sacs par adresse est comptabilisé et les frais d'acheminement et de décharge devront donc être déboursés par les particuliers. La prise en charge de la collecte et de la disposition des déchets solides par le privé peut avoir des répercussions positives sur l'ensemble du système de gestion des déchets, particulièrement dans les pays en développement et lorsque les municipalités manquent de financement (Tilaye et van Dijk, 2013 ; Kassim et Ali, 2006). Cependant, une certaine quantité de

---

<sup>4</sup> Citation traduite de l'anglais « Although required by law to provide waste management services to their populace, most municipalities throughout the country of Panama had not implemented modern waste management practices. Most communities dumped waste into unmanaged, unofficial dumpsites outside city limits »

matières résiduelles est nécessaire afin d'assurer une rentabilité pour ces acteurs du privé, ce qui peut être plus difficile en contexte insulaire (Hettiarachchi *et al*, 2018). La privatisation de la gestion des déchets peut être porteuse de création d'emplois et d'une offre de service adaptée à la communauté (Kassim et Ali, 2006). Toutefois, ce n'est pas ce que l'on observe avec la privatisation de la collecte et de l'enfouissement des déchets sur l'archipel. En plus de ne pas avoir d'horaire constant, la collecte des déchets et son coût élevé ne sont pas en cohérence avec la réalité économique d'une partie de la population. Il faut déboursier 1,5\$ US par sac poubelle collecté. La collecte est effectuée dans les rues principales à l'aide du camion de la municipalité qui retient un pourcentage des frais chargés afin de payer quelques employés. Pour les endroits plus difficiles d'accès de l'île principale, les résidents doivent se doter de leurs propres moyens pour acheminer leurs matières résiduelles au site de décharge. Sur les îles touristiques environnantes, c'est approximativement 3\$ par sac poubelle qui doivent être déboursés.

Ce sont pour la plupart des collecteurs informels qui offrent le service pour transporter les sacs de poubelle d'une résidence ou d'une entreprise jusqu'au site de décharge sur l'île principale. Puis, aucun service n'est proposé pour les communautés vivant dans les villages en périphérie des îles principales où le tourisme n'a pas encore été développé. Ces villages sont principalement peuplés d'habitants issus de la communauté indigène Ngäbe où d'autres services de base ne sont pas offerts et où les gens vivent dans la précarité (Die, 2012). Les déchets peuvent être jetés à la mer, dans la jungle, dans les mangroves ou encore brûlés (Marra, 2016). Avec un développement touristique en constante croissance, les déchets ne font que s'accroître et de nouveaux mécanismes de gestion n'ont pas été développés en parallèle (Die, 2012). Certaines pratiques sont pointées du doigt par plusieurs alors que d'autres jugent que le manque d'éducation, d'accessibilité et de sensibilisation est à blâmer (Marra, 2016). La difficulté économique et les défis de logistique afin de disposer de ses déchets de la manière la plus responsable possible viennent accentuer le problème de gestion (Die, 2012). Cela polarise les différentes communautés de la population de l'archipel et provoque une injustice sociale et environnementale.

### **3.3.2 Les mobilisations citoyennes**

La population est préoccupée par les questions environnementales liées à la pression touristique et à la production de déchets. En 2012, des groupes de discussion entre les résidents et les membres

de l'instance municipale sur le problème des déchets ont eu lieu. Le maire de l'époque évoqua le manque de financement pour assurer la collecte des déchets, n'ayant pas la capacité de fournir les camions, l'essence, ni la rémunération des employés nécessaires pour la réaliser (Corea, 2012). Ce n'est qu'en 2013 qu'un groupe officiel de collecte de déchets, *Bocas Desechos Solidos*, fit son apparition sur l'archipel avec l'appui de fonds citoyens et de dons (Corea, 2013). Depuis, certaines lois municipales ont été adoptées concernant le bannissement des plastiques à usage unique, mettant en place les premières politiques de réduction de déchets plastiques (Cero Basura Bocas, 2018). Des manifestations et grèves pacifiques ont été effectuées au cours de l'année 2018 afin de revendiquer des mesures concernant l'eau potable, l'électricité, la gestion des déchets et des eaux usées, la régulation maritime, la possibilité d'une éducation supérieure, l'accès aux soins et les enjeux environnementaux (The Bocas Breeze, 2018).

L'archipel de Bocas del Toro représente pourtant un point central touristique dans l'économie du pays. Il constitue le site touristique le plus visité et sa promotion a une visée internationale autant que nationale (Guerrón Montero, 2015). L'image que le Panama projette de cet archipel sur le plan touristique met en valeur ses attraits naturels et multiculturels (Suman, 2018). Il serait tout à l'avantage des acteurs du tourisme de mettre en place certaines infrastructures afin de préserver la beauté des attractions naturelles et culturelles de ce lieu, lesquelles sont partiellement présentées aux figures suivantes (Die, 2012).

Figure 3.1: Photographie aérienne de la ville de Bocas Town et de son patrimoine bâti



Source : <https://www.alittlebithuman.com/the-5-best-things-to-do-in-bocas-del-toro-panama/>

Figure 3.2 : Photographie de Playa Estrella, plage touristique localisée sur Isla Colon



Source : HNS Pictures

<https://www.facebook.com/photo?fbid=161242129328039&set=pcb.161243152661270>

Figure 3.3 : Photographie des festivités de l'ethnicité noire



Source : HNS Pictures

<https://www.facebook.com/groups/200167863435003/user/100063267577426/>

Figure 3.4 : Photographie de l'île de Zapatilla, localisée dans l'aire protégée du parc national marin de Bastimentos



Source : HNS Pictures

<https://www.facebook.com/photo/?fbid=161241319328120&set=pcb.161243152661270>

Les territoires insulaires ont un grand pouvoir d'attraction et constituent une puissante invitation au voyage (Dehorne et Saffache, 2008). La singularité du paysage qu'ils proposent idéalise la quête d'un exotisme fantasmé (Dehoorne, 2007), soit l'image d'un lieu paradisiaque (Dehoorne et Saffache, 2008). Or, la présence de déchets va à l'encontre de cette image. Si une présence accrue de déchets est observée par les visiteurs, ils seront moins portés à fréquenter ces lieux. La qualité environnementale peut ainsi constituer un puissant argument promotionnel touristique (Blondy, 2016 ; Fall Diallo *et al*, 2015 ; Van Der Yeught, 2016). Résider dans un endroit où l'on perçoit des efforts pour une justice environnementale pourrait être un attrait pour les touristes et donc un atout économique pour les acteurs de l'industrie touristique (Fiorello et Bo, 2015), tout en sensibilisant les visiteurs au respect de l'environnement (Vilms et Voronova, 2016).

Ce contexte laisse alors place au développement d'initiatives, qui proposent des alternatives en quête d'un mieux-être collectif pouvant répondre aux besoins réels de la population locale et de la conservation de son milieu de vie (Unger, 2015). Le chapitre suivant offre une présentation des initiatives locales à l'étude et de leurs projets respectifs ainsi qu'une introduction des thèmes d'analyse utilisés afin de répondre aux objectifs de recherche.

## CHAPITRE 4

### PRÉSENTATION DES RÉSULTATS : LES INITIATIVES LOCALES ET LES THÈMES D'ANALYSE

La première section de ce chapitre porte sur la présentation des trois initiatives sélectionnées ainsi que sur les projets qui s'y rattachent. C'est grâce aux informations collectées lors des entrevues semi-dirigées qu'il fut possible d'approfondir les connaissances sur les rouages et visions de ces initiatives locales ainsi que sur la motivation intrinsèque des membres. Bien que leur mission se concentre sur la thématique de gestion des déchets sur l'archipel, les initiatives se distinguent par leurs approches singulières et leurs projets variés. *Cero Basura Bocas* mise sur la réduction à la source, *Unidos por Bocas* se penche sur le développement d'infrastructures et l'accessibilité, puis *Bocas Limpia* propose des activités de nettoyage.

La deuxième section de ce chapitre portera sur les thèmes d'analyse des capacités collectives et de la volonté de protéger le patrimoine naturel sur l'ensemble des projets proposés par les trois initiatives locales à l'étude. Quatre thèmes ont émergé de l'analyse des verbatim soit, l'engagement des membres des initiatives, leur implication dans la gouvernance, la participation de la communauté et la volonté de protéger le patrimoine naturel. Ces thèmes seront présentés à l'aide de schématisations qui rendent compte des processus qui sont à la base de leur mise en œuvre.

#### **4.1 Cero Basura Bocas**

L'initiative *Cero Basura Bocas* (CBB) repose sur une idéologie de la gestion des déchets solides qui se décline en quatre volets. La réduction à la source en est le pilier central. S'ensuivent le volet du recyclage puis celui de la disposition des déchets. Finalement, l'éducation à l'environnement et la sensibilisation des communautés locales viennent relier les trois autres volets.

##### **4.1.1 Les acteurs et leur vision**

CBB est un comité collectif formé en 2015 regroupant quatre groupes dont les membres vivant à Bocas del Toro travaillent conjointement avec la municipalité. Certains membres de chacun de ces organismes se sont alliés afin de porter leur voix conjointement en vue d'un projet commun. Ils forment collectivement une commission de réduction des déchets solides. CBB réunit donc des

gens qui possèdent une expertise, qui ont l'habitude de travailler dans le milieu de l'action, mais qui ont également une capacité d'analyse scientifique. On observe également une diversité dans les origines et les statuts des membres de cette initiative. Le groupe n'a jamais été exclusif; il a toujours été possible à quiconque de s'y joindre et de participer aux réunions. Au début, les réunions hebdomadaires attiraient plus de participants, mais le cercle de participants réguliers s'est réduit jusqu'à ce qu'il soit composé d'environ une dizaine de personnes. Lors de ces réunions, les membres discutent des actions possibles pour une réduction des déchets solides directement à la source en misant principalement sur une réduction des déchets plastiques. Selon les répondants, ce sont ces derniers qui ont l'impact le plus dommageable sur les écosystèmes de l'archipel, particulièrement les écosystèmes marins. Voici les cinq groupes qui travaillent collectivement afin de former CBB.

#### La Fondation *Promar*

Cette fondation est un organisme environnemental panaméen à but non lucratif militant pour la conservation des écosystèmes marins et côtiers. La fondation promeut la préservation écologique de ces écosystèmes sous différentes facettes. Les membres de la fondation sont impliqués dans la législation et la création de réserves écologiques pour la protection de la biodiversité marine en mettant l'accent sur les espèces en danger. L'éducation relative à l'environnement est au cœur du programme de la fondation pour le développement d'une conscience environnementale. La fondation utilise différents médiums pour tenter de rejoindre un maximum d'individus tels que des publications scientifiques, des conférences, des cours et des projections de films. De plus, la fondation travaille avec les communautés locales pour conscientiser la population au pouvoir du tourisme écologique marin en comparaison à la destruction et l'exploitation des ressources pour un développement soutenable des communautés locales en région touristique (Cero Basura Bocas, 2021).

#### L'école linguistique *Habla Ya*

*Habla Ya* est un réseau d'écoles linguistiques ayant trois emplacements au Panama ; Bocas del Toro, Boquete et Panama City. Ces trois emplacements offrent des environnements diversifiés et *Habla Ya* propose un parcours touristique qui se veut éducatif. Ainsi, les voyageurs voulant apprendre l'espagnol peuvent le faire en bénéficiant d'une sélection d'environnements différents où les cours sont reliés à la culture, l'environnement et le tourisme de la région. Un fort volet

engagement social et volontariat est également proposé pour une implication significative lors d'un passage touristique au Panama (Habla Ya, 2021).

#### *Sea Turtle Conservancy*

*Sea Turtle Conservancy* est le groupe le plus ancien au monde sur la recherche et la conservation de tortues marines. Il a été fondé en 1959, mais ce n'est qu'en 2003 qu'eut lieu la première étude sur la région de Bocas del Toro. Les activités de recherche se multiplièrent, puis en 2012, leur centre fut officiellement installé sur l'île principale. Depuis leur établissement sur l'archipel, des sites de protection ont été mis en place. Ce groupe milite également pour arrêter le développement touristique et immobilier dans ces aires de protection (Sea Turtle Conservancy, 2021). Les déchets plastiques sont préoccupants lorsqu'il est question de conservation des tortues marines puisqu'ils se retrouvent abondamment sur plusieurs plages utilisées pour la ponte de leurs œufs. Les sacs de plastique peuvent être difficiles à distinguer des méduses. Les méduses font partie de leur régime alimentaire alors que les sacs plastiques peuvent être létaux si ingérés.

#### *School for Field Studies*

Cette organisation propose des cours dans une dizaine de centres localisés stratégiquement dans des régions du monde faisant face à divers enjeux environnementaux. Ces cours sont reconnus et enregistrés à l'Université du Minnesota, offrant donc une accréditation aux élèves qui participent aux semestres à l'étranger. *School for Field Studies* (SFS) désire offrir des cours où l'on fait de la science plutôt que de la réviser. C'est l'approche appliquée des cours orientée vers la recherche en biologie, sciences environnementales et anthropologie qui le permet. Le centre panaméen se retrouve sur l'île principale de l'archipel (School for Field Studies, 2021). Les enjeux environnementaux y sont abordés et les problèmes de gestion des déchets n'y font pas exception. Les études conduites par les étudiants peuvent cibler des problèmes relatifs au contexte de l'archipel sur le plan socio-environnemental. L'implication de SFS peut permettre une approche scientifique dans l'organisation CBB.

#### *Alianza Bocas*

Cette organisation à but non lucratif regroupe des organisations et institutions, principalement constituées de gens issus de la communauté indigène Ngäbe, promouvant le développement local durable des ressources naturelles de la région de Bocas del Toro. Ils aspirent à ce que les bénéfices

du développement soient répartis équitablement à partir d'opportunités égales pour tous. Ainsi, les retombées économiques permettraient de mener à bien leur propre proposition de développement durable pour des écosystèmes sains et pour la durabilité des activités humaines. Dans le contexte de CBB, cette coalition permet d'intégrer la vision et l'approche de la communauté indigène résidant sur les terres de l'archipel (Alianza Bocas, 2020).

#### Municipio de Bocas del Toro

La Municipalité du district de Bocas del Toro est constituée du bureau du maire ainsi que du conseil municipal. C'est conjointement qu'ils détiennent le pouvoir législatif de la région (Cero Basura Bocas, 2021). La municipalité joue donc un rôle clé dans ce comité afin que les projets puissent être élaborés dans le cadre de la politique panaméenne. Selon les membres de CBB, c'est en travaillant conjointement avec les instances gouvernementales que les accomplissements peuvent changer d'échelle et s'amplifier.

#### **4.1.2 Projets effectués**

Le thème des plastiques à usage unique est devenu le point central de la lutte aux déchets plastiques. Utilisés qu'un instant, leur usage est une aberration. Il faut trouver des options. Toutefois, même lorsqu'un produit alternatif est présent, il n'est pas toujours priorisé, il fallait rendre son usage obligatoire afin qu'il devienne la norme. C'est dans ce contexte que l'idée d'une loi de bannissement des plastiques à usage unique a été adoptée. Pour CBB, 2017 marque l'adoption de la loi pour le bannissement de l'utilisation des sacs de plastique dans les commerces de l'archipel. L'implantation de cette loi s'est effectuée en deux temps puisqu'elle a été votée en 2017, mais elle a fait son entrée en vigueur qu'en 2018. Les membres de CBB ont donc bénéficié d'un an pour faire un travail colossal de sensibilisation et d'éducation avant que la loi soit appliquée. D'abord, il était primordial d'informer la population ainsi que les commerces de cette nouvelle loi. Elle a fait la manchette du journal et de la télévision locale. La municipalité a également remis une brochure informative aux commerces (figure 4.1) expliquant pourquoi cette mesure a été mise en place, la date d'entrée en vigueur ainsi que les sanctions possibles pour ceux qui ne la respecteront pas.

Figure 4.1 : Image de la campagne informative quant à la loi de bannissement des sacs de plastique



Source : Cero Basura Bocas <http://www.cerobasura.bocasdeltoro.org/ingles/Obb-activities-ing.html>

Des affiches ont également été apposées dans les commerces, dans les ports et à l'aéroport. Lors de cette période, des sacs réutilisables ont été distribués gratuitement dans le parc central. Le respect de cette première loi représente un succès des membres de CBB. Tous les répondants ont corroboré ce fait lors des entretiens. Voyant le succès de l'établissement de cette première loi, les membres de CBB ont voulu élargir le bannissement des plastiques à usage unique sur l'archipel (Corea, 2018). Cette fois-ci, ce sont les contenants et gobelets pour emporter en polystyrène puis les ustensiles et pailles en plastiques qui sont dans leur mire. C'est donc en 2019 que la deuxième loi fut appliquée. Comparativement à la première loi, celle-ci n'est pas respectée autant. Plusieurs facteurs pour expliquer cela sont en cause et seront discutés au chapitre suivant. C'est toutefois l'absence d'une période tampon pour sensibiliser, comparativement à la première loi, qui est majoritairement partagée par les répondants.

Le collectif a également organisé de nombreuses corvées de nettoyage sur les plages, quartiers et récifs coralliens de l'archipel. En collaboration avec quatre centres de plongée (*Diving Pirates, Bocas Dive Centre, Panama Dive School et La Buga*), il est offert d'effectuer une plongée à prix modique afin de participer aux activités de nettoyage des récifs coralliens (Parada, 2018). Armés de sacs spécialement conçus à cet effet, les plongeurs collectent les débris retrouvés tant sur les sites de plongée et les alentours. CBB organise également des corvées de nettoyage sur les plages. La population locale ainsi que les touristes sont invités à participer. Les bouteilles de plastique étant mises de côté pour être transportées jusqu'au site de *Plastic Bottle Village*, le reste se retrouve

toutefois sur le site d'enfouissement. La diffusion des corvées de nettoyage se fait principalement par l'entremise des réseaux sociaux et du bouche-à-oreille.

Avec l'arrivée de la pandémie, les activités de CBB ont été suspendues. Ce groupe entreprend toutefois d'élargir la prohibition du plastique utilisé et vendu sur l'archipel en s'attaquant aux bouteilles d'eau d'une quantité inférieure à un litre. L'établissement de stations de remplissage d'eau potable serait conjointement lié à cette nouvelle loi de bannissement.

## **4.2 Unidos por Bocas**

Comme son nom l'indique en espagnol, l'initiative *Unidos por Bocas* (UPB) est une organisation dont le but premier est d'unir les membres de la communauté de l'archipel, qu'ils soient des nouveaux arrivants ou natifs. Ce groupe a amélioré la gestion des déchets, rafraîchi le parc central Simon Bolivar de l'île principale et porté une grande aide pour fournir des denrées et produits essentiels à ceux qui en avaient besoin pendant la crise sanitaire de la COVID-19.

### **4.2.1 Les acteurs et leur vision**

L'association UPB a été créée en 2014. Le noyau de l'organisation est variable, il est constitué d'un nombre de personnes variant entre cinq et dix. Toutefois, plusieurs dizaines de membres ont participé aux différentes activités et projets. Les membres fondateurs ont lancé l'appel à la participation et à la proposition de projets à l'ensemble de la communauté de l'archipel. C'est au gymnase, lieu public situé au cœur de la ville de Bocas Town, qu'ont lieu les réunions où les membres peuvent faire part de leurs préoccupations et propositions. La fréquence de ces réunions varie selon les projets.

Ce sont les dons qui représentent la plus grande part de leur financement. Plusieurs membres ont d'ailleurs sollicité leur réseau de contacts hors Panama. *Foundation at RedFrog*, une fondation créée par un groupe d'Étatsuniens vivant à BDT utilise cette méthode pour obtenir des dons afin de financer plusieurs projets sur l'archipel. *Foundation at RedFrog* a participé au financement de certains projets mis en œuvre par UPB. De plus, quelques activités de financement ont eu lieu afin de récolter les fonds. Par exemple, l'achat de coupons au marché gastronomique dans le parc *Simon Bolivar* pouvant être échangés pour une bouchée à l'un des multiples kiosques. Cet évènement eut

d'ailleurs un fort taux de participation dans l'ensemble de la communauté et fut considéré un succès. Un autre évènement de financement est le bal en blanc annuellement organisé par l'association. Il s'agit d'un évènement où les convives sont invités à être vêtus que de blanc et les profits de la vente des billets d'entrée ainsi que des boissons sont utilisés pour divers projets.

#### **4.2.2 Projets effectués**

Au départ, UPB avait pour but d'améliorer l'état général du parc central *Simon Bolivar*. Il est l'espace public le plus grand situé dans le centre urbain. Aux yeux des membres, cet espace vert détenait un grand potentiel de lieu de rencontre et de divertissement, mais était laissé un peu à l'abandon. Ils ont alors fait une campagne de financement afin d'aménager un espace de jeux pour les enfants et restaurer les structures en béton déjà existantes. Ils se sont ensuite penchés sur l'enjeu des déchets qui étaient abondants dans le parc, ainsi que dans les rues. La principale cause était qu'aucune poubelle publique n'était à disposition. Ce problème concernait le parc et ses environs, et s'étendait à l'ensemble de l'archipel. On ne retrouvait aucune poubelle publique sur les rues principales ou encore sur les plages. Aux yeux des répondants, le plus grand accomplissement de UPB a été l'installation d'une centaine de poubelles publiques sur l'île principale en 2017. Une grande part des achats de matériel fut appuyée par *Foundation at RedFrog*. Ce sont par la suite de nombreux volontaires qui effectuèrent la construction et l'installation des poubelles. Ces poubelles sont constituées d'un tube plastique rigide sur lequel est apposé un panneau publicitaire. Le concept est ingénieux. Pour financer la collecte, ces poubelles sont *parrainées* soit par des commerces, des particuliers ou encore des touristes. Le coût s'élève à 120 dollars US par an et sur la poubelle est apposé le nom du commerce ou un court message de la personne qui parraine. C'est en accord avec la municipalité que le camion à ordures vide les poubelles moyennant une somme d'argent. Pour certaines poubelles, la collecte est journalière alors que pour d'autres elle est plutôt hebdomadaire. Le parrainage des poubelles permet donc d'assurer les frais relatifs à la collecte, la maintenance et le remplacement en cas de bris.

Figure 4.2 : Photographie d'une campagne publicitaire pour le parrainage d'une poubelle UPB



Source : <https://www.facebook.com/unidosporbocas/photos/a.528809670661662/1674789379397013/>

Lorsque la crise sanitaire de la COVID-19 a frappé de plein fouet l'économie de l'archipel, certains membres de UPB se sont regroupés afin d'élaborer un plan de distribution de denrées aux habitants en situation plus vulnérable. La crise sanitaire a permis de mettre en évidence une grande force organisationnelle de la part de ce groupe et de la communauté. Les efforts déployés ont nécessité plusieurs dons en denrées et en argent, avec lesquels il a été possible d'acheter les produits manquants pour produire des sacs contenant des produits variés, nutritifs et frais. De plus, il a fallu préparer la réception de ces denrées au gymnase, en faire le tri et l'emballage. Puis, la distribution a été possible grâce à plusieurs volontaires qui ont facilité leur bateau. Puisque l'accessibilité à des soins est difficile pour certains villages sur les îles plus éloignées, ils sont nombreux à s'être mis en quarantaine totale. Ainsi, aucun voyage n'était autorisé pour éviter toute contamination. Pour ces villages, la distribution des denrées a été essentielle à leur sécurité alimentaire. Les sacs ont été laissés directement sur les quais assurant ainsi une distribution sans contact.

UPB a également un projet ambitieux en vue, un centre de recyclage localisé sur l'île principale. Le groupe dispose des fonds nécessaires et a déjà fait acquisition d'un terrain. Ce dernier est stratégiquement localisé dans le centre urbain. « ... il était important pour nous de l'avoir en ville, car les gens peuvent se rendre compte qu'un centre de recyclage ne devrait pas être isolé » (P2).

Du coup, cela permettra à un plus grand nombre de personnes d'y emmener leurs matières recyclables. De plus, le centre sera facilement accessible pour les gens qui ne sont pas localisés sur l'île principale puisqu'il sera à quelques rues de plusieurs quais. Le centre devrait permettre de recycler le papier et le carton, certains types de plastique, les cannettes d'aluminium et le verre. Le centre travaillera conjointement avec l'entreprise *Reciplastic* localisée à Changuinola sur la terre continentale à proximité de l'archipel. Cette entreprise utilise des procédés de transformation du plastique en agrégats afin de créer un matériel résistant fait à partir de plastiques recyclés et utilisables pour la construction. L'idée du centre de recyclage sur l'archipel permettrait de trier et de compacter les matières pour ensuite les retourner sur la terre continentale où elles pourraient être ultimement transformées. Le compactage permettra de rentabiliser les voyages par bateau pour acheminer les matières recyclables. La pandémie mondiale a malheureusement ralenti ce projet; les délais pour obtenir la machinerie nécessaire se sont allongés. L'entreposage de matières recyclables au centre a toutefois débuté. De plus, l'essai d'un bac à trois compartiments a été installé en bordure du parc central. On y retrouve un compartiment pour le papier, un autre pour le plastique et les cannettes et finalement un pour le verre.

### **4.3 Bocas Limpia**

*Bocas Limpia* (BL) est une initiative toute récente née pendant les premiers mois de la pandémie en 2020. C'est de façon très spontanée que tout a débuté lors de la quarantaine grâce à l'un de nos répondants. Résident de l'archipel depuis peu, il avait déjà l'habitude de nettoyer la plage près de chez lui. Il a donc décidé d'en parler à son entourage espérant inspirer d'autres personnes pour le suivre. Avec une forte réponse positive de ses collègues de travail, ils ont fait un groupe sur les réseaux sociaux faisant part des activités prévues et lançant l'appel à la participation, mais également aux dons de matériel nécessaire au bon fonctionnement de ces activités.

#### **4.3.1 Les acteurs et leur vision**

C'est une initiative qui prend beaucoup plus forme dans l'action puisqu'il n'y a pas de réunions officielles. L'heure et l'emplacement des corvées de nettoyage sont partagés sur les réseaux sociaux quelques jours à l'avance et le plan d'action changeant à chacune des activités est dévoilé sur place lorsqu'un certain nombre de personnes se présente. En fonction de ce nombre, il est plus facile d'estimer les objectifs à chaque fois. C'est environ une fois par semaine que ces activités ont lieu.

Les membres ayant entrepris ces activités de nettoyage participaient déjà activement à la conservation des écosystèmes coralliens de l'archipel. Les membres fondateurs sont tous des plongeurs expérimentés qui travaillent au centre de plongée *Bocas Dive Center* (BDC), détenant la certification PADI (Professional Association of Diving Instructors). PADI est une organisation de formation et d'adhésion à la certification reconnue de plongée récréative. Pour les centres de plongée, PADI représente une certification à reconnaissance internationale par l'uniformisation des formations proposées. BDC est reconnu pour ses plongées de nettoyage gratuites mensuelles effectuées sous le volet *Project Aware* de PADI. C'est un projet qui invite les centres de plongée à participer aux activités de nettoyage lors des plongées et à faire l'inventaire des débris collectés. Puisque les centres de plongée de toutes provenances peuvent participer aux activités de *Project Aware*, il y a une collecte de données internationales au sujet de la quantité des débris collectés et de la composition de ceux-ci. Les débris ne sont pas pesés, mais plutôt évalués par rapport à leur nombre. Le projet propose donc la participation citoyenne à la recherche. Les données comptabilisées sont par la suite partagées sur la page web de PADI et il est possible à tous d'utiliser leur carte interactive et d'y avoir accès. Bref, faute de pouvoir plonger en temps de pandémie, les membres ont décidé de se tourner vers le nettoyage des plages puisqu'il permet également de réduire la quantité de déchets solides pouvant se retrouver à la mer, polluant les récifs coralliens.

#### **4.3.2 Projets effectués**

Les premières activités de BL se sont concentrées sur la plage Itsmito, la plage la plus près du centre urbain de l'île principale. Malgré qu'elle soit à distance de marche raisonnable d'une grande quantité d'hôtels et auberges, cette plage est loin d'être la plus populaire. La couleur de l'eau et du sable ne rencontre pas les standards des plus belles plages du monde. De plus, on note une érosion de cette plage, et les bancs de sable hors de l'eau menacent de disparaître avec le temps. En réponse à cela, le groupe BL a planté plus de 500 palmiers afin de créer un réseau racinaire favorable à une résistance à cette érosion. En plus de nettoyer la plage des déchets solides issus de l'activité humaine, la collecte des résidus organiques a également été faite.

Figure 4.3 : Photographie d'une activité de nettoyage à la plage Itsmito



Source : Bocas Limpia

<https://www.facebook.com/photo/?fbid=10157724519300939&set=g.2634868986747478>

Du coup, on observe une plage sans débris, mais également disponible pour l'utilisation des résidents. Suite à quelques activités de nettoyage à la plage Itsmito, le groupe a organisé d'autres activités de nettoyage à différents endroits sur l'archipel, dont diverses plages, des mangroves, quelques quartiers de l'île principale et des plongées de nettoyage des récifs coralliens.

Figure 4.4 : Photographie d'une activité de nettoyage dans une zone de mangroves



Source : Bocas Limpia

<https://www.facebook.com/photo/?fbid=10157903494335939&set=g.2634868986747478>

Figure 4.5 : Photographie d'une activité de nettoyage d'un récif corallien



Source : Bocas Dive Center

<https://www.facebook.com/BocasDiveCenter/photos/pb.100063662075588.-2207520000/1776870689121345/?type=3>

Grâce à un accord avec la municipalité, les sacs remplis des débris trouvés sur la plage sont déposés près des poubelles installées par UPB et sont ensuite collectés gratuitement par le camion à ordures municipal. Bien que l'initiative soit récente, les membres ont une vision pour le futur de BL.

Non, ce n'est pas temporaire du tout. C'est sûr que le rythme va changer un peu quand j'aurai un travail temps plein, probablement c'est ça. Parce que maintenant j'ai beaucoup de temps à y mettre, mais sinon, le projet est là pour rester et probablement pour s'améliorer, pour se développer et pour faire d'autre chose aussi. (P10)

#### 4.4 Synthèse

Les trois initiatives locales à l'étude se sont développées autour de l'enjeu de la gestion des déchets sur l'archipel de BDT. Comme décrit aux sections précédentes du chapitre, elles ont toutefois des approches et des projets différents. On observe également que les trois initiatives locales proposent des activités de sensibilisation et d'éducation relative à l'environnement. Le tableau suivant offre un récapitulatif des projets portés par chacune des initiatives.

Tableau 4.1 : Récapitulatif des projets associés aux initiatives locales

<b>Cero Basura Bocas</b>	<b>Unidos por Bocas</b>	<b>Bocas Limpia</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Établissement de deux lois de bannissement de produits plastiques                             <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sacs de plastique (2018)</li> <li>- Contenants pour emporter en polystyrène (2019)</li> </ul> </li> <li>▪ Activités de sensibilisation et d'éducation relative à l'environnement</li> <li>▪ Activités de nettoyage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Installation d'une centaine de poubelles publiques sur l'île principale</li> <li>▪ Distribution de sacs de denrées pendant la crise sanitaire de la COVID-19</li> <li>▪ Activités de sensibilisation et d'éducation relative à l'environnement</li> <li>▪ Projet d'un centre de recyclage (en cours)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Activités de nettoyage</li> <li>▪ Plantation de 500 palmiers sur la plage Itsmito</li> <li>▪ Activités de sensibilisation et d'éducation relative à l'environnement</li> </ul>

Source : Production de l'auteure

Les prochaines sections du chapitre portent sur les quatre thèmes d'analyse que nous avons dégagés à partir de l'analyse des verbatim. Ces thèmes s'appliquent à l'ensemble des projets proposés par les trois initiatives locales figurant au tableau ci-haut.

#### 4.5 L'engagement des membres des initiatives

Les trois initiatives étudiées ont permis l'accomplissement de plusieurs projets pour lesquels les membres ont joué un rôle majeur tout au long du processus créatif et d'exécution. Les perceptions des répondants concernant le rôle des membres des initiatives ont révélé quatre principaux aspects, soit identifier les besoins et y répondre, mobiliser la communauté, valoriser le collectif et transférer des connaissances et compétences. Ces aspects expliqueraient l'implication des membres des initiatives est leur contribution au développement de capacités collectives. La diversité des origines des membres des initiatives est une information cruciale à mentionner dès le début de cette section puisqu'elle a certainement une incidence importante sur le développement des initiatives locales à l'étude puis sur le déploiement de leurs projets respectifs et de leurs effets sur la communauté. Pour les initiatives de CBB et UPB, la parité entre les migrants et les natifs de l'archipel est sensiblement respectée. Toutefois, pour BL, la totalité des membres initiateurs est composée de migrants alors que quelques natifs ont participé à leurs activités de nettoyage.

#### **4.5.1 Identifier les besoins et y répondre**

Les répondants reconnaissent qu'il y a des besoins criants pour une gestion des déchets plus adéquate, mais également plus juste. Le milieu insulaire que nous étudions voit ses ressources limitées, une réalité à laquelle il faut s'adapter pour bien combler les attentes. Pour les répondants, le problème est facilement visible, encore faut-il bien identifier les causes et élaborer des solutions qui répondent réellement aux besoins. L'implication de membres issus de la communauté scientifique favorise la proposition d'une démarche réfléchie permettant de répondre plus justement aux besoins. Cette implication aide également à la légitimité des projets puisque ses membres apportent une crédibilité lorsque les idées sont proposées au gouvernement municipal comme à la communauté locale.

Q : Je me demandais quelle était l'implication de School for Field Studies dans Cero Basura Bocas? R : Oui, nous avons aussi été avec Cero Basura et je dis depuis longtemps que si vous voulez mettre en œuvre une nouvelle réglementation ou quoique ce soit que vous voulez essayer de faire, vous devez d'abord faire une étude. Donc, nous avons fait un Google doc que nous avons envoyé au plus grand nombre de personnes et nous l'avons mis sur le forum ouvert en interrogeant les gens sur leurs habitudes d'utilisation du plastique et de production de déchets. Puis, nous utilisons ensuite ces informations pour indiquer comment nous devons aller de l'avant. (R7).

#### **4.5.2 Mobilisation de la communauté**

Le second thème d'analyse dans le développement des capacités collectives des projets des initiatives locales est l'implication de la communauté. Toutefois, pour que la communauté s'implique elle doit d'abord être mobilisée. Les répondants témoignent du travail gigantesque de mobilisation qui a été fait par les membres des initiatives afin d'accomplir leurs projets. La mobilisation de la communauté était cruciale pour le succès des projets, afin de trouver les ressources humaines et financières nécessaires pour leur réalisation, mais également pour la pérennité des projets. La diversité des origines des membres des initiatives a ici joué un rôle important dans la mobilisation des ressources, particulièrement les ressources financières utilisées dans le déploiement de plusieurs projets. De plus, tel qu'en témoigne le répondant membre initiateur de CBB, c'est la mobilisation de la communauté qui a permis le respect de la première loi de bannissement des sacs de plastique.

Notre plan c'était de ne pas simplement écrire une loi et de ne l'avoir que sur papier parce que c'est arrivé tellement de fois déjà. Où personne n'est au courant et donc personne ne la respecte [...] Nous avons donc dit à tous en avril 2017 que nous avions cette loi qui allait être effective dans un an, ce qui nous laissait un an pour éduquer et sensibiliser. Travailler avec la population, avec la communauté, être présent avec eux, avec les supermarchés, tout. Alors, pour moi cela a été le succès principal. (R13)

#### **4.5.3 Valorisation du collectif**

Bien que les initiatives aient leur propre vision et trajectoire, il est clair pour les répondants qu'elles ont la valorisation du collectif au centre de leurs objectifs. L'idée est d'avoir un Bocas propre où les écosystèmes ainsi que les populations humaines puissent bénéficier d'un environnement sain et sans déchets. La majorité des répondants ont un sentiment d'appartenance fort lorsqu'il est question de BDT. Cela est également vrai pour les répondants non natifs de l'archipel. Ces derniers s'accordent pour dire qu'il y a des injustices au niveau de l'accessibilité aux infrastructures et services pour plusieurs membres de la communauté de l'archipel. Ce sentiment d'attachement est relié à un vouloir de bien-être, de mieux-vivre pour tous. Les répondants expriment qu'au travers de certains projets lancés par les initiatives étudiées, cela peut faciliter une meilleure cohabitation entre tous les résidents de la communauté locale puisqu'ils travaillent ensemble pour un but commun. Ici, un répondant explique, selon sa vision, que la valorisation du collectif pourrait avoir un effet rassembleur et aider à la participation de la communauté locale lors des projets.

Il ne faut pas se cacher qu'il y a une espèce de division, l'étranger et le Bocatorenno. Tu vois, on n'est pas, on n'est pas des envahisseurs, mais quelque chose de similaire. Parce que n'importe quel étranger qui vient ici vient avec un pouvoir d'achat énorme et bien ça tue le petit qui vit ici. Donc, il y a cette petite séparation, c'est vraiment dommage [...] et s'il y a eu une très petite participation des locaux maintenant je suis certaine qu'il va y avoir une beaucoup plus grande participation dans le futur parce que c'est pour le bien de tout le monde. (R10)

Les écosystèmes de l'archipel représentent une richesse incroyable, non seulement de par l'aspect économique du tourisme, mais également comme milieu de vie. Pour plusieurs, le milieu de vie n'est pas seulement considéré comme un espace physique, mais un espace imprégné de relations. Des relations sociales, mais également de fortes relations avec l'environnement. Nombreux sont ceux qui doivent compter sur les ressources à disposition dans leur milieu de vie pour subvenir à leurs besoins. Selon les répondants, développer des projets mettant en valeur la richesse de ces ressources pourrait aider à sensibiliser les citoyens à leur préservation.

#### **4.5.4 Transfert des connaissances et compétences**

D'abord, les répondants reconnaissent qu'il y a des expertises mobilisées dans ces initiatives. Les membres des initiatives n'étant pas natifs de l'archipel jouent un rôle clé dans le développement des projets. Citoyens d'autres pays, majoritairement européens et nord-américains, ils détiennent une autre perspective de ce que devrait être une gestion des déchets adéquate. Les concepts de recyclage, de triage des matières résiduelles, de compostage et de disposition leur sont plus familiers. Tous les répondants appartenant à ce groupe ont d'ailleurs fait une comparaison avec leur pays d'origine à un certain moment lors de l'entrevue. D'autre part, les membres natifs détiennent un savoir local d'une grande importance et peuvent mieux orienter les initiatives dans la création de projets adaptés à la réalité locale.

On travaille aussi avec les communautés indigènes, ce qui est vraiment très intéressant. Bien sûr, parce que nous apprenons. Ils apprennent de nous et nous apprenons d'eux et ça, j'adore. (R13)

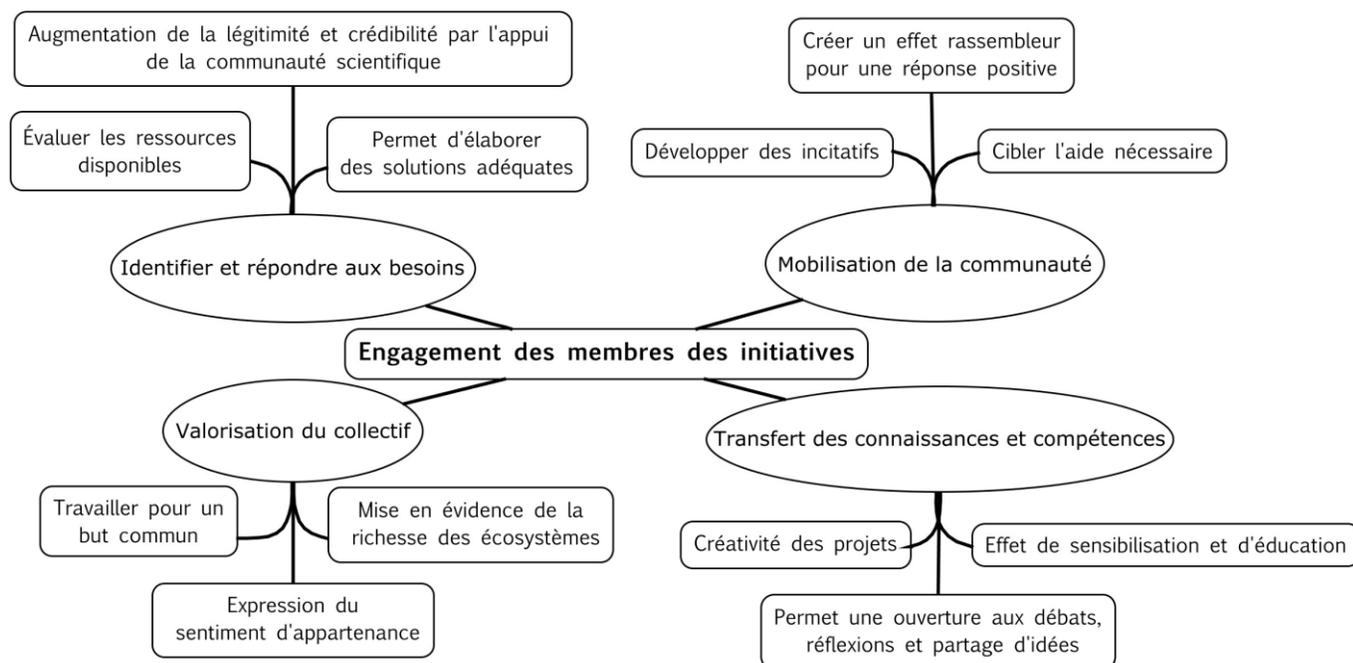
Aux yeux des répondants, le transfert des connaissances et compétences est important afin d'assurer le succès des projets. D'abord, sur la créativité des projets, certaines connaissances et compétences ont été partagées et appropriées par les autres membres des initiatives. Cet amalgame de connaissances et compétences permet l'ouverture au débat, aux réflexions et aux décisions éclairées. Puis, sur la pérennité des projets. Pour que le succès des projets traverse le temps, il faut que les connaissances et compétences soient transmises à l'extérieur des initiatives et diffusées à la communauté pour qu'elle puisse y participer. De nombreux points sont évoqués quant à l'éducation et la sensibilisation afin que les projets puissent prospérer.

Je pense que ce dont nous avons besoin, c'est d'encourager plus de gens à proposer des idées créatives. Parce que je vous le dis, parce que vous pouvez voir que, quelque part dans le monde, il existe un système qui pourrait fonctionner ici et nous ne savons pas. Nous cherchons et cherchons à réinventer la roue alors que c'est déjà fait [...] Si, avec un peu d'argent on peut créer un système qui va grandir et créer un effet boule de neige, qui va nettoyer notre communauté et la façon dont nous percevons les déchets. C'est ce que j'apprécie, j'apprécie les bonnes idées. (R2)

#### **4.5.5 Synthèse**

Le schéma suivant illustre les éléments principaux de l'engagement des membres des initiatives dans le développement des projets auxquels ils ont participé.

Figure 4.6 : Schématisation du thème d'analyse « Engagement des membres des initiatives » et ses composantes



Source : Production de l'auteure

En résumé, l'engagement des membres des initiatives fait partie des étapes cruciales d'élaboration des projets. Cela débute par l'identification des problèmes spécifiques au territoire, ce qui permet de développer des dispositifs afin de mobiliser les ressources disponibles préalablement ciblées. L'environnement inclusif des initiatives oriente les projets vers une valorisation du collectif. Cela permet de travailler pour un but commun en mettant en évidence la richesse des écosystèmes de l'archipel. De plus, l'engagement des membres au partage des connaissances et compétences de chacun ouvre le débat et les réflexions afin que les projets créatifs puissent répondre aux besoins tout en stimulant la sensibilisation et l'éducation relative à l'environnement.

#### 4.6 L'implication de la communauté

La communauté de l'archipel a joué un rôle important dans le développement des projets lancés par les initiatives étudiées. Nous considérons que son implication dans les projets représente un moyen de développement des capacités collectives. Au regard des perceptions des répondants, trois aspects reviennent dans les discours.

#### 4.6.1 Acceptabilité sociale

Selon les répondants, l'implication de la communauté est l'un des points criants pour la réussite. Par exemple, pour qu'un projet de loi soit respecté tel que ceux proposés par CBB, il est nécessaire que la communauté l'accepte, sans quoi le projet de loi est inapplicable. Lorsque l'on compare le respect des deux lois proposées par CBB, il est clair que l'une est considérée comme une réussite alors que l'autre ne semble pas être respectée avec la même assiduité.

C'est un grand projet où il ne s'agit pas que de parler, il faut convaincre. C'est un projet qui demande beaucoup de sérieux, de nombreuses années, beaucoup de dévouement. Et malheureusement, il n'y a pas la main-d'œuvre, le personnel et la formation adéquate pour le faire. Parce qu'on a besoin de personnes bien formées et passionnées par l'idée. (R2)

Il est clair que le développement touristique et la migration d'un grand nombre d'individus européens et nord-américains ont créé un certain écart entre la population locale et la population migrante de l'archipel. Plusieurs répondants évoquent l'idéologie du migrant sauveur, qui participe à des projets pour la gloire et la reconnaissance plus que pour des valeurs communautaires. Ils croient que cette approche est défavorable pour l'acceptabilité sociale de plusieurs projets. Les gens de la communauté native ressentent une certaine hiérarchie sociale ou encore se sentent jugés plutôt qu'épaulés. Plusieurs répondants critiquent ce type de vision puisqu'il pose des limites au développement de projets.

On ne peut faire qu'un peu, au final, cela doit venir des gens qui habitent ici. Je vis ici et je fais partie de la communauté, mais lorsqu'il est question de politiques je ne le suis pas. Je suis une étrangère et traitée de la sorte, alors il y a une limite à ce que je puisse faire. Je peux partager mes données, créer des données, mais en termes de faire avancer les politiques, cela doit venir des Bocatorenos et venir du désir et de la passion des Bocatorenos de le faire. (R7)

C'est alors qu'on observe l'importance de la diversité des origines et des statuts des membres au sein des initiatives. Lorsque la diversité est représentative de la population de l'archipel, les projets des initiatives sont plus à même d'avoir une reconnaissance collective.

#### **4.6.2 Mobilisation des ressources**

À plusieurs reprises lors du développement des projets, les membres des initiatives ont lancé un appel à la communauté afin qu'elle remplisse un certain mandat. Premièrement, les initiatives reposent principalement sur l'autofinancement. Selon les répondants, la communauté locale et ses contacts parfois outre-mer sont la principale source de financement. Encore ici il a été à l'avantage des initiatives que plusieurs de leurs membres soient issus de la communauté migrante. De ce fait, la collecte de fonds pour plusieurs projets s'est élargie bien au-delà de l'archipel rapportant des montants substantiels. Deuxièmement, le capital humain a été nécessaire pour plusieurs projets et c'est grâce à l'implication de nombreux volontaires que leur accomplissement fut possible.

Le contexte de la pandémie de la Covid-19 permet également de mettre en lien l'importance de l'implication de la communauté dans la mobilisation des ressources. Les efforts de la communauté afin d'assurer la sécurité alimentaire des plus vulnérables en ce temps de crise ont révélé une grande force organisationnelle.

Q : Depuis la pandémie, est-ce que vous pensez que la vision a changé, que les gens ont tenté de venir en aide aux populations de tout l'archipel? R : Oui, bien sûr. Au début, c'était la nourriture. Les gens avaient besoin de nourriture à cause de la fermeture et beaucoup de gens ici vivent au jour le jour. Donc, oui, quand les touristes ont quitté Bocas, ça a commencé à faire mal. Puis, probablement vers avril, fin mai, ce sont les communautés dans les endroits plus humbles qui ont été frappées. Donc, nous avons aidé à apporter de la nourriture, non seulement le gouvernement a aidé, mais beaucoup de gens à la maison, les petites et les grandes entreprises et les gens qui vivent ici comme retraités. Ils ont tous donné, à la fois de l'aide, de l'argent, l'accès à leurs bateaux. (R3)

#### **4.6.3 Changement des comportements**

Aux yeux des répondants, certains projets des initiatives ont eu un effet sur le changement de comportements des habitants de la communauté. D'abord, la loi sur la prohibition des sacs de plastique semble être respectée par la majorité des commerces. Apporter un sac réutilisable pour faire ses achats s'est tranquillement installé dans les habitudes des résidents de l'archipel. Les répondants reconnaissent le travail d'éducation et de sensibilisation qui a été fait pendant l'année de transition avant que la loi ne soit appliquée. Le parc *Simon Bolivar* ainsi que les rues principales

sont visiblement plus propres depuis que les poubelles publiques ont été installées. Les gens les utilisent plutôt que de laisser leurs déchets en bordure de rue.

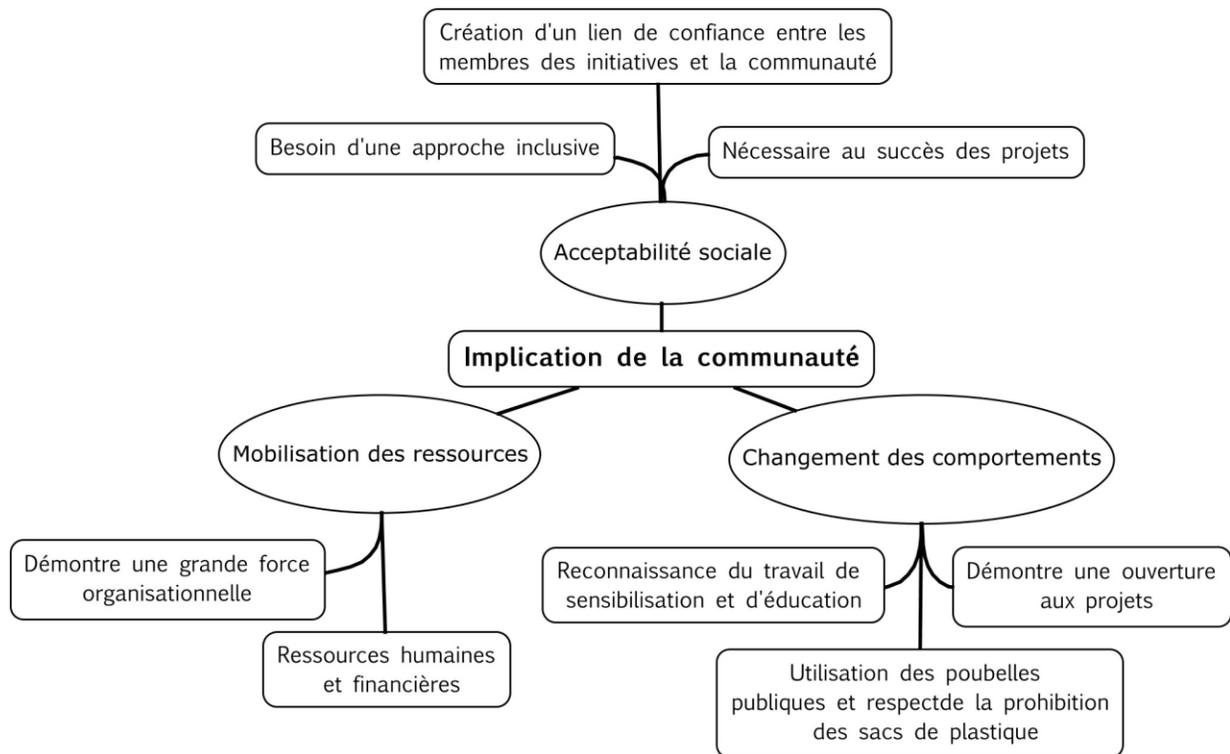
Il en demeure toutefois qu'il y a des comportements inacceptables, tels que jeter des sacs de déchets entiers par-dessus bord, dans les mangroves et dans la jungle. Pour certains répondants, le changement de comportement peut être induit grâce à la sensibilisation, mais également forcé. L'idée d'une punition pour ces comportements barbares est largement partagée par les répondants.

R : Il y a des gens ici qui lancent leurs déchets directement à la mer. Je connais un lieu où nous sommes allés plonger [...] Personne n'était mort de rire, mais tous pleuraient. Il y avait une machine de musculation, plusieurs climatiseurs, des réfrigérateurs, une machine à laver. Tout ce que vous y trouvez c'est impressionnant. Parce que ce ne sont plus que des sacs d'ordures qui sont jetés, les gens vont jeter ce genre de choses aussi. Alors c'est l'idée que j'ai encore, de me remettre au travail sur l'éducation et d'essayer de nettoyer ce qu'il y a à Bocas. Q : Pensez-vous qu'avec l'éducation relative à l'environnement qu'il sera possible de changer ces comportements? R : Oui, mais le problème c'est qu'il y a des gens qui ne changeront pas. Il faut donc leur infliger une amende. Ça me désole, mais coller des amendes est le seul moyen. Sinon, ils vont jeter en bas du bateau, ils vont jeter en haut des récifs coralliens. J'ai déjà vu quelqu'un jeter un toit au-dessus d'un récif, ce type-là doit recevoir une amende. (R14)

#### **4.6.4 Synthèse**

La section 4.6 a mis en évidence les principales raisons et effets de l'implication de la communauté dans les différents projets des initiatives. Ces raisons et effets sont illustrés dans la figure suivante.

Figure 4.7 : Schématisation du thème d'analyse « Implication de la communauté » et ses composantes



Source : Production de l'auteure

En résumé, l'implication de la communauté débute par l'acceptabilité sociale des projets et par une aspiration d'inclusion, soit créer un lien de confiance entre les membres des initiatives et la communauté. La représentation de la diversité des communautés au sein de certaines initiatives semble avoir joué un rôle important dans le développement des relations. La mobilisation des ressources humaines et financières de la part de la communauté démontre une grande force organisationnelle lors du déploiement des projets. Finalement, le changement des comportements représente le fruit de certains projets, reconnaissant ainsi le travail d'éducation et de sensibilisation qui a été fait.

#### 4.7 L'implication de la municipalité

La politique panaméenne a été critiquée par la majorité des répondants. La lenteur des processus, la corruption et le manque de volonté en sont les principales expressions. Certains déplorent le lien amical entre les propriétaires du terrain où sont acheminés les déchets et les instances municipales.

Toutefois, la gouvernance mise en œuvre, au niveau municipal, dans plusieurs projets a été bien accueillie. Elle s'est d'ailleurs révélée cruciale pour que les projets de loi de bannissement du plastique puissent avoir lieu.

#### **4.7.1 Gouvernance participative**

Quelques projets pour une amélioration de la gestion des déchets ont déjà été tentés par le passé, mais il semble que la municipalité n'ait pas été l'allié des entrepreneurs. Par exemple, en 2012, un résident a tenté d'établir un petit système de recyclage sur l'archipel. Il donnait son temps volontairement pour collecter les bouteilles de plastique aux différentes adresses de l'île principale. Il entreposait les bouteilles sur son terrain afin de mettre en œuvre son projet, le *Plastic Bottle Village*, où les bâtiments sont fabriqués à l'aide de bouteille de plastique. Toutefois, la politique municipale a rapidement mis des freins à ses activités, l'empêchant de collecter cette matière recyclable. Décidant de continuer à le faire, le récalcitrant a reçu une amende, ce qui l'a obligé de mettre un terme à ses collectes. Un groupe a aussi eu l'idée d'imposer une taxe de quelques dollars par touriste afin de subventionner un écodéveloppement ainsi que des infrastructures afin d'établir un système de gestion des déchets plus adéquat. Le milieu insulaire aurait permis de bien contrôler la taxe grâce aux deux entrées, par voie maritime ou aérienne. Cette proposition a également été rejetée par la municipalité. Le système en place laisse les répondants amers. Ils aimeraient voir une gouvernance plus participative quant à la gestion des ordures de l'archipel. La privatisation du système de collecte des ordures ne semble pas favoriser les améliorations.

Au Canada, probablement que quand tu paies tes taxes, tu paies aussi pour que le gouvernement vienne collecter tes déchets. Ici, à la place de payer le gouvernement, tu dois payer à un particulier. Mais le truc, c'est que tu peux pousser le gouvernement à adopter de meilleures politiques pour trier les ordures après leur collecte, mais tu ne peux pas pousser l'entreprise privée à le faire. Ils peuvent dire « Ok, alors je ne le fais plus ». Et puis, nous aurions des ordures partout à Bocas. (R11)

#### **4.7.2. Développement d'un lien de confiance**

La population de l'archipel, autant locale que migrante, se sent concernée par plusieurs problèmes environnementaux reliés à la pression touristique. Des manifestations et grèves pacifiques ont été réalisées au cours de l'année 2018 afin de revendiquer des améliorations sur plusieurs aspects. Les principaux enjeux évoqués concernent l'eau potable, l'électricité, la gestion des déchets et eaux

usées, la régulation maritime, la possibilité d'une éducation supérieure, l'accès aux soins et les problèmes environnementaux (The Bocas Breeze, 2018). Une autre revendication est celle de l'accessibilité, particulièrement pour les populations plus éloignées du centre urbain.

Il y a des aires de Bocas qui sont encore complètement ignorées, parce qu'ils n'en ont rien à faire de ces gens. Ils sont pauvres, ils ont de mauvaises habitudes et ils sont ignorés par la mairie. (R9)

La gouvernance mise en œuvre dans ces projets est perçue comme une lueur d'espoir alors qu'il y avait beaucoup de méfiance lorsqu'il était question d'impliquer la municipalité dans l'élaboration de projets. Les démarches encourues par les membres des initiatives demeurent complexes et lentes, mais ont vu un résultat concret. Le fait qu'il y ait une ouverture pour travailler conjointement vient transformer le rapport aux instances municipales.

Q : En tant que *Cero Basura Bocas*, avez-vous déjà travaillé avec *Unidos por Bocas*?

R : Nous voulions travailler avec eux, mais ils ont dit qu'ils ne voulaient pas travailler avec le gouvernement. Je veux dire que je m'entendais bien avec eux et que j'assistais à certaines réunions de *Unidos por Bocas*, mais ils étaient super clairs au moins sur le point qu'ils ne voulaient pas travailler avec le gouvernement. Et je comprends, surtout parce que la plupart d'entre eux étaient des voisins qui vivaient à Bocas depuis bien plus longtemps que moi, tu sais. Peut-être que j'étais immunisée contre ça, j'étais comme innocente et naïve. Ils étaient vraiment fatigués du gouvernement et ne voulaient pas [...] Mais nous avons décidé de travailler avec le gouvernement pour voir depuis l'intérieur comment nous pouvons réellement travailler avec eux (R13)

Q : Comment est impliquée la municipalité dans le comité de *Cero Basura Bocas*? R :

Au début on s'est rencontré très librement et on s'est dit que si on ne met pas la municipalité à l'intérieur de cette alliance, on ne pourra rien faire. Parce que la façon de faire les choses ici à Bocas, et, je pense dans de nombreux endroits est de créer la loi et de l'améliorer. Et nous avons travaillé avec la municipalité très, très bien. Pas seulement avec le maire, mais aussi avec le conseil [...] Puis vous voyez, nous étions le premier district, Bocas del Toro, à implémenter la prohibition des sacs de plastique. Par la suite, Panama s'est dit « ils ont tellement bien fait, on pourrait le faire ailleurs » (R14)

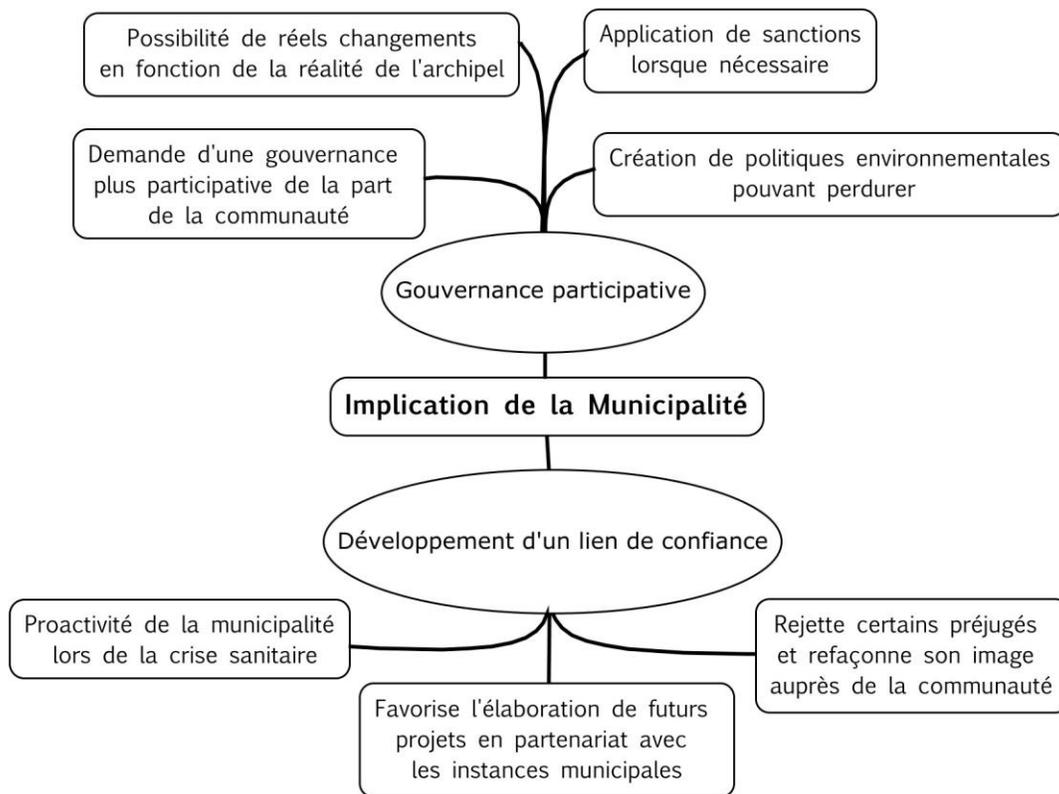
En plus de l'ouverture à travailler ensemble, la crise sanitaire de la COVID-19 a permis un rapprochement entre les habitants de l'archipel et les instances municipales. L'insuffisance et la lenteur de l'aide apportée par le gouvernement national en ce temps de crise ont généré une réplique rapide et efficace de la part de la municipalité et d'autres groupes communautaires. Alors que

plusieurs se sentent victimes du désintérêt de l'État face à l'archipel, la municipalité a agi d'une façon plus active lors de ce temps de crise.

### 4.7.3 Synthèse

Plusieurs points d'intérêt ont été retenus lors de l'analyse de nos entrevues en ce qui concerne l'implication de la municipalité dans les projets étudiés. Les éléments signalés dans les discours des répondants sont présentés dans le schéma suivant :

Figure 4.8 : Schématisation du thème d'analyse « Implication de la municipalité » et ses composantes



Source : Production de l'auteure

En lien avec l'implication de la municipalité dans les projets des trois initiatives à l'étude, deux éléments ont été signalés par les répondants. D'abord, la gouvernance participative qui a permis la création de nouvelles politiques environnementales donnant le sentiment qu'il est possible d'effectuer un réel changement. C'est toutefois une gouvernance encore plus participative qui est

réclamée par la communauté. Puis, l'implication de la municipalité permet le développement d'un lien de confiance avec les gens de la communauté de l'archipel, ce qui estompe certains préjugés face à la politique municipale panaméenne. Cela pourrait favoriser des travaux futurs entre les initiatives et les instances municipales.

#### **4.8 La volonté d'agir pour la protection du patrimoine naturel**

La volonté d'agir collectivement pour la protection du patrimoine se développe d'abord par l'engagement des membres des initiatives, ce qui a eu une incidence sur la collectivité. Une identité politique environnementale peut être développée et l'éducation relative à l'environnement œuvre afin de consolider la mise en valeur des biens d'environnement offerts par le patrimoine naturel. L'expression de la volonté d'agir pour la protection du patrimoine naturel pourrait être facilitée à l'aide de projets touchant la communauté telle que proposée par les initiatives locales.

##### **4.8.1 Développement de l'identité politique environnementale**

Cette dimension de l'identité écologique véhiculée est exprimée grâce au savoir-agir par l'entremise des initiatives. Au travers des projets lancés par les initiatives est créé un environnement propice au débat, au partage d'idées, au développement d'un discours écologique, puis à l'écodéveloppement. Par l'appropriation de ces nouvelles connaissances, il est possible de développer et de partager la volonté de protéger le patrimoine naturel en élaborant des pistes d'action concrètes. La recherche constante de solutions et l'innovation écosociale que proposent les initiatives peuvent renforcer l'identité politique. La dynamique des initiatives sous forme d'organisation induit l'apprentissage de la démocratie puisqu'elle est participative, délibérative et active. Il y a alors développement d'une certaine compétence politique qui est relative à l'organisation collective qui se trouve au sein des initiatives.

##### **4.8.2 L'engagement citoyen**

Par le biais des initiatives et de leurs projets, on observe deux niveaux d'engagement citoyen. D'abord, celui qui comprend les gestes individuels qui forment les comportements collectifs. Par exemple, séparer ses déchets, opter pour des achats sans emballage et utiliser ses propres contenants lors de commandes pour emporter. Pour l'autre, le portrait est plus grand et revendicateur. Il se traduit dans l'établissement d'infrastructures et d'une politique socialement et écologiquement

responsable. L'engagement citoyen véhicule un réel vouloir de transformation, il est le lien charnière entre éthique et politique pour une justice environnementale. Pour ce faire, le message doit être véhiculé et partagé par un nombre grandissant de personnes. Certes, l'éducation et la sensibilisation en sont de bons moyens, mais ne sont pas toujours suffisantes. L'engagement citoyen est donc important dans la création d'incitatifs afin d'assurer le changement. Par exemple, avec le nouveau centre de recyclage.

Le problème est de savoir comment inciter les gens à collecter leurs plastiques à part de leurs déchets habituels et de les emmener dans un emplacement central [...] Je crois que c'est possible, mais il doit y avoir une certaine réflexion sur la façon dont cela va fonctionner. (R7)

Les répondants expriment la nécessité d'une créativité dans le développement des projets pour en assurer le succès et la pérennité. Une créativité en lien avec les ressources limitées, mais également une créativité afin de toucher les gens de la communauté. Par les répondants, l'engagement citoyen est exprimé avec beaucoup d'ambition, de passion et de ténacité face aux projets. Cela rend compte de la volonté de protéger le patrimoine naturel qui s'articule par les projets des initiatives.

#### **4.8.3 Éducation relative à l'environnement**

Plusieurs projets des initiatives ont nécessité un grand travail de sensibilisation et d'éducation relative à l'environnement à l'égard de la communauté locale. En lien avec la volonté d'agir pour la protection du patrimoine naturel, l'éducation relative à l'environnement permet une citoyenneté consciente des liens étroits entre société et nature. La sensibilisation face aux enjeux environnementaux offre une compréhension de la nature des problèmes et des gestes qui peuvent être posés par les citoyens pour y trouver des solutions. L'éducation relative à l'environnement propose aussi un partage des savoirs, plus particulièrement le savoir environnemental. « Le savoir environnemental vivant émerge au fil de l'expérience, dans l'urgence des multiples résistances ou dans la dynamique de projets innovants » (Sauvé, 2014, p.4)

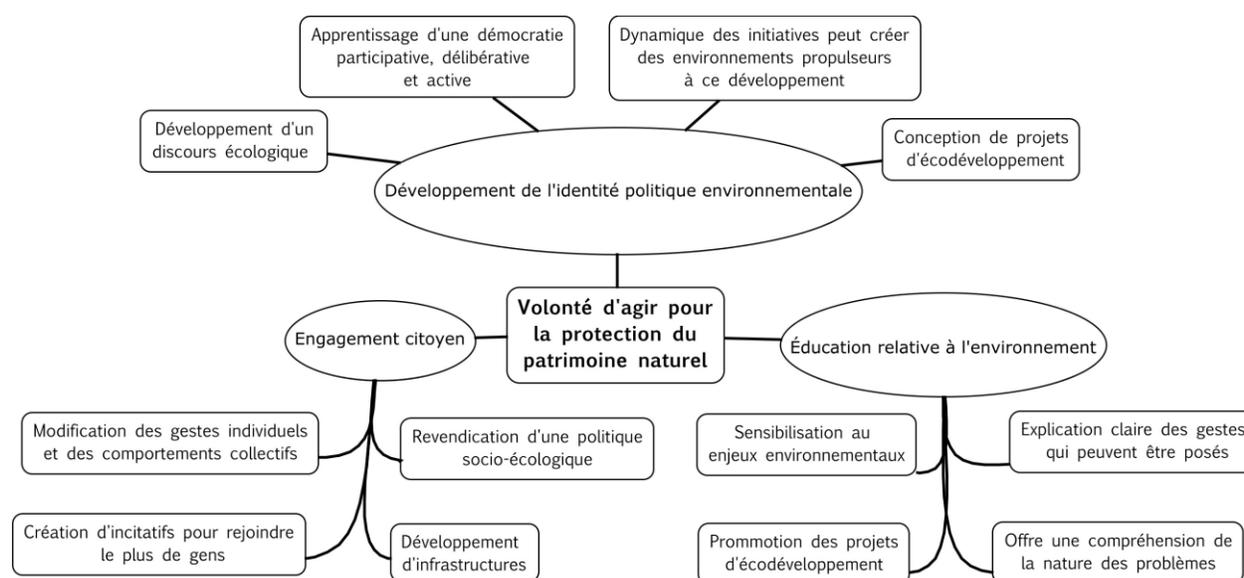
Aux yeux des répondants, l'éducation et la sensibilisation semblent être au centre des actions fondamentales pour une meilleure gestion des déchets. Il faut que tous soient conscients que leurs actions peuvent avoir des effets néfastes ou bénéfiques sur l'environnement. Cet environnement, ils en font partie et ultimement ils seront touchés par les répercussions de leurs actions.

« Mais, je suis convaincue que n’importe quoi qu’on fasse, il faut faire une campagne de sensibilisation très forte avant de proposer quoi que ce soit. Parce que, comprendre le pourquoi on fait un geste, c’est la base de l’envie de le faire. Sinon on ne va pas juste suivre parce qu’ils nous ont dit de faire ça. » (R10)

#### 4.8.4 Synthèse

La volonté d’agir pour la protection du patrimoine naturel peut s’exprimer de différentes façons et à différents niveaux. Les principaux aspects de cette expression sont présentés dans la figure ci-dessous :

Figure 4.9 : Schématisation du thème d’analyse « Volonté d’agir pour la protection du patrimoine naturel » et ses composantes



Source : Production de l’auteure

L’analyse des données a permis de mettre en lumière l’expression de la volonté d’agir pour la protection du patrimoine naturel selon trois éléments. Elle se démarque d’autres propositions d’alternatives au développement par le déploiement de l’identité politique environnementale. La dynamique des initiatives crée un environnement qui peut être propice au développement de cette identité politique environnementale. Les initiatives ont recours à une démocratie participative, délibérative et active portant sur la conception de projets d’écodéveloppement. L’engagement citoyen est véhiculé par les individus revendicateurs d’une politique socio-écologique.

L'engagement se fait en deux temps, par la modification des gestes individuels et des comportements collectifs, puis par le développement d'infrastructures. Finalement, l'éducation relative à l'environnement permet d'élargir le champ d'action des initiatives puisqu'elle offre le partage du savoir environnemental. Par la sensibilisation aux enjeux environnementaux, elle favorise une compréhension de la nature des problèmes et propose des gestes pouvant être posés.

#### **4.9 Synthèse du chapitre**

La pandémie mondiale a eu des effets notables sur la réappropriation du territoire sur l'archipel, tant pour les résidents que pour la nature. Les dauphins sont revenus dans la baie entourée du centre urbain. Les étoiles de mer et les oursins sont devenus beaucoup plus visibles lorsque les eaux étaient moins troublées par les nombreux bateaux. Les gens ont revisité leur archipel, se réappropriant les lieux autrefois bondés. Ils ont vu également du bon dans la trêve touristique. La majorité des répondants estiment que les déchets ont été moins visibles pendant la crise sanitaire. Ceci montre que le retour du tourisme sur l'archipel pourrait avoir des effets positifs s'il était inspiré par une vision écotouristique, comme le souhaitent les acteurs des initiatives étudiées.

Notre recherche nous a permis de mieux comprendre les rouages derrière la mise en œuvre des initiatives locales, à savoir qui est impliqué, quelle est leur vision et quels sont les projets qui ont été déployés. Chacun des thèmes d'analyse a été présenté selon des composantes propres. L'analyse a également révélé une interconnexion entre les composantes des différents thèmes. Le chapitre suivant réintègre les résultats présentés dans ce chapitre dans une perspective plus critique des thèmes d'analyse et des obstacles et limites relatifs à l'expression de capacités collectives et de la volonté de protéger le patrimoine naturel. Les résultats seront repris sous la loupe des indicateurs de développement des capacités collectives et de la volonté de protéger le patrimoine naturel.

## CHAPITRE 5

### LE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS COLLECTIVES ET DE L'ÉCOCITOYENNETÉ DANS LES PROJETS DES INITIATIVES LOCALES POUR UNE MEILLEURE GESTION DES DÉCHETS

#### 5.1 Introduction

L'objectif principal de ce mémoire est de comprendre quels ont été les effets des initiatives *Cero Basura Bocas*, *Unidos por Bocas* et *Bocas Limpia* sur le développement des capacités collectives et de la volonté de protéger le patrimoine naturel de la communauté de l'archipel de Bocas del Toro. Afin de les évaluer, rappelons que nous avons identifié des indicateurs de développement des capacités collectives et de la volonté de protéger le patrimoine naturel soit : la mobilisation des ressources, le développement des compétences et stratégies, l'augmentation de la motivation intrinsèque ainsi que la construction de la conscience environnementale. Rappelons aussi que nous avons formulé quatre objectifs spécifiques afin de répondre à la question de recherche :

**(1) Vérifier si les projets étudiés à BDT ont favorisé le développement des capacités collectives.** Dans les projets des initiatives locales, déterminer quels ont été les outils, stratégies et principes mis en œuvre et s'ils ont favorisé le développement de capacités collectives.

**(2) Vérifier si les projets étudiés à BDT ont favorisé la volonté d'agir pour la protection du patrimoine naturel.** Déterminer si les initiatives locales ont contribué à la sensibilisation et à l'éducation relative à l'environnement des résidents, de l'industrie touristique et des touristes en ce qui concerne le besoin de préserver l'environnement insulaire.

**(3) Vérifier si la diversité des origines et des statuts des membres intervient dans l'efficacité des initiatives locales.** Déterminer si la diversité des origines et des statuts des membres a eu une incidence dans l'émergence des initiatives et leur efficacité.

**(4) Identifier les obstacles et limites.** Déterminer quels sont les obstacles et limites des projets mis en œuvre par les initiatives locales.

Dans le chapitre précédent, l'analyse des verbatim des entretiens a permis de mettre en lumière quatre thèmes d'analyse des capacités collectives et de la volonté de protéger le patrimoine naturel (l'engagement des membres des initiatives, l'implication de la communauté, l'implication de la municipalité et la volonté d'agir pour protéger le patrimoine naturel) ainsi que leurs principales composantes. Le présent chapitre rend d'abord compte de ces thèmes, à savoir comment certaines composantes ont favorisé le développement des capacités collectives et de la volonté de préserver le patrimoine naturel en nous référant aux indicateurs identifiés plus haut (objectifs 1 et 2). Nous attribuons également une incidence à la diversité des origines et statuts des membres dans l'émergence des initiatives et leur efficacité (objectif 3). Puis, nous discutons des obstacles et limites des projets mis en œuvre par les initiatives locales d'une part sur le développement des capacités collectives et de la volonté de protéger le patrimoine naturel et d'autre part sur la bonification de la gestion des déchets de l'archipel (objectif 4).

## 5.2 Analyse des thèmes et leurs composantes

Le tableau suivant offre un récapitulatif des thèmes d'analyse et de leurs composantes en fonction des indicateurs de développement des capacités collectives et de la volonté de protéger le patrimoine naturel. Il sera complété par une discussion plus en profondeur de chacun des thèmes d'analyse.

Tableau 5.1 : Tableau récapitulatif des thèmes d'analyse, de leurs composantes et des indicateurs de développement des capacités collectives et de la volonté de protéger le patrimoine naturel

Thèmes d'analyse	Composantes	Indicateurs
<b>Engagement des membres des initiatives</b>	Identifier les besoins et y répondre	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Acquisition des stratégies et compétences</li> <li>▪ Augmentation de la MI (stimulations, connaissances)</li> </ul>
	Valorisation du collectif	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Augmentation de la MI (stimulations)</li> <li>▪ Augmentation de la MI (accomplissements)</li> </ul>
	Mobilisation de la communauté	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mobilisation des ressources (financières, organisationnelles et capital social)</li> <li>▪ Acquisition des stratégies et compétences (sensibilisation)</li> <li>▪ Construction de la conscience environnementale</li> </ul>
	Transfert des connaissances et compétences	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Acquisition des stratégies et compétences</li> </ul>

<b>Implication de la communauté</b>	Mobilisation des ressources	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mobilisation des ressources (financières, organisationnelles et capital social)</li> </ul>
	Acceptabilité sociale	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mobilisation des ressources (capital social)</li> <li>▪ Augmentation de la MI (stimulations, connaissances)</li> <li>▪ Baisse de la MI (enjeu d'inclusivité)</li> </ul>
	Changement de comportements	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Acquisition des stratégies et compétences (sensibilisation)</li> <li>▪ Construction de la conscience environnementale</li> <li>▪ Augmentation de la MI (accomplissements)</li> </ul>
<b>Implication de la municipalité</b>	Gouvernance participative	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Acquisition des stratégies et compétences (création de nouvelles lois)</li> <li>▪ Augmentation de la MI (accomplissements)</li> </ul>
	Développement d'un lien de confiance	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mobilisation des ressources (capital social)</li> </ul>
<b>Volonté d'agir pour la protection du patrimoine naturel</b>	Engagement citoyen	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mobilisation des ressources et stratégies (sensibilisation)</li> <li>▪ Augmentation de la MI (stimulations)</li> </ul>
	Éducation relative à l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Augmentation de la MI (connaissances)</li> <li>▪ Construction de la conscience environnementale</li> </ul>
	Développement de l'identité politique environnementale	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Augmentation de la MI (connaissances)</li> <li>▪ Construction de la conscience environnementale</li> </ul>

Source : Production de l'auteure

### 5.2.1 L'engagement des membres des initiatives

L'élaboration des projets mis en œuvre par les initiatives est un processus collectif créatif et stimulant où les membres apprennent beaucoup les uns des autres, ce qui favorise la création des liens sociaux. La formation de liens entre les membres représente ici une grande force organisationnelle par leur capacité à déployer des projets et elle est importante dans la prévention de conflits. Il est important de mentionner que les initiatives locales ont parfois été des espaces qui ont favorisé la création de liens sociaux entre les deux types de résidents de l'archipel, les migrants et les natifs. Ces espaces permettant la collaboration, des échanges sur les perspectives culturelles et écologiques différentes et où les rapports hiérarchiques sont moins sentis ont été cruciaux tant pour le succès des projets des initiatives que sur la cohésion sociale. L'engagement des membres des initiatives est un élément clé dans l'expression des indicateurs du développement des capacités collectives et de la volonté de protéger le patrimoine naturel. D'abord, l'identification des besoins

permet de mettre en place les démarches stratégiques permettant d'y répondre. À cette première étape d'élaboration d'un projet, il y a une créativité très importante où les connaissances des membres et les expertises de chacun sont partagées. La motivation intrinsèque des membres augmente par la stimulation des discussions et des idées émises afin d'élaborer un plan d'action menant à un but commun. Ce sens de l'action entraîne aussi du plaisir, favorisant la motivation intrinsèque des membres des initiatives. L'expression du sentiment d'appartenance et de la vision commune dans la valorisation du collectif entraîne également une hausse de la motivation intrinsèque des membres. En plus du partage de connaissances et d'expertises, l'implication des membres issus de la communauté scientifique a un apport important sur la validation de la démarche stratégique, ce qui est un atout pour la mobilisation de la communauté où des liens de confiance ont dû être créés pour l'acquisition de ce capital social.

Lorsqu'il est question de mobilisation de la communauté face aux projets, il s'agit de convaincre les gens de travailler collectivement afin de répondre aux besoins (Fontan, 2011) préalablement identifiés par les membres des initiatives. C'est lors de cette étape importante que la création de liens de confiance est essentielle, sans quoi il n'est pas possible de persuader les gens de s'impliquer. Dans certains cas, c'est le fait de mettre en évidence les résultats de certaines actions, par exemple lors des corvées de nettoyage où tout le monde bénéficie par la suite d'un endroit accessible et où l'usage est plus agréable, qui crée ces liens. Dans d'autres cas, ils résultent de la valorisation du territoire et du sentiment d'appartenance à celui-ci, ainsi que de la sensibilisation face à certains gestes individuels et collectifs. On note également l'importance de la diversité des origines des membres des initiatives dans la création des liens de confiance avec les communautés locales. Ainsi, l'usage de la langue maternelle des membres de la communauté, que ce soit l'espagnol, le ngäbere (communauté indigène Ngäbe), le guari-guari (communauté Afro-Caribéenne) ou autre, assure une communication efficace qui permet le partage des connaissances, mais également la compréhension des préoccupations et aspirations des communautés locales.

Les résultats de notre étude confirment que lorsque les projets sont menés à terme, la motivation intrinsèque augmente, il y a un fort sentiment d'accomplissement et une volonté à poursuivre sur d'autres projets. Dans chacun des projets, une trame de sensibilisation et d'éducation relative à l'environnement est présentée par les membres des initiatives. Les effets de la sensibilisation et de

l'éducation relative à l'environnement dans le transfert des connaissances et compétences révèlent la construction de la conscience environnementale.

### **5.2.2 L'implication de la communauté**

En termes du développement des capacités collectives, l'implication de la communauté est importante à différents niveaux. D'abord, elle est directement en lien avec la mobilisation des ressources nécessaires au déploiement des projets des initiatives. On voit alors la création de réseaux qui trouvent racine dans différents groupes de la population de l'archipel facilitant la circulation des ressources complémentaires qu'ils possèdent (Mullet et Tanguy, 2019). Dans le cas des projets des initiatives à l'étude, les ressources sont essentiellement humaines et financières. D'abord, les liens sociaux assurent une connectivité entre les groupes et une solidarité face aux propositions des initiatives. On constate l'implication d'un grand nombre de volontaires permettant la réalisation des projets. Les volontaires peuvent d'ailleurs être impliqués à différentes étapes des projets. Puis, il y a des réseaux économiques qui sont au service du financement des projets. De nombreux dons effectués par les membres de la communauté afin de financer certains projets renvoient à la solidarité philanthropique où les citoyens agissent sur une base volontaire (Klein *et al*, 2014). La présence importante de la fondation *Foundation at RedFrog* a également permis le déploiement de plusieurs projets d'UPB, mais plus particulièrement celui des poubelles publiques, sans quoi les fonds initiaux nécessaires pour l'achat des matériaux auraient été difficilement obtenus.

D'une autre part, l'implication de la communauté est essentielle au succès des projets et à la pérennité des initiatives. L'approche collaborative proposée par les initiatives permet une implication de la communauté qui va au-delà de la simple réalisation de projets. Le premier défi de l'approche collaborative est en lien avec l'acceptabilité sociale de la communauté. Le lien de confiance entre communauté et initiative doit être solide pour la mobilisation initiale des parties prenantes sur le territoire (Ruiz *et al*, 2019), sans quoi il n'y aura pas d'acceptabilité sociale. La mobilisation de la communauté encadre la diffusion, l'amplification et donc la performance des initiatives. La participation de la communauté lors des rencontres ouvertes, permettant les débats et le partage d'idées, a été importante pour l'augmentation de la motivation intrinsèque. Cette étape de l'acceptabilité sociale permet la création du lien de confiance entre les initiatives et la

communauté puisque les gens perçoivent leur pouvoir de prendre part à la vision commune et de développer des solutions adaptées spécifiquement aux enjeux locaux. Toutefois, on observe aussi une baisse de la motivation intrinsèque dans certains cas lorsque l'enjeu d'inclusivité de certains membres de la population est ressenti. Le rapport hiérarchique entre la population native et la population migrante est palpable, ce qui peut entraver la création du lien de confiance et le sentiment de pouvoir décisionnel lorsque les visions ne convergent pas ou encore lorsque la faute est jetée sur un groupe. Cependant, il a été mentionné à plusieurs reprises par les répondants que ce rapport hiérarchique diminuait dans le contexte des initiatives locales où le travail collaboratif en vue d'une amélioration pour tous laissait tomber les intérêts individuels. De plus, il faut s'assurer que les solutions puissent générer un changement systémique face à la gestion des matières résiduelles des communautés. Si elles ne sont que ponctuelles, la problématique demeurera. Cela rend la construction de la conscience environnementale plus difficile puisque l'éducation relative à l'environnement est un processus qui requiert temps et efforts. En parlant de son travail avec les communautés indigènes éloignées, le répondant 8 rend compte de cet obstacle.

« Lorsque nous avons nos réunions, nous demandons ce qu'ils veulent pour leur communauté et, dans ce qu'ils considèrent dans les problèmes et besoins, les ordures reviennent souvent. Oui, il y a des initiatives éparses d'un groupe qui ramasse toutes les ordures, mais deux-trois mois plus tard on est exactement à la même position parce qu'il n'y a pas de changement systémique. Ce n'est pas une solution à long terme, c'est un nettoyage communautaire ponctuel. Encore une fois, la communauté laisse ses déchets non pas parce qu'elle veut être sale, mais tout simplement parce qu'elle n'est pas aidée par d'autres solutions. » (R8)

Le second défi est de maintenir l'engagement des parties prenantes suite à la réalisation d'un projet (Ruiz *et al*, 2019). Les changements de certains comportements individuels et collectifs démontrent le maintien de l'engagement de la communauté. Engagée dans l'action, la communauté peut alors accentuer les retombées bénéfiques pour l'environnement. Les effets de la sensibilisation s'expriment par la construction de la conscience environnementale et par la reconnaissance et le respect des projets effectués par les initiatives. Finalement, les changements de comportements supportent aussi l'augmentation de la motivation intrinsèque des parties prenantes par un fort sentiment de réussite.

### 5.2.3 L'implication de la municipalité

Étant donné l'isolement de l'archipel, le manque d'attention reçu par le gouvernement national et la corruption qui y est rattachée, la politique génère fréquemment de la méfiance auprès de la population. De plus, la vision municipale orientée vers le tourisme de masse sur l'archipel accorde traditionnellement peu d'importance aux enjeux environnementaux. L'implication de la municipalité dans le cadre des projets initiés par les initiatives étudiées a donc permis de modifier certains préjugés et de démontrer qu'un travail collaboratif sur la question des enjeux environnementaux était possible. Le développement d'un lien de confiance entre les instances municipales et les membres des initiatives renforce les relations et la possibilité de travailler ensemble. Ce nouveau modèle de gouvernance favorise la mobilisation et la concertation locale lors de l'élaboration des projets en groupe de travail où les processus décisionnels ne sont pas exclusifs à la municipalité, mais bien à l'ensemble du groupe de travail. Ainsi, bien que ce modèle ne s'applique pas à l'entièreté des prises de décisions de la municipalité, lorsqu'il est favorisé, il est en mesure d'élever la capacité des membres des initiatives à développer les projets. Cela a un effet sur la mobilisation des ressources, plus précisément sur le capital social, mais également sur l'augmentation de la motivation intrinsèque des participants ayant un réel sentiment d'impact et d'accomplissement. De plus, ce modèle écarte le danger de déresponsabilisation des instances municipales qui pourraient se décharger de leurs responsabilités et les confier à des initiatives locales aux stratégies porteuses (Rousselle, 2013).

L'approche collaborative mise en place dans la commission de réduction des déchets solides de CBB a permis une longue période de réflexion collective entre les instances municipales et les représentants de diverses organisations de l'archipel sur le problème de mauvaise gestion des déchets et sur les méthodes de résolution. Cette étape importante a permis de faire un inventaire des ressources disponibles et a également favorisé les apprentissages mutuels pour générer un consensus co-construit des actions politiques nécessaires et faisables. De ce travail collaboratif, il a été possible de mettre en action la formulation claire d'une stratégie et l'acquisition de compétences pour la mettre en place. L'approche collaborative en gestion des ressources et de l'environnement peut toucher les législations gouvernementales qui affectent en retour les actions sur le terrain (Ruiz *et al*, 2019). L'un des répondants et membre de la commission de réduction des déchets solides de CBB fait part du long travail nécessaire à la réalisation d'un tel projet.

« Les réunions se faisaient toujours à la mairie et nous nous rencontrions une fois par semaine. Ça nous a pris presque un an pour planifier la loi des sacs de plastique. Mais ce n'était pas la seule chose dont nous avons parlé pendant tout ce temps. Nous avons beaucoup d'idées et de projets que nous voulions faire pour la gestion des déchets et même pour l'élimination finale des plastiques à usage unique, mais ce n'était pas possible de tout faire.» (R2)

La création des deux lois pour le bannissement de plastiques à usage unique représente la finalité des stratégies et de la mobilisation des ressources qui ont permis d'élaborer une vision commune. Les lois donnent un sens aux efforts des membres des initiatives qui tentent de valoriser leur territoire, ce qui a un effet important sur la motivation intrinsèque des membres. La légitimité d'une politique publique dépend toutefois de sa capacité à produire de l'assentiment collectif (Busca et Lewis, 2019). Le succès dans le respect de la loi de bannissement des sacs de plastique montre une démarche qui a été favorable aux changements dans la conduite des commerçants et des usagers qui acceptent donc la légitimité de cette nouvelle loi.

#### **5.2.4 La volonté de protéger le patrimoine naturel**

Le travail de sensibilisation et d'éducation relative à l'environnement, qui est central aux projets des initiatives, est au cœur de la construction de la conscience environnementale. Une approche éducative et collaborative entre les membres et avec la communauté est plus susceptible d'induire des changements de comportements durables (Ruiz *et al.*, 2019). Dans le cadre des projets étudiés, la conscience environnementale s'éveille d'abord par la mise en évidence de l'enjeu des déchets solides et des effets néfastes de leur pollution. Sa construction s'exprime ensuite par l'implication des acteurs locaux ayant la capacité d'intégrer la place occupée par la protection environnementale, pouvant générer des changements des comportements individuels et collectifs ainsi que des valeurs. Ces changements expriment une volonté de protéger le patrimoine naturel par des actions concrètes (Desaigues et Point, 1993). Ce sont les effets de l'action collaborative qui favorisent la sensibilisation et la transmission des apprentissages (Busca et Lewis, 2019).

« Oui, la loi contre les sacs de plastique a vraiment été un succès. Je vois vraiment un changement dans les habitudes des Bocatorenos et juste des gens en général. Même moi, sachant que les sacs étaient mauvais pour l'environnement, j'essayais d'emporter un sac à dos ou de jongler avec mes achats. Mais parfois, si je n'avais pas mon sac, j'allais accepter un sac de plastique du commerce. Maintenant, ce n'est même plus une option alors j'arrive toujours préparé [...] Je crois que la loi a été une réussite et que

les gens changent leurs habitudes. Et je crois que ça a été fait de la meilleure manière. Ils (Cero Basura) ont éduqué les gens pendant un an. Ils ont distribué des sacs gratuits. Fait des vidéos éducatifs. Le changement s'est fait de façon très douce, certaines personnes ne comprenaient pas au départ, mais ont rapidement changé. (R12)

L'éducation relative à l'environnement peut aussi se transposer aux noyaux familiaux où les jeunes sensibilisent leurs parents par le partage des nouveaux apprentissages. Cela démontre le processus de construction de la conscience environnementale, mais également l'engagement citoyen dans cette volonté de protéger le patrimoine naturel par le transfert de connaissances et d'éthique environnementale à d'autres personnes. Ces dynamiques d'apprentissage social insufflent ainsi une deuxième vague de sensibilisation correspondant au développement de l'identité politique environnementale.

« Je te donne un exemple. Je me souviens quand j'étais plus petite, quand nous étions en voiture et si j'avais un emballage vide, ma mère me disait de le jeter par la fenêtre et je le faisais. En grandissant, j'ai réalisé qu'il ne faut pas faire ça et je l'ai dit à ma mère qui maintenant jette ses déchets à la maison sans les tirer par la fenêtre de sa voiture. Je vois beaucoup de changements comme ça qui sont influencés par la génération des jeunes parce qu'ils sont davantage sensibilisés à travers des activités à l'école. » (R5)

La sensibilisation initiale auprès des jeunes par des activités d'éducation relative à l'environnement en contexte scolaire donne la capacité de mobilisation, de transposer leur compréhension de certaines pratiques préjudiciables et de proposer des alternatives respectueuses face à l'environnement. On peut donc observer une co-construction de nouvelles normes qui passent par des pratiques d'éducation capables de surmonter la résistance à laquelle elles pourraient se heurter. De plus, avec les activités de nettoyage et l'installation des poubelles publiques, il y a une reconquête de la qualité des espaces communs tels les plages, le parc central et les rues. Il y a une valorisation de ces espaces où le désir de les garder exempts de déchets émerge plus naturellement. Ces espaces deviennent plus agréables pour les usagers, qu'ils soient locaux ou de passage sur l'archipel, ce qui participe aussi à la sensibilisation face à des changements de pratiques. En offrant des alternatives, le « virus » de la volonté d'agir pour protéger le patrimoine naturel peut se propager plus aisément.

La création des lois de bannissement a certes participé à la modification des comportements, mais elle est également très importante dans le développement de l'identité politique environnementale puisqu'elle implique la mise en place de dispositifs clairs et institutionnalisés. Dans ces cas-ci, les préoccupations environnementales ont été mises à l'agenda politique et donnent lieu à des exigences. On observe donc que le discours de vouloir protéger le patrimoine naturel se transpose aux instances municipales et s'harmonise avec la prise d'action politique. La possibilité des membres de travailler en partenariat avec la municipalité améliore la démocratie puisqu'elle repositionne les citoyens dans le débat des risques environnementaux liés à la pollution des déchets solides. Ils ont alors droit de regard sur des solutions réfléchies collectivement qui peuvent s'inscrire dans le mouvement social de la volonté de préserver l'environnement insulaire.

### **5.3 Les limites des initiatives sur le développement des capacités collectives et sur la bonification de la gestion des déchets**

Comme mentionné dans la section précédente, les initiatives locales ont eu plusieurs retombées positives sur le développement des capacités collectives de la communauté de l'archipel. Toutefois, le potentiel transformateur des initiatives semble souvent freiné par plusieurs limites et obstacles. Les initiatives nécessitent des fenêtres d'opportunités où peuvent s'opérer les changements souhaités.

« Pour assurer le développement d'un territoire, il ne s'agit pas simplement de penser la nouveauté, il ne suffit pas seulement d'être inventif pour trouver de nouvelles solutions à des besoins, à des maux, à des urgences ou à des aspirations. Encore faut-il le faire de façon telle que la nouveauté contribue à une production, une distribution, une circulation et une disposition plus solidaires des ressources présentes sur le territoire » (Fontan, 2011, p38)

Malgré les efforts des initiatives, certains aspects liés à l'historicité et à la territorialité de l'archipel ne procurent pas toujours ces arènes où l'on peut confronter les normes en place pour la bonification de la gestion des déchets. La présente section rend compte des différentes limites auxquelles se confrontent les initiatives locales pour la mise en œuvre de projets tant pour ce qui est du développement des capacités collectives et de la volonté de protéger le patrimoine naturel que de la bonification de la gestion des déchets.

### 5.3.1 Comparaison entre les deux lois de bannissement

Tous les répondants ont mentionné que de manière générale la première loi de bannissement (sacs de plastique) semble avoir été respectée par les commerces de l'archipel. Cela a d'ailleurs augmenté de manière substantielle la motivation intrinsèque du groupe CBB afin d'opérer rapidement et proposer une autre loi de bannissement (contenants pour emporter en polystyrène). Plusieurs répondants ont reconnu le travail d'éducation relative à l'environnement qui a été fait sur une période d'un an avant que la première loi soit effective. Certains ont d'ailleurs été témoins de changements d'habitude avant même que la loi soit effective. Pour plusieurs, cela expliquerait le taux de réussite de la première loi en comparaison à la deuxième, celle-ci pour les plastiques à usage unique surtout reliés à la restauration.

« En avril 2017, on a dit aux gens qu'on avait cette loi bannissant les sacs de plastique qui entrera en vigueur dans un an. Nous avons donc un an pour faire de l'éducation et de la sensibilisation. Pour moi, c'était ça le principal succès, toute la sensibilisation. Parce que nous avons aussi une autre loi à Bocas qui interdit le polystyrène, mais celle-là s'est faite sans campagne d'éducation ou de sensibilisation et cela n'a pas fonctionné. Un peu comme si personne ne savait qu'elle existait et donc que personne ne l'appliquait. » (R13)

Pour d'autres, la différence entre les taux de réussite serait à la base beaucoup plus complexe. Il faut également mentionner que lors du travail de sensibilisation sur la période d'un an pour la première loi, il y a eu une importante distribution gratuite de sacs réutilisables.

« Nous avons eu beaucoup de succès avec la première loi. On a donc essayé de précipiter la deuxième. Nous n'avons pas donné ce temps d'adaptation, nous n'avons pas donné d'avantages aux entreprises. Parce que l'élimination des sacs de plastique était un avantage pour les entreprises. Ils n'ont plus besoin d'investir dans les sacs de plastique et transmettent maintenant cette responsabilité au client. » (R2)

Dans le cas de la première loi, il en revient au consommateur la responsabilité d'apporter son sac. S'il ne l'a pas, il est souvent possible d'utiliser une boîte de carton vide qui contenait des produits maintenant déposés sur les étagères. De ce fait, le commerçant se libère même d'une dépense supplémentaire, soit d'acheter des sacs qui seront donnés aux consommateurs lors de leurs achats. C'est donc doublement bénéfique pour le commerçant qui peut à la fois vendre des sacs réutilisables et augmenter ses ventes.

Lorsqu'il est question de contenants pour emporter, c'est le restaurateur qui a la responsabilité d'avoir un contenant approprié pour remettre la commande, il est donc en charge de l'achat de ces contenants. Le point critique ici est que le contenant écoresponsable est difficilement accessible sur l'archipel, mais il est également très onéreux. Il peut être en moyenne dix fois plus cher (15 à 30 centimes l'unité) que le contenant en polystyrène (1 à 3 centimes l'unité). Pour le petit restaurateur local qui vend son plat à 4 dollars US, cette différence considérable sur le prix d'achat du contenant vient directement soustraire une partie de son profit. Ces petits restaurateurs locaux sont tous en compétition et augmenter le prix de leurs plats pour contrer les coûts supplémentaires des contenants serait un risque à prendre sur l'achalandage qu'ils pourraient perdre. De plus, les contenants biodégradables retrouvés à BDT sont principalement composés de fibres ligneuses. Ils ne sont toutefois pas adaptés à la culture culinaire locale aux influences caribéennes composée de nombreux plats en sauce. Certains restaurateurs se voient donc dans l'impossibilité de fournir un contenant pour emporter en conformité avec la loi de bannissement correspondant réellement à leurs besoins.

« Avec le polystyrène et les plastiques à usage unique bannis des restaurants depuis septembre 2019, ça n'a pas été une réussite du tout. C'est que ça n'a pas été réellement imposé, les contenants sont encore vendus dans les supermarchés! Je suis certain que tu as vu, c'est que du polystyrène dans les petits restaurants locaux et je ne les blâme pas, c'est clairement un problème économique. Mais il y a aussi des gens des pays développés qui utilisent le polystyrène alors qu'ils savent qu'ils ne devraient pas et qui ont les moyens d'acheter écoresponsables. Je crois qu'il y a eu de légers changements, mais je crois surtout que les gens qui n'utilisent pas le polystyrène maintenant ne l'utilisaient pas avant. » (R12)

Tel que mentionné ci-haut par le répondant 12, il semblerait que la loi n'ait pas été appliquée de la même manière. Suivant l'année de campagne de sensibilisation pour le bannissement des sacs de plastique, les commerçants ont disposé d'une période de 90 jours d'avertissement sans amende, une fois la loi entrée en vigueur. Après cette période, pour la première infraction, une amende de 50 dollars US est imposée, pour la seconde 150 dollars US en augmentant ainsi toutes les fois suivantes. Lorsqu'il a été question de la deuxième loi de bannissement, les amendes n'ont pas été appliquées. Avec le changement de pouvoir aux instances municipales, cette deuxième loi n'a donc pas été suivie avec la même rigueur. Voyant que malgré l'établissement de la nouvelle loi, le fait de ne pas la respecter n'entraînait aucune conséquence substantielle, plusieurs restaurants locaux n'ont pas opté pour les contenants écoresponsables et ont donc continué d'utiliser le polystyrène.

De plus, la pandémie de la COVID-19 est arrivée quelque peu après l'établissement de la nouvelle loi. Il est donc devenu prioritaire pour la municipalité d'assurer la santé et sécurité de tous et la nouvelle loi est quelque peu tombée dans l'oubli.

### **5.3.2 Accessibilité des communautés éloignées - un enjeu d'inclusion**

À l'enjeu environnemental se juxtapose un enjeu social quant à l'égalité des chances en offrant les ressources et services essentiels assurant une qualité de vie équivalente à celle rencontrée sur les îles principales et sur le Panama continental. Les communautés vivant en périphéries des îles principales ne sont pas considérées dans la planification de la gestion des déchets et cela pose un enjeu d'inclusion. Leur manque d'accessibilité aux infrastructures et le prix trop élevé que représente le transport pour acheminer leurs matières résiduelles les confinent à disposer de leurs déchets de manières souvent non responsables face aux écosystèmes.

L'arrivée du plastique et des produits alimentaires emballés est relativement nouvelle sur l'archipel et est directement liée à l'explosion du tourisme. Leurs déchets étaient autrefois majoritairement composés de matière organique et étaient donc disposés traditionnellement en nature. Malgré la transformation des composantes de leurs matières résiduelles, les pratiques concernant leur gestion n'ont pas évolué de manière égale sur l'ensemble des communautés de cette population insulaire. Il existe un manque de compréhension des réalités des communautés autochtones Ngäbe qui se trouvent majoritairement en périphérie des îles principales. Ces communautés locales sont souvent pointées du doigt pour certaines pratiques et comportements quant au brûlage de déchets et de déversements dans les milieux naturels. Elles se sentent jugées, ce qui entrave la création d'un lien de confiance et freine leur mobilisation et leur sensibilisation face à l'enjeu de la gestion des déchets. L'enjeu d'inclusion pose donc également un obstacle au développement des capacités collectives de la communauté. En ne considérant pas une partie de la population dans les projets, cela accentue la mauvaise gestion et polarise les différentes communautés de la population de l'archipel.

Afin d'éviter de brûler les déchets dont les émanations peuvent être toxiques, ainsi que les déversements en mer et dans la jungle, il faut donner un meilleur accès aux petits villages éloignés. Plusieurs idées ont été évoquées par les répondants. Par exemple, l'installation de grands

conteneurs pouvant recevoir les sacs de matières résiduelles qui pourraient être vidés sur une base hebdomadaire en partenariat avec la municipalité. Plusieurs répondants ont également mentionné la pertinence de développer un système hybride de collecte qui s'étendrait aux périphéries des îles principales. Il pourrait être payant pour certains, particulièrement les commerces et hôtels, ce qui pourrait permettre aux communautés locales d'avoir accès au service de collecte gratuitement. L'éducation relative à l'environnement sur les pratiques respectueuses des écosystèmes face à la gestion des matières résiduelles demeure la piste de solution la plus mentionnée par les répondants. Cette dernière pourrait permettre non seulement d'éviter les déversements en mer ou dans la jungle par sensibilisation et conscientisation, mais également éclairer les choix de consommation qui résulteraient en une réduction des achats de produits avec emballage plastique.

### **5.3.3 Responsabiliser les touristes**

Certes, l'impact du tourisme sur la production des déchets en contexte insulaire touristique est majeur. De plus, les quantités journalières de déchets produits par un touriste sont bien souvent supérieures à celles produites par les résidents (Mateu-Sbert *et al*, 2013 ; Taktak *et al*, 2020 ; Santos *et al*, 2005). Avec un développement touristique qui n'a toujours pas freiné sa course (excepté pendant la période de la crise sanitaire de la COVID-19), la production de matières résiduelles est vouée à poursuivre sa croissance exponentielle. Les résultats de notre recherche suggèrent de renforcer les liens entre les locaux et les touristes afin de faire circuler l'information spécifique concernant les enjeux environnementaux de l'archipel. Rendre l'information accessible pour les touristes leur donne la possibilité de développer une conscience de leurs impacts environnementaux (Dorsett et Rubio-Cisneros, 2019). Tel que mentionné par le répondant 1, promouvoir BDT comme une destination écotouristique et prendre exemple sur leurs voisins du nord concernant certaines politiques environnementales pourraient être des pistes de solution.

En effet, le Costa Rica se positionne en tant que destination écologique en étant un leader en matière de politiques environnementales et de conservation de la nature. En matière de gestion des déchets, ces politiques favorisent la réduction de la production des déchets plastiques, priorisent l'utilisation de matériaux biodégradables et encouragent les pratiques de recyclage et compostage (Blum, 2011). De plus, la promotion d'un tourisme plus écoresponsable peut avoir un effet sur la clientèle

attirée, généralement des touristes plus conscients des enjeux environnementaux et moins susceptibles de polluer (Taktak *et al*, 2020).

« Je pense que Bocas pourrait se présenter comme une île respectueuse de l'environnement par sa gestion des déchets et donner l'exemple au Panama. Avec l'argent reçu du canal, on devrait mettre quelque chose en place et le gouvernement devrait réguler la gestion des déchets. Il devrait se tourner vers leurs voisins au Costa Rica et voir ce qui s'est passé là-bas avec les réglementations environnementales et comment cela a profité au tourisme. Comment cela a énormément profité à l'économie du pays. » (R1)

Mentionné à plusieurs reprises par les répondants, l'un des obstacles principaux pour la réduction à la source est l'accès à l'eau potable non embouteillée tant pour les touristes que pour les communautés locales. Par exemple, des stations de remplissage réduiraient considérablement la quantité de bouteilles d'eau en plastique. Cependant, il y aurait également un travail de sensibilisation à faire puisque convaincre les voyageurs que l'eau non embouteillée est sécuritaire à la consommation resterait un grand défi.

« Résoudre le problème, c'est aussi réduire la quantité de plastique qui arrive sur les îles. Les points où les gens peuvent remplir leurs bouteilles, ceux-ci doivent être étendus et indiqués. Les touristes qui viennent sur les îles doivent savoir où ils se trouvent pour ne pas acheter de bouteilles de plastique. Parce que je pense que les touristes sont parmi les principaux coupables. Ce ne sont pas les locaux qui sortent constamment et qui achètent de l'eau en bouteille, ce sont les touristes. Et il faut qu'il y ait plus de stations disponibles pour que les gens obtiennent de l'eau potable et ils ont besoin de sentir que c'est sécuritaire. C'est un problème que Bocas devra surmonter d'une manière ou d'une autre. Autant que présenter que l'eau est propre est vraiment difficile pour un voyageur. » (R7)

À l'égard du développement économique de l'archipel, le tourisme a eu un effet positif sur la création d'emplois et de revenus. Le tourisme de l'archipel s'est toutefois essentiellement développé par l'arrivée de nouveaux résidents venant des pays du Nord, qui sont également les principaux bénéficiaires des recettes touristiques, puisque majoritairement propriétaires des infrastructures touristiques (Thampy, 2018). Les communautés locales et les écosystèmes peuvent alors être fragilisés par les répercussions sociales et environnementales liées au tourisme (Mateu-Sbert *et al*, 2013). Pour que le développement touristique soit partie intégrante d'une vision qui prône la justice socio-environnementale, il faut que les retombées économiques du tourisme soient

bénéfiques pour les communautés locales en termes d'amélioration de la qualité de vie, mais qu'elles participent également à lutter contre la détérioration environnementale (Palmer et Riera, 2003). Selon ces idées, le tourisme devrait absorber le coût de la charge environnementale puisqu'il exerce une pression énorme sur les écosystèmes de l'archipel. Plusieurs dispositifs permettant ce rééquilibrage et qui existent ailleurs ont été suggérés par les répondants :

- Mettre en place une taxe environnementale pour les touristes, des frais d'entrée sur les îles de quelques dollars. Cette taxe pourrait être relativement bien contrôlée puisque l'arrivée des touristes sur l'archipel se fait essentiellement par bateau et par avion. Elle pourrait être collectée à l'aéroport de l'île principale et au port d'Almirante, localisé sur le Panama continental, qui regroupe l'ensemble des compagnies offrant le service de transport par bateau jusqu'aux îles.
- Exiger une contribution financière des hôtels en fonction du nombre de clients hébergés.
- Installer des boîtes de dons dans les hôtels, commerces et aéroport pour le soutien à la cause environnementale. Les contributions seraient alors sur base volontaire. La possibilité d'effectuer un don par transfert numérique, par exemple avec un compte PayPal, est aussi suggérée.

Bien que faisable, il va sans dire que la mise en place de ces idées devra certainement se confronter à des contraintes politiques et sera créatrice de conflits quant à son acceptabilité sociale (Palmer et Riera, 2003). Entre autres, les répercussions que l'instauration de telles taxes pourraient avoir sur le trafic de la clientèle touristique qui pourrait préférer visiter une autre destination. Également, il pourrait y avoir un effet sur le processus décisionnel relatif à l'utilisation de ces fonds et les risques de corruption. Aussi, l'identification claire des contributeurs qui devraient payer la taxe environnementale pose problème.

#### **5.3.4 La nécessité d'infrastructures**

Bien que les initiatives locales contribuent à améliorer le sort de la gestion des déchets, il y a un réel besoin d'infrastructures d'envergure. L'efficacité de petites initiatives quant à la résolution de

problèmes à l'échelle locale est indéniable. Toutefois, l'ampleur des solutions soutenant la justice socio-environnementale dans le contexte du développement touristique de masse de l'archipel exige une intervention forte de l'État (Moralli, 2022). Cela nécessitera une mobilisation qui va au-delà du pouvoir des initiatives et de la philanthropie.

À ce jour, la décharge à ciel ouvert située au centre de l'île principale demeure le seul endroit où sont disposées les ordures de l'archipel. Le centre de recyclage présentement en développement par l'initiative UPB représente une option prometteuse, mais ne sera possiblement pas en mesure d'accueillir toutes les matières recyclables des citoyens, commerces et hôtels de l'archipel. Afin d'établir un système plus respectueux de l'environnement, les aspects purement techniques, économiques et politiques deviennent très contraignants et rendent compte de la complexité du problème (Vaillancourt *et al*, 1999). D'autre part, il est impératif de trouver des solutions socialement acceptables pouvant toutefois affecter les pratiques quotidiennes. Ces dernières peuvent provoquer une rupture avec la logique de déresponsabilisation actuelle, en débutant par exemple avec le tri des matières résiduelles selon ce qui est recyclable, compostable ou jetable. En parlant de l'utopie de l'établissement d'un centre de gestion des ordures où leur finalité ne serait idéalement pas l'enfouissement, le répondant 1 fait part de ses préoccupations.

« Je ne sais pas comment on pourrait avoir la main-d'œuvre et le montant nécessaire pour ces changements. La quantité de travail qu'on devra y consacrer est énorme. Et si les gens ne gagnent pas d'argent avec ça, je ne sais pas si on peut les emmener à le faire. J'ai peut-être tort, mais je veux dire que c'est une industrie privée à beaucoup d'endroits et je pense que ça marche bien lorsque le gouvernement n'est pas en mesure de le faire. Mais à but non lucratif comme présentement, je vois les gens de Bocas faire de grandes choses, mais ils sont petits et ne sont même pas en mesure de se payer. Alors, imagine faire décoller un projet d'infrastructure à grande échelle. Sans l'espoir futur de gagner de l'argent avec ça, je ne sais pas si c'est possible. » (R1)

Considérant les ressources et infrastructures de l'archipel, le constat est clair pour l'ensemble des répondants; tous s'entendent pour dire que la réduction à la source est indispensable pour une meilleure gestion des matières résiduelles. Les deux lois de bannissement vont de pair avec cette idée, cependant le travail en amont pour restreindre l'entrée de certains produits et emballages sur les îles est un défi de taille. Il est souvent question de l'éducation relative à l'environnement et de sensibilisation face à la gestion des déchets une fois l'article consommé. Toutefois, l'éducation et la sensibilisation dans les pratiques de consommation demeurent très importantes dans les

processus de réduction à la source. Afin de promouvoir des modalités de produire, de consommer et d’habiter les îles qui favorisent la durabilité environnementale et les interrelations équitables entre les citoyens et visiteurs, développer différentes infrastructures entrepreneuriales et sociales en lien avec l’économie circulaire pourrait être porteur. Dans l’objectif partagé de premièrement réduire la production de déchets, puis d’en améliorer la gestion, nombreuses ont été les propositions des répondants quant à ce type de projets. Parmi ces suggestions, en voici quelques-unes, dont certaines sont actuellement mises en place hors du champ d’action des initiatives à l’étude.

- La mise en place d’un marché fermier et d’artisanat où l’approvisionnement local permet plus de flexibilité quant à la réduction à la source et valorise un réseau d’approvisionnement local. (mis en place par le répondant 1)
- Développer un système de contenants consignés pour les restaurateurs et proposer un rabais aux clients qui emmènent leur propre contenant.
- Revaloriser les contenants et bocaux issus de la consommation traditionnelle pour l’emballage de prêt à manger. (mis en place par le répondant 4)
- L’installation de stations de remplissage d’eau potable et taxer l’eau embouteillée afin d’en limiter son achat. Les recettes de cette taxe pourraient être mises à profit pour l’entretien et l’installation de stations de remplissage supplémentaires. (Une station de remplissage est actuellement disponible au commerce du répondant 9 moyennant une charge de 25 centimes par litre d’eau)
- Mettre en place un commerce écologique zéro déchet proposant des aliments sans emballage, idéalement locaux et des produits personnels et ménagers écologiques et non dommageables pour les écosystèmes marins et littoraux.
- Effectuer des collectes sélectives et/ou instaurer un espace de dépôt pouvant favoriser la récupération de matériaux et des déchets encombrants.

Ces propositions, en plus de valoriser un système alimentaire plus durable, pourraient favoriser l'émergence d'une éthique de la consommation écoresponsable, ce qui aurait aussi un effet sur le développement de la volonté de protéger le patrimoine naturel. Elles viseraient à repenser les modes de production et de consommation et à développer davantage l'entrepreneuriat engagé, car « au-delà de la question des déchets solides, c'est toute l'orientation de notre mode de vie qui est mis en cause par ce débat sociopolitique qui s'amorce » (Vaillancourt et al, 1999).

## CONCLUSION

Les initiatives locales *Cero Basura Bocas*, *Unidos por Bocas* et *Bocas Limpia* ont déployé des projets ayant comme but premier d'améliorer la gestion des déchets de cet archipel qui a connu un important développement touristique et qui subit maintenant les impacts de sa pression. Toutefois, notre recherche démontre que les retombées de ces initiatives locales vont bien au-delà de la simple amélioration de la gestion des matières résiduelles. En ayant comme objectif premier de saisir les effets des initiatives locales pour une meilleure gestion des déchets sur le développement des capacités collectives et de la volonté de protéger le patrimoine naturel à Bocas del Toro, cette recherche approfondie les mécanismes derrière le déploiement des projets portés par les initiatives locales à l'étude et observe comment certaines composantes ont favorisé le développement des capacités collectives et de la volonté de protéger le patrimoine naturel. Il est également clair que ces deux aspects sont étroitement liés et jouent un rôle important dans la promotion d'une prise de conscience environnementale qui déterminera la prise d'actions collectives en vue de préserver ce territoire insulaire.

Afin de bien maîtriser le contexte qui a conduit à la mauvaise gestion des déchets, aux alternatives proposées par les initiatives locales et finalement aux questions de recherche, le premier chapitre pose les jalons de la problématique du développement touristique dans le contexte de la globalisation. Nous nous référons à la pression touristique dans la vulnérabilité d'un territoire insulaire, aux impacts sur la production des déchets et leur gestion et aux initiatives locales de protection environnementale.

Le deuxième chapitre a élaboré un cadre d'analyse qui s'est notamment articulé autour de quatre objectifs : (1) vérifier si les projets étudiés à BDT ont favorisé le développement des capacités collectives ; (2) vérifier si les projets étudiés à BDT ont favorisé le développement de la volonté de protéger le patrimoine naturel, (3) vérifier si la diversité des origines et des statuts des membres intervient dans l'efficacité des initiatives locales et (4) identifier les obstacles et limites des projets mis en œuvre par les initiatives locales. Le chapitre a d'abord proposé un approfondissement des aspects définitionnels des concepts d'initiative locale, de capacités collectives et de la volonté d'agir sur la protection du patrimoine naturel. Puis, nous y avons développé un cadre d'analyse axé sur de grands thèmes et des indicateurs de développement des capacités collectives et de la volonté

d'agir pour la protection du patrimoine naturel. Les aspects en lien avec la méthodologie de la recherche qui a été employée afin de répondre à ces objectifs ont par la suite été expliqués plus en profondeur. Ont été principalement utilisées les données issues des entrevues semi-dirigées effectuées auprès de différents types d'acteurs, tous résidents de BDT, impliqués ou non dans les projets mis en œuvre par les initiatives locales étudiées. Leurs témoignages ont d'abord permis de mieux comprendre comment ont émergé les initiatives locales. Puis, ils ont mis en lumière les perceptions des répondants sur leurs effets.

Le troisième chapitre a étudié plus en profondeur le territoire de cette étude de cas, soit l'archipel de Bocas del Toro, dans le contexte de la question de la mauvaise gestion des déchets en offrant d'une part un survol de l'historique d'occupation et du développement du territoire et, d'autre part, en mentionnant les différentes mesures de gestion des déchets déjà en place sur l'archipel.

Le quatrième chapitre a offert une présentation des résultats en deux temps. D'abord par une description des initiatives locales selon les acteurs impliqués, les visions et les projets effectués. Puis, par la présentation des thèmes d'analyse soit : (1) l'engagement des membres des initiatives dans les différents projets; (2) l'implication de la communauté dans ces projets; (3) l'implication de la municipalité et (4) la volonté de protéger le patrimoine naturel. Les thèmes d'analyse regroupent des composantes spécifiques, mais interconnectées permettant l'effervescence du développement des capacités collectives.

Le cinquième chapitre présente l'analyse et la discussion des résultats. Les composantes des thèmes d'analyse ont été mises sous la loupe des indicateurs de développement des capacités collectives et de la volonté de protéger le patrimoine naturel qui sont : (1) l'acquisition des ressources, (2) le développement des compétences et stratégies, (3) la motivation intrinsèque et (4) la construction de la conscience environnementale. Le chapitre s'est conclu par une prise de conscience des obstacles et limites des projets mis en œuvre par les initiatives locales.

De l'ensemble des processus de développement des capacités collectives et de la volonté de protéger le patrimoine naturel portés par les initiatives locales de *Cero Basura Bocas*, *Unidos por Bocas* et *Bocas Limpia*, nous pouvons tirer des conclusions plus générales de cette étude.

- Les initiatives locales ont encouragé la collaboration entre différents acteurs locaux ; les résidents de toutes provenances, les organismes et la municipalité. Cela a eu un effet sur la création et le renforcement des réseaux de relations, pouvant faciliter la mobilisation des ressources.
- Les initiatives locales ont généré de la cohésion sociale. Le développement de liens de confiance dans l'approche collaborative de plusieurs projets a conduit à une meilleure cohésion sociale et un sentiment d'appartenance au territoire consolidé, incluant les liens entre les natifs et les résidents d'origine étrangère. Ce dernier enjeu n'était pas ciblé au départ par notre recherche, mais les entrevues ont donné à voir son importance.
- Les initiatives locales ont contribué à une prise de conscience environnementale accrue. Les efforts de diverses stratégies de sensibilisation et d'éducation relative à l'environnement ont grandement inspiré des changements de comportements en encourageant les individus à se sentir responsables de l'environnement qui les entoure. Ainsi, ils peuvent être davantage enclins à prendre action pour protéger leur milieu de vie.
- Les initiatives locales ont eu un impact concret sur l'environnement local. Les actions tels les activités de nettoyage, la promotion de pratiques durables, l'établissement de lois de bannissement et la mise en place d'infrastructures au service d'une meilleure gestion des déchets contribuent à préserver cet environnement insulaire. Cela fait aussi en sorte que les gens sont plus motivés à poursuivre leurs efforts pour que l'amélioration de la gestion des déchets soit continue et non stagnante. Les répondants croient qu'ils ont le pouvoir et la capacité de faire changer les choses à l'échelle locale.
- Les initiatives locales ont favorisé le développement et le renforcement de compétences et connaissances. D'abord en donnant aux membres l'opportunité de développer leurs compétences et connaissances en matière de gestion de projet, de communication, de leadership et de gouvernance au sein des initiatives locales. Puis, les stratégies d'éducation relative à l'environnement des projets ont été importantes dans le transfert de connaissances liées à la protection environnementale.

- Les initiatives locales font toutefois face à certains obstacles et limites dont les difficultés qui englobent le respect des deux lois de bannissement et le développement d'infrastructures d'envergure, l'enjeu d'inclusion des communautés éloignées et le défi de responsabiliser les touristes face aux impacts qu'ils ont lors de leur passage sur les îles.

Bien que plusieurs conclusions générales aient émané de ce travail de recherche, il est important d'en constater certaines limites. Le cadrage initial du mémoire aborde de manière importante l'industrie du tourisme. Toutefois, le contexte dans lequel la collecte de données de la recherche s'est effectuée a posé plusieurs embûches afin de représenter justement certaines perspectives en lien avec l'industrie touristique. D'abord, la crise sanitaire de la COVID-19 a complètement interrompu les activités touristiques. Il n'a pas été possible pour la chercheuse d'observer directement le lien entre la haute saison touristique et la hausse de la production de matières résiduelles. Il a également été plus ardu de prendre contact avec les répondants, compte tenu des mesures de restriction sévères émises par le gouvernement national panaméen et par l'exode des touristes et de nombreux acteurs de l'industrie du tourisme. Les discours des répondants sont teintés des craintes relatives aux efforts qui ont été faits avant l'interruption des activités économiques dominantes de l'archipel et de la possibilité que le travail soit à refaire lorsqu'elles reprendront. De plus, les inquiétudes face aux impacts de cette trêve des activités touristiques sur les communautés de l'archipel expriment l'importance de ce pilier économique. Les discours des répondants rendent compte des perspectives à un moment précis dans le processus du développement des capacités collectives et de la volonté de protéger le patrimoine naturel. La notion temporelle des effets des initiatives n'a pas été abordée dans ce travail de recherche, à savoir si la volonté d'agir, les capacités collectives développées et les projets portés par les initiatives auront une certaine pérennité.

Le mémoire se concentre sur trois initiatives de protection environnementale ayant pour but d'améliorer la gestion des déchets de l'archipel. Lorsqu'il est question de la volonté de protéger le patrimoine naturel, seule la lunette de l'amélioration de la gestion des déchets est employée alors que plusieurs autres enjeux environnementaux en lien avec l'expansion des activités touristiques sont criants sur l'archipel : la surfréquentation de nombreux sites touristiques aux écosystèmes fragiles, la gestion des eaux usées, la déforestation des mangroves, et l'accès à l'eau potable pour n'en nommer que quelques-uns. Il est clair que la réelle volonté de protéger l'environnement

insulaire de Bocas del Toro doit aller au-delà de la simple bonification de la gestion des déchets. Le travail accompli lors de ce mémoire n'a pas pu intégrer les autres éléments en lien avec la volonté de protéger le patrimoine naturel.

En conclusion, cette étude met en évidence le rôle qu'ont joué les initiatives locales dans l'amélioration de la gestion de l'archipel, mais également, en renforçant l'engagement communautaire et la prise de conscience environnementale, en favorisant la collaboration et en stimulant l'innovation et l'action collective, les efforts des initiatives locales contribuant à créer des changements positifs pour la bonification des déchets de l'archipel et pour construire un avenir plus durable pour Bocas del Toro. Les pratiques de gestion des déchets plus respectueuses de l'environnement peuvent servir de tremplin pour le développement de la volonté de protéger le patrimoine naturel et les initiatives locales en sont des vecteurs potentiels. L'enjeu de la gestion des matières résiduelles issues des activités anthropiques ne se résume pas qu'à la finalité de leur disposition. Il faut également considérer tout ce qui englobe la façon dont sont prises les décisions et permettre aux collectivités de prendre part aux processus décisionnels, par exemple avec des audiences publiques (Vaillancourt, 1999). Mieux saisir les spécificités locales apparaît donc très important pour assurer de réelles transformations qui se pérenniseront et les initiatives locales représentent des outils prometteurs qui permettent de replacer les milieux de vie, avec leurs particularités sociales, culturelles et naturelles, au sein d'un développement plus soutenable pour les communautés et l'environnement.

## ANNEXE A

# CERTIFICAT D'APPROBATION ÉTHIQUE ET RENOUVELLEMENT

**UQÀM** | Comités d'éthique de la recherche  
avec des êtres humains

No. de certificat: 3579  
Certificat émis le: 10-01-2020

### CERTIFICAT D'APPROBATION ÉTHIQUE

Le Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants impliquant des êtres humains (CERPE plurifacultaire) a examiné le projet de recherche suivant et le juge conforme aux pratiques habituelles ainsi qu'aux normes établies par la *Politique No 54 sur l'éthique de la recherche avec des êtres humains* (Janvier 2016) de l'UQAM.

Titre du projet:	Initiatives locales de protection environnementale à Bocas del Toro, Panama
Nom de l'étudiant:	Laurence GROTEAU
Programme d'études:	Maîtrise en sciences de l'environnement
Direction de recherche:	Juan-Luis KLEIN

#### Modalités d'application

Toute modification au protocole de recherche en cours de même que tout événement ou renseignement pouvant affecter l'intégrité de la recherche doivent être communiqués rapidement au comité.

La suspension ou la cessation du protocole, temporaire ou définitive, doit être communiquée au comité dans les meilleurs délais.

Le présent certificat est valide pour une durée d'un an à partir de la date d'émission. Au terme de ce délai, un rapport d'avancement de projet doit être soumis au comité, en guise de rapport final si le projet est réalisé en moins d'un an, et en guise de rapport annuel pour le projet se poursuivant sur plus d'une année. Dans ce dernier cas, le rapport annuel permettra au comité de se prononcer sur le renouvellement du certificat d'approbation éthique.



Raoul Graf  
Président du CERPE plurifacultaire  
Professeur, Département de marketing

## CERTIFICAT D'APPROBATION ÉTHIQUE RENOUVELLEMENT

Le Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants impliquant des êtres humains (CERP É plurifacultaire) a examiné le projet de recherche suivant et le juge conforme aux pratiques habituelles ainsi qu'aux normes établies par la *Politique No 54 sur l'éthique de la recherche avec des êtres humains* (janvier 2016) de l'UQAM.

Titre du projet : Initiatives locales de protection environnementale à Bocas del Toro, Panama  
Nom de l'étudiant : Laurence Croteau  
Programme d'études : Maîtrise en sciences de l'environnement  
Direction(s) de recherche : Juan-Luis Klein

### Modalités d'application

Toute modification au protocole de recherche en cours de même que tout événement ou renseignement pouvant affecter l'intégrité de la recherche doivent être communiqués rapidement au comité.

La suspension ou la cessation du protocole, temporaire ou définitive, doit être communiquée au comité dans les meilleurs délais.

**Le présent certificat est valide pour une durée d'un an à partir de la date d'émission.** Au terme de ce délai, un rapport d'avancement de projet doit être soumis au comité, en guise de rapport final si le projet est réalisé en moins d'un an, et en guise de rapport annuel pour le projet se poursuivant sur plus d'une année au plus tard un mois avant la date d'échéance (**2024-09-12**) de votre certificat. Dans ce dernier cas, le rapport annuel permettra au comité de se prononcer sur le renouvellement du certificat d'approbation éthique.



Raoul Graf, Ph.D.  
Professeur titulaire, département de marketing  
Président du CERPÉ plurifacultaire

## ANNEXE B

### GUIDE D'ENTRETIEN - FRANÇAIS

#### **Introduction**

D'abord merci pour votre participation à cette étude. L'objectif de cette entrevue est de comprendre votre perception de l'historique, du fonctionnement et des effets de certaines initiatives de protection environnementale à Bocas del Toro. J'ai préparé quelques questions afin de structurer notre entretien, mais nous n'en sommes pas limités. Sentez-vous libre d'extrapoler vos réponses et d'ajouter anecdotes et commentaires pertinents. Je vous demande de répondre avec honnêteté et si vous êtes inconfortable avec quelconques questions, nous passerons à la prochaine.

#### **Présentation du formulaire de consentement et signature du document**

Acceptez-vous que l'entretien soit enregistré?

### SECTION 1 - PERSONNEL

#### **Question 1**

Débutons avec une courte description de vous-même ; âge, sexe, occupation, ...

#### **Question 2**

Depuis quand occupez-vous les îles?

- Quelles sont vos perspectives d'occupation sur l'archipel? (Considérez-vous Bocas del Toro comme la maison?) Sinon où vivez-vous le reste du temps?
- Est-ce que vous sentez que vous faites partie de la communauté? Et est-ce que cette perspective a changé avec la pandémie mondiale?

#### **Question 3**

Que pouvez-vous me dire de l'évolution du développement touristique sur l'archipel

- Êtes-vous impliqué dans l'industrie touristique?
- Quels sont, selon vous, les principaux avantages du tourisme sur l'archipel?
- Quels sont, selon vous, les enjeux du tourisme sur l'archipel?
- Qu'en est-il des impacts environnementaux?

- Qu'en est-il des impacts de la pandémie?

#### **Question 4**

Avez-vous participé aux rassemblements/manifestations qui ont eu lieu depuis 2018?

- Selon vous, quels impacts ont-ils eus sur la communauté et les enjeux liés au fort développement touristique?

## **SECTION 2 - INITIATIVES LOCALES**

#### **Question 5**

Êtes-vous familier avec les initiatives locales Cero Basura Bocas, Unidos por Bocas et Bocas Limpia?

- Comment en avez-vous entendu parler?
- Parlez-moi des projets qui ont été réalisés que vous connaissez

#### **Question 6**

Êtes-vous / avez-vous été impliqué dans l'une de ces initiatives?

- Comment et pourquoi?
- De quelle nature était votre implication?
- Selon vous, quels ont été les principaux impacts sur la communauté?
- Selon vous, quels sont les limites et obstacles des initiatives locales?

#### **Question 7**

Quels sont les sentiments que vous ressentez lorsque vous pensez aux projets de l'initiative?

- Quel est l'impact sur votre qualité de vie? Sur la qualité de vie de la collectivité de l'archipel?
- Si c'était à recommencer, que feriez-vous différemment quant à votre implication à l'initiative?

#### **Question 8**

Qu'est-ce qui, selon vous, freine ou pourrait freiner la participation des citoyens à l'initiative?

- Sur le plan de la réglementation? Sur le plan du support politique?

- Selon vous, qui (quels groupes d'acteurs) devrait s'impliquer davantage?
- Quels moyens voyez-vous pour favoriser leur passage à l'action?

### SECTION 3 - GESTION DES DÉCHETS

#### Question 9

Par rapport à l'initiative à laquelle vous participez, qu'est-ce qui, selon vous, peut contribuer à une meilleure gestion des déchets?

- Qu'est-ce que vous apportez, ou pourriez apporter, à la communauté de Bocas concernant la résolution des problèmes environnementaux?
- Plus particulièrement quant à la gestion des déchets?

#### Question 10

Concernant l'établissement des deux lois de bannissement, pensez-vous qu'elles ont eu un impact sur la réduction de la pollution plastique de l'archipel?

- Avez-vous observé des changements de comportements de la part des résidents? Des touristes?
- Si c'était à recommencer, que feriez-vous différemment?

#### Question 11

Est-ce que vous connaissez d'autres projets qui ne sont pas liés aux trois initiatives pouvant jouer un rôle dans la bonification de la gestion des déchets sur l'archipel?

#### Question 12

Quelles seraient des pistes de solution envisageables et faisables pour améliorer la gestion des déchets de l'archipel?

### SECTION 4 - CLÔTURE

#### Question 13

Quelles sont les perspectives d'avenir pour Bocas? Comment voyez-vous l'archipel dans dix ans?

- Qu'en est-il de l'après-pandémie?

**Question 14**

Avez-vous d'autres commentaires ou suggestion à formuler par rapport à la gestion des déchets à BDT?

Merci beaucoup pour votre participation.

## GUIDE D'ENTRETIEN - ESPAGNOL

### **Introduccion**

En primer lugar, gracias por participar en este estudio. El objetivo de esta entrevista es conocer su percepción de la historia, el funcionamiento y los efectos de determinadas iniciativas de protección del medio ambiente en Bocas del Toro. He preparado algunas preguntas para estructurar nuestra entrevista, pero no estamos limitados por ellas. No dude en extrapolar sus respuestas y añadir anécdotas y comentarios pertinentes. Le pido que responda con sinceridad, y si se siente incómodo con alguna de las preguntas, pasaremos a la siguiente.

### **Presentación del formulario de consentimiento y firma del documento**

¿Está de acuerdo en que se grabe la entrevista?

## CAPÍTULO 1 - PERSONAL

### **Pregunta 1**

Comencemos con una breve descripción de usted mismo; edad, sexo, ocupación, ...

### **Pregunta 2**

¿Cuánto tiempo hace que ocupa las islas?

- ¿Cuáles son sus perspectivas de permanecer en el archipiélago? (¿Considera Bocas del Toro como su hogar?) Si no es así, ¿dónde vive el resto del tiempo?
- ¿Se siente parte de la comunidad? ¿Ha cambiado esta perspectiva con la pandemia mundial?

### **Pregunta 3**

¿Qué puede decirme sobre el desarrollo del turismo en el archipiélago?

- ¿Participa en el sector turístico?
- ¿Cuáles considera que son los principales beneficios del turismo en el archipiélago?
- ¿Cuáles considera que son los retos del turismo en el archipiélago?
- ¿Y el impacto medioambiental?
- ¿Y el impacto de la pandemia?

#### **Pregunta 4**

Ha participado en alguna de las concentraciones/manifestaciones que han tenido lugar desde 2018?

- ¿Qué impacto cree que han tenido en la comunidad y en los temas vinculados al fuerte desarrollo turístico?

### **SECCIÓN 2 - INICIATIVAS LOCALES**

#### **Pregunta 5**

¿Conoce las iniciativas locales Cero Basura Bocas, Unidos por Bocas y Bocas Limpia?

- ¿Cómo se enteró de su existencia?
- Hábleme de los proyectos que conozca que se hayan llevado a cabo

#### **Pregunta 6**

¿Participa o ha participado en alguna de estas iniciativas?

- ¿Cómo y por qué?
- ¿Cuál fue la naturaleza de su participación?
- ¿Cuáles cree que han sido los principales impactos en la comunidad?
- En su opinión, ¿cuáles son las limitaciones y obstáculos de las iniciativas locales?

#### **Pregunta 7**

¿Qué sentimientos tiene cuando piensa en los proyectos de la iniciativa?

- ¿Cuál es el impacto en su calidad de vida? ¿En la calidad de vida de la comunidad del archipiélago?
- Si tuviera que hacerlo todo de nuevo, ¿qué haría diferente en cuanto a su participación en la iniciativa?

#### **Pregunta 8**

¿Qué cree que frena o podría frenar la participación pública en la iniciativa?

- ¿En términos de regulación? ¿En términos de apoyo político?
- ¿Quiénes (qué grupos de interesados) cree que deberían participar más?
- ¿Qué formas ve de animarles a actuar?

### SECCIÓN 3 - GESTIÓN DE RESIDUOS

#### **Pregunta 9**

En relación con la iniciativa en la que participa, ¿qué contribución cree que podría hacer a una mejor gestión de los residuos?

- ¿Qué contribución hace o podría hacer a la comunidad de Bocas en cuanto a la solución de problemas ambientales?
- ¿Específicamente en relación a la gestión de residuos?

#### **Pregunta 10**

¿Cree que las dos leyes de prohibición han tenido un impacto en la reducción de la contaminación por plástico en el archipiélago?

- ¿Ha observado algún cambio en el comportamiento de los residentes locales o de los turistas?
- Si tuviera que volver a hacerlo, ¿qué haría de forma diferente?

#### **Pregunta 11**

¿Conoce otros proyectos no relacionados con las tres iniciativas que puedan contribuir a mejorar la gestión de residuos en el archipiélago?

#### **Pregunta 12**

¿Cuáles serían las soluciones posibles y viables para mejorar la gestión de residuos en el archipiélago?

### SECCIÓN 4 - CIERRE

#### **Pregunta 13**

¿Cuáles son las perspectivas de futuro de Bocas y cómo ve el archipiélago dentro de diez años?

- ¿Y en el periodo post-pandémico?

#### **Pregunta 14**

¿Tiene algún otro comentario o sugerencia sobre la gestión de residuos en la BDT?

Muchas gracias por su participación

## GUIDE D'ENTRETIEN - ANGLAIS

### **Introduction**

Thank you for participating in this study. The purpose of this interview is to understand your perception of the history, operation and effects of certain environmental protection initiatives in Bocas del Toro. I've prepared a few questions to structure our interview, but we're not limited by them. Please feel free to extrapolate your answers and add relevant anecdotes and comments. I ask you to answer honestly, and if you're uncomfortable with any of the questions, we'll move on to the next.

### **Presenting the consent form and signing the document**

Do you agree to the interview being recorded?

## SECTION 1 - PERSONAL

### **Question 1**

Let's start with a short description of yourself; age, gender, occupation, ...

### **Question 2**

How long have you occupied the islands?

- What are your prospects for occupation on the archipelago? (Do you consider Bocas del Toro to be home?) If not, where do you live the rest of the time?
- Do you feel part of the community? And has this perspective changed with the global pandemic?

### **Question 3**

What can you tell me about the evolution of tourism development on the archipelago?

- Are you involved in the tourism industry?
- What do you see as the main benefits of tourism on the archipelago?
- What do you see as the challenges of tourism in the archipelago?
- What about environmental impacts?
- What about the impact of the pandemic?

#### **Question 4**

Have you participated in any of the rallies/demonstrations that have taken place since 2018?

- In your opinion, what impact have they had on the community and issues related to strong tourism development?

### **SECTION 2 - LOCAL INITIATIVES**

#### **Question 5**

Are you familiar with the local initiatives Cero Basura Bocas, Unidos por Bocas and Bocas Limpia?

- How did you hear about them?
- Tell me about any projects you know of that have already been carried out.

#### **Question 6**

Are you / have you been involved in any of these initiatives?

- How and why?
- What was the nature of your involvement? □ In your opinion, what were the main impacts on the community?
- What do you see as the limits and obstacles of local initiatives?

#### **Question 7**

What feelings do you have when you think about the initiative's projects?

- What is the impact on your quality of life? On the quality of life of the archipelago community?
- If you had to do it all over again, what would you do differently in terms of your involvement in the initiative?

#### **Question 8**

What, in your opinion, hinders or could hinder citizen involvement in the initiative?

- In terms of regulation? In terms of political support?
- Who (which stakeholder groups) do you think should be more involved?
- What means do you see to encourage them to take action?

## SECTION 3 - WASTE MANAGEMENT

### Question 9

In relation to the initiative you are involved in, what do you think can contribute to better waste management?

- What do you bring, or could bring, to the community of Bocas in terms of solving environmental problems?
- Specifically, with regard to waste management?

### Question 10

Concerning the establishment of the two ban laws, do you think they have had an impact on reducing plastic pollution in the archipelago?

- Have you observed any changes in behavior on the part of residents? Tourists?
- If you had to do it all over again, what would you do differently?

### Question 11

Are you aware of any other projects not related to the three initiatives that could play a role in improving waste management on the archipelago?

### Question 12

What are some possible and feasible solutions for improving waste management in the archipelago?

## SECTION 4 - CLOSING

### Question 13

What are the future prospects for Bocas? How do you see the archipelago in ten years' time?

- What about the post-pandemic period?

### Question 14

Do you have any other comments or suggestions regarding waste management in BDT  
Thank you very much for your participation.

## BIBLIOGRAPHIE

- Addeo, F., Diana, P. (2010). La méthode des « Histoires » : une approche mixte de la collecte et de l'analyse de données sur les valeurs. *Cahiers de praxématique*, (54-55), 263-282.
- Agamuthu, P. et Herat, S. (2014). Sustainable waste management in Small Island Developing States (SIDS). *Waste Management & Research*, 32(8), 681-682. doi: 10.1177/0734242x14544869
- Alianza Bocas (2020). Accueil - Alianza Bocas. Récupéré de : <http://www.alianzabocas.org/espanol/alianzabocas-indexesp.htm>
- Andrady, A. L. (2011). Microplastics in the marine environment. *Marine Pollution Bulletin*, 62(8), 1596-1605. doi: <https://doi.org/10.1016/j.marpolbul.2011.05.030>
- Araújo R.J. (2018). Mangrove Forest of Bocas del Toro Province and the Ngöbe-Bugle Comarca, Panama : Structural Description and Comparaison to Neotropical Forests. Dans Suman, D., Spalding A.K. (dir.). *Coastal resources of Bocas del Toro, Panama : Tourism and development pressure and the quest for sustainability* (p.182-207). Coral Gables : University of Miami
- Araújo R.J., Suman, D. (2018). Mangrove Forest of Bocas del Toro Province and the Ngöbe-Bugle Comarca, Panama. Dans Suman, D., Spalding A.K. (dir.). *Coastal resources of Bocas del Toro, Panama : Tourism and development pressure and the quest for sustainability* (p.208-220). Coral Gables : University of Miami
- Ashton, K., Holmes, L. et Turner, A. (2010). Association of metals with plastic production pellets in the marine environment. *Marine Pollution Bulletin*, 60(11), 2050-2055. doi: <https://doi.org/10.1016/j.marpolbul.2010.07.014>
- Audet, R. (2012). L'écologie humaine de Pierre Dansereau et la métaphore du paysage intérieur. *Natures Sciences Sociétés*, 20(1), 30-38.
- Avelino, F. (2011). *Power in transition : empowering discourses on sustainability transitions*. [Thèse de doctorat, Université de Rotterdam]. [hdl.handle.net/1765/30663](http://hdl.handle.net/1765/30663)
- Bataïni, S.-H. (2004). L'interaction des dynamiques individuelles et collectives dans le processus de développement territorial. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, (5), 713-735. doi: 10.3917/relu.045.0713
- Beaumont, N. J., Aanesen, M., Austen, M. C., Börger, T., Clark, J. R., Cole, M., . . . Wyles, K. J. (2019). Global ecological, social and economic impacts of marine plastic. *Marine Pollution Bulletin*, 142, 189-195. doi: <https://doi.org/10.1016/j.marpolbul.2019.03.022>
- Benson, M. et O'Reilly, K. (2009). Migration and the Search for a Better Way of Life: A Critical Exploration of Lifestyle Migration. *The Sociological Review*, 57(4), 608-625. doi: 10.1111/j.1467-954X.2009.01864.x

- Benson, M. et O'Reilly, K. (2016). From lifestyle migration to lifestyle in migration: Categories, concepts and ways of thinking. *Migration Studies*, 4(1), 20-37. doi: 10.1093/migration/mnv015
- Berr, E., Harribey, J-M. (2005). Développement, croissance et progrès : Le concept de développement en débat. *Économies et Sociétés*, 43(3), 463-476
- Billaudot, B. (2004). Après-développement ou autre développement ? Un examen des termes du débat. Premières journées du développement du GRES "Le concept de développement en débat", Université Bordeaux IV, 16-17 septembre 2004 (p. 34). Récupéré de <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00104219>
- Bivin Ford, S. E. (2015). The Ngäbe-Buglé Fight to Maintain Territorial Sovereignty. (Thèse de Doctorat) University of California
- Blondy, C. (2016). Le tourisme, un facteur de développement durable des territoires insulaires tropicaux ? Tourisme, aménagement, environnement et société locale à Bora Bora (Polynésie française). *Mondes du tourisme, (Hors-série)*. doi: 10.4000/tourisme.1283
- Blum, N. (2011). Education, Environment, Development and the Costa Rican State. Dans Blum, N. (dir.). *Education, Community Engagement and Sustainable Development. Negotiating Environmental Knowledge in Monteverde, Costa Rica*. Springer.
- Bourdieu, P. (1980.). Le capital social : notes provisoires. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 30, p.2-3
- Bugoni, L., Krause, L.G. et Virgínia Petry, M. (2001). Marine Debris and Human Impacts on Sea Turtles in Southern Brazil. *Marine Pollution Bulletin*, 42(12), 1330-1334. doi: [https://doi.org/10.1016/S0025-326X\(01\)00147-3](https://doi.org/10.1016/S0025-326X(01)00147-3)
- Busca, D., Lewis, N. (2019). Gouverner les ressources naturelles : Dynamiques d'action collective et « inégalités justes » : critiques et mobilisations sociales. Dans Busca, D., Lewis, N. (dir.). *Penser le gouvernement des ressources naturelles*. Presses de l'Université Laval.
- Cansari, R., Gausset, Q. (2013). Along the Road: The Ngäbe-Buglé Struggle to Protect Environmental Resources in Panama. *The International Indigenous Policy Journal*, 4(3) doi : : 10.18584/iipj.2013.4.3.5
- Cassignol-Bertrand, F., Constant, É. (2007). La norme de motivation intrinsèque : valorisation, utilité et désirabilité sociales. *Bulletin de psychologie*, 488(2), 121-133
- Carrière, J-P. (2009). Les enjeux de l'économie « présenteielle » pour la mise en œuvre de « projets de territoire » dans les espaces ruraux. *Colloque de l'Association de Science Régionale de Langue Française*. Rimouski, 24-28 août 2008
- Cave, J. et Brown, K. G. (2012). Island tourism: destinations: an editorial introduction to the special issue. *International Journal of Culture, Tourism and Hospitality Research*, 6(2), 95-113. doi: 10.1108/17506181211233036
- Cefai, D., Lafaye, C. (2001). Lieux et moments d'une mobilisation collective. Dans Cefai, D., Trom, D. (dir.). *Les formes de l'action collective : mobilisation dans des arènes publiques*. (p.195-228). Paris : École des hautes études en sciences sociales

- Cero Basura Bocas. (2018). *Accueil – Cero Basura en Bocas*. Récupéré de : <https://www.cerobasura.bocasdeltoro.org/ingles/Obb-activities-ing.html>
- Cero Basura Bocas. (2021). *Accueil – Cero Basura en Bocas*. Récupéré de : <https://www.cerobasura.bocasdeltoro.org/ingles/Obb-activities-ing.html>
- Cesarman, F.C., Mendèz, R. (2013). Prise de conscience écologique, *Le Coq-héron*, 213(2), 17-23
- Christoforou, A. (2017). Social Capital : Intuition, Precept, Concept and Theory. Dans Pisani, E., Franceschetti, G., Secco, L., Christoforou, A. (Eds.). *Social Capital and Local Development. From theory to empirics*. (p.23-41). Palgrave Macmillan Cham.
- Connors, E. J., Reimer, J. (2017). Distribution and biological implications of plastic pollution on the fringing reef of Mo’orea, French Polynesia. *PeerJ*, 5(8). doi: 10.7717/peerj.3733
- Corea, N. (2012, 4 décembre). Talking trash : The Bocas basura situation. *The Bocas Breeze*. Récupéré de : <http://thebocasbreeze.com/community/talking-trash-the-bocas-basura-situation/>
- Corea, N. (2013, 15 novembre). Desechos Solidos is official. *The Bocas Breeze*. Récupéré de : <http://thebocasbreeze.com/uncategorized/desechos-solidos-offical/>
- Corea, N. (2016, 1 novembre). Mayor Martin Downer and Unidos por Bocas unite to keep Bocas beautiful. *The Bocas Breeze*. Récupéré de : <http://thebocasbreeze.com/community/mayor-martin-downer-unidos-por-bocas-unite-keep-bocas-beautiful/>
- Corea, N. (2018, 1 septembre). Bocas says « No! » to even more plastic : The Municipality takes out Styrofoam. *The Bocas Breeze*. Récupéré de : <http://thebocasbreeze.com/environment/bocas-says-no-to-even-more-plastics-the-municipality-takes-out-styrofoam/>
- Cramer, K. (2013). History of Human Occupation and Environmental Change in Western and Central Caribbean Panama. *Bulletin of Marine Science -Miami-*, 89. doi: 10.5343/bms.2012.1028
- Davezies, L. (2009). L'économie locale « résidentielle ». *Géographie*, (1), 47-53.
- Delvalle de Borrero, D., Fabrega Duque, J., Olmos, J., Garcés-Ordóñez, O., Gurgel do Amaral, S.S., Vezzone, M., de Sá Felizardo, J.P., Meigikow dos Anjos, R. (2020). Distribution of Plastic Debris in the Pacific and Caribbean Beaches of Panama. *Air, Soil and Water research*, 13
- Dari, L., Meurier, B. (2018). Le rôle du broker dans les réseaux territorialisés d'organisations - une approche par les capacités dynamiques managériales. *Revue Management & Avenir*, (106), 37-61. doi : 10.3917/mav.106.0037
- Dehoorne, O. (2007). Le tourisme dans l'espace caribéen. *Téoros*, 26(1), 6-14 URL : <http://journals.openedition.org/teoros/1582>
- Dehoorne, O., Saffache, P. (2008). Le tourisme dans les îles et littoraux tropicaux : ressources et enjeux de développement. *Études Caraïennes*, 9(9-10). doi: 10.4000/etudescaribeennes.852

- Dehoorne, O. (2013). Tourisme et lutte contre la pauvreté : opportunités et défis. *Études Caribéennes*, 24(24-25). doi: 10.4000/etudescaribeennes.6601
- Denafas, G., Ruzgas, T., Martuzevičius, D., Shmarin, S., Hoffmann, M., Mykhaylenko, V., . . . Ludwig, C. (2014). Seasonal variation of municipal solid waste generation and composition in four East European cities. *Resources, Conservation and Recycling*, 89, 22-30. doi: <https://doi.org/10.1016/j.resconrec.2014.06.001>
- Derraik, J. G. B. (2002). The pollution of the marine environment by plastic debris: a review. *Marine Pollution Bulletin*, 44(9), 842-852. doi: [https://doi.org/10.1016/S0025-326X\(02\)00220-5](https://doi.org/10.1016/S0025-326X(02)00220-5)
- Desaigues, B., Point, P. (1993). Chapitre 1. Les fondements théoriques de la valorisation des actifs naturels. Dans Desaigues, B., Point, P. *L'économie du patrimoine naturel. La valorisation des bénéfices de protection de l'environnement*, (p.7-39) Économica, Paris.
- Diaz, L. F. (2007). Resource and environmental management in islands. *Waste Management*, 27(3), 325-326. doi: 10.1016/j.wasman.2006.12.002
- Dickes, P., Kop, J.L., Tournois, J. (1996). Modèles d'équations structurales et sens de la causalité dans les études longitudinales : une application au bien-être subjectif. *Bulletin de Méthodologie Sociologique*, (50), 20-55
- Die, R. A. (2012). *Troubling Tourism: Tourism, Development, and Social Justice in Bocas del Toro, Panamá*. [Thèse de doctorat, The University of Texas at Austin] University of Texas Libraries. Récupéré de <http://hdl.handle.net/2152/ETD-UT-2012-05-5147>
- Dorsett, C., Rubio-Cisneros, N.T. (2019). Many tourists, few fishes : Using tourists' and locals' knowledge to assess seafood consumption on vulnerable waters of the archipelago of Bocas del Toro, Panama. *Tourism Management*, 74(1), 290-296.
- Douglas, C. H. (2006). Small island states and territories: sustainable development issues and strategies – challenges for changing islands in a changing world. *Sustainable Development*, 14(2), 75-80. doi: 10.1002/sd.297
- Dupré, M. (2013). Représentations sociales du tri sélectif et des déchets en fonction des pratiques de tri. *Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale*, 98(2), 173-209
- Durand Folco, J. (2019). Les trois trajectoires historiques de l'innovation sociale : Entre marchandisation, reconnaissance et émancipation. Dans Klein, J.L., Boucher, J.L., Camus, A., Champagne, C., Noiseux, Y. *Trajectoires d'innovation : Des émergences à la reconnaissance*, (p.29-38) Les Presses de l'Université du Québec
- Duvat, V. (2009). Qualité des plages et tourisme dans les Îles Vierges britanniques. *Études Caribéennes*, 13(13-14). doi: 10.4000/
- Eckelman, M. J., Ashton, W., Arakaki, Y., Hanaki, K., Nagashima, S., Malone-Lee, L. C. (2014). Island Waste Management Systems. *Journal of Industrial Ecology*, 18(2), 306-317. doi: 10.1111/jiec.12113
- Elbaz, G. (2012). Mondialisation : Globalisation, internationalisation, ou autre chose ? *Études caribéennes*, 22, URL : <http://journals.openedition.org/etudescaribeennes/6154>

- Elliott, S. M., Neirotti, L. D. (2008). Challenges of Tourism in a Dynamic Island Destination : The Case of Cuba. *Tourism Geographies*, 10(3), 375-402. doi: 10.1080/14616680802236386
- Fall Diallo, M., Diop-Sall, F., Leroux, E., Valette-Florence, P. (2015). Comportement responsable des touristes : Le rôle de l'engagement social. *Recherche et Applications en Marketing*, 30(3), 88-108. doi: 10.1177/0767370115571048
- Fetterman, D.M. (1996). Empowerment Evaluation : An introduction to Theory and Practice. Dans Fetterman, D.M., Kaftarian, S.J., Wandersman, A. *Empowerment Evaluation : Knowledge and tools for self-assesment & Accountability* (p.3-39). SAGE Publications Inc.
- Fiorello, A., Bo, D. (2015). Valeurs de consommation dans l'écotourisme communautaire : Une approche par les récits de voyage. *Revue Française de Gestion*, (249), 33-52.
- Fomoa-Adenet, M., Rieutort, L. (2008). Territoires ruraux insulaires et développement durable. *Études Caribéennes*, 11(11). doi: 10.4000/etudescaribeennes.3454
- Fontaine, G., (2019). Les conditions d'émergence de communs porteurs de transformation sociale. Dans Klein, J.L., Boucher, J.L., Camus, A., Champagne, C., Noiseux, Y. *Trajectoires d'innovation : Des émergences à la reconnaissance* (p.39-48). Les Presses de l'Université du Québec
- Fontan, J.M. (2011) Développement territorial et innovation sociale Dans Bellemare, G., Klein, J.L. (dir.), *Innovation sociale et territoire : Convergence théoriques et pratiques* (p.17-42). Les Presses de l'Université du Québec.
- Fontan, J.M., Klein J.L. (2020). Le Buen-Vivir : une nouvelle scène territoriale pour la transformation sociétale? Dans Juan, M., Laville, J.L., Subirats, J. (dir.). *Du social business à l'économie solidaire - Critique de l'innovation sociale* (p.217-232). Érès.
- Forget, C., Drouin, M., Tremblay, R. (2017). Les limites du concept de tourisme résidentiel : étude de cas du caravanning à plein temps. *Téoros*, 36(2).
- Freitag, M. (2010). L'avenir de la société : globalisation ou mondialisation ? *SociologieS*, URL : <http://journals.openedition.org/sociologies/3379>
- Fuldauer, L. I., Ives, M. C., Adshead, D., Thacker, S., Hall, J. W. (2019). Participatory planning of the future of waste management in small island developing states to deliver on the Sustainable Development Goals. *Journal of Cleaner Production*, 223, 147-162. doi: 10.1016/j.jclepro.2019.02.269
- Ghaffari, L., Hamdouch, A., Klein, J.L. (2021) Le droit au quartier et l'acceptation sociale de la gentrification : les cas de deux processus de transformation urbaine à Nantes et Montréal. *Canadian Journal of Urban Research/ Revue canadienne de recherche urbaine*, 30(1), 16-29, doi : <https://cjur.uwinnipeg.ca/index.php/cjur/article/view/320>
- Gil De Arriba, C., Bouqallal, H., Drouin, M., Tremblay, R. (2017). Touristes internationaux ou résidents étrangers ? *Téoros*, 36(2).
- Gonzalez, N. (2020a, 20 mars). Gobierno iniciará implementación de Plan Panamá Solidario la próxima semana. *Telemetro*. Récupéré de :

<https://www.telemetro.com/nacionales/2020/03/21/gobierno-iniciara-implementacion-plan-panama/2699811.html>

- Gonzalez, N. (2020b, 23 Novembre). Mides inicia desembolso de B/.58 millones para programas sociales en areas dificil acceso. *Telemetro*. Récupéré de : <https://www.telemetro.com/nacionales/2020/11/23/mides-inicia-desembolso-b-58/3484929.html>
- Grand, M. (2020, 28 Juillet). Food safety is Bocas Business. [Message sur Facebook]. Récupéré de : <https://www.facebook.com/groups/BocasOpenForum/permalink/3033758220075939/>
- Guerrón Montero, C. (2006). Racial Democracy and Nationalism in Panama. *Ethnology*, 45(3), 209-228.
- Guerrón Montero, C. (2011). On Tourism and the Constructions of ‘Paradise Islands’ in Central America and the Caribbean. *Bulletin of Latin American Research*, 30(1), 21-34. doi: doi:10.1111/j.1470-9856.2010.00453.x
- Guerrón Montero, C. (2015) Building “The Way”: Creating a Successful Tourism Brand for Panama and Its Consequences. Dans Panosso Netto, A., Godoi Trigo, L.G. (dir.). *Tourism in Latin America. Cases of Success* (p.191-205). New York : Springer
- Gupta, M. R. et Dutta, P. B. (2018). Tourism development, environmental pollution and economic growth: A theoretical analysis. *The Journal of International Trade & Economic Development*, 27(2), 125-144. doi: 10.1080/09638199.2017.1346139
- Habla Ya (2020). *Accueil- Habla Ya Panama*. Récupéré de : <https://www.hablayapanama.com/>
- Hall, N. M., Berry, K. L. E., Rintoul, L., Hoogenboom, M. O. (2015). Microplastic ingestion by scleractinian corals. *Marine Biology*, 162(3), 725-732. doi: 10.1007/s00227-015-2619-7
- Hernández, A.E. (2018, 8 mars). Basura ahoga a Bocas del Toro. *La Prensa*. Récupéré de : [https://impresa.prensa.com/economia/Basura-ahoga-Bocas\\_0\\_4979502051.html](https://impresa.prensa.com/economia/Basura-ahoga-Bocas_0_4979502051.html)
- Hettiarachchi, H., Ryu, S., Caucci, S., Silva, R. (2018). Municipal Solid Waste Management in Latin America and the Caribbean: Issues and Potential Solutions from the Governance Perspective. *Recycling*, 3(2), 19.
- Hoerner, J.-M. (2008). *Géopolitique du tourisme*, Paris : Éditions Armand Colin, 197p.
- Howard, J. J. (2019). An Ethnographic Approach to African Diaspora Archaeology: The Bocas Way. *Transforming Anthropology*, 27(2), 133-148.
- Jany-Catrice, F. (2016). Les conditions de transformation sociale des nouveaux indicateurs de « richesse ». Dans Klein, J.L., Camus, A., Jetté, C., Champagne, C., Roy, M. *La transformation sociale par l'innovation sociale* (p.79-90). Les Presses de l'Université du Québec
- Jochems, S., Poisson, M., Létourneau, M. (2018) L'action collective en temps de crise écologique Dans Brunet, N., Freire Vieira, P., Saint-Arnaud, M., Audet, R (dir.). *L'espoir malgré tout. L'œuvre de Pierre Dansereau et l'avenir des sciences de l'environnement*. (p.149-161). Québec : Presses de l'Université du Québec

- Kassim, S. M., Ali, M. (2006). Solid waste collection by the private sector: Households' perspective—Findings from a study in Dar es Salaam city, Tanzania. *Habitat International*, 30(4), 769-780. doi: <https://doi.org/10.1016/j.habitatint.2005.09.003>
- Kimball, R.H. (2020, 22 Juin). Entregada de bonos en Isla Colon. [Message sur Facebook]. Récupéré de : <https://www.facebook.com/groups/BocasOpenForum/permalink/2936095296508899>
- Kirmayer, L. J., Dandeneau, S., Marshall, E., Phillips, M. K., Williamson, K. J. (2011). Rethinking Resilience from Indigenous Perspectives. *The Canadian Journal of Psychiatry*. 56(1), 84-91
- Klein, J.-L. (2008). Territoire et régulation : l'effet instituant de l'initiative locale. *Cahiers de recherche sociologique*, (45), 41-57. doi: 10.7202/1002498ar
- Klein, J.L. (2014). Innovation sociale et développement territorial. Dans Klein, J.L., Laville, J.L., Moulaert, F. (dir.). *L'innovation sociale* (p.115-142). Érès
- Klein, J.L., Laville, J.L., Moulaert, F. (2014). L'innovation sociale : repères introductifs. Dans Klein, J.L., Laville, J.L., Moulaert, F. (dir.). *L'innovation sociale* (p.7-44). Érès
- Klein, J.-L., Lasserre, F. (2016). *Le monde dans tous ses États : une approche géographique* (3e éd.). Québec : Presses de l'Université du Québec
- Klein, J.-L., Pecqueur, B., Koop, K., Soussi, S. A. (2016). *Innovation locale à l'épreuve du global : un défi pour les acteurs*. Québec : Presses de l'Université du Québec
- Koop, K., Landel, P.A., Fourny, M.C. (2019). L'étude des capacités transformatrices des innovations sociales à travers leur formes de dissémination. Dans Klein, J.L., Boucher, J.L., Camus, A., Champagne, C., Noiseux, Y. *Trajectoires d'innovation : Des émergences à la reconnaissance* (p.81-90). Les Presses de l'Université du Québec
- Kurniawan, F., Adrianto, L., Bengen, D. G., Prasetyo, L. B. (2019). The social-ecological status of small islands: An evaluation of island tourism destination management in Indonesia. *Tourism Management Perspectives*, 31, 136-144. doi: 10.1016/j.tmp.2019.04.004
- Laitamaki, J., Tada, M., Liu, S., Setyady, N., Zheng, F. (2016). Sustainable Tourism Development Frameworks and Best Practices: Implications for the Cuban Tourism Industry. *Managing Global Transitions*, 14(1), 7-29.
- Lamb, J. B., True, J. D., Pirovaragorn, S., Willis, B. L. (2014). Scuba diving damage and intensity of tourist activities increases coral disease prevalence. *Biological Conservation*, 178, 88-96. doi: <https://doi.org/10.1016/j.biocon.2014.06.027>
- La Republica, anonyme (2020a, 1 Mai). Panamá Solidario: entérate cómo acceder al bono otorgado por el gobierno durante la cuarentena. *La Republica*. Récupéré de : <https://larepublica.pe/mundo/2020/05/01/bono-solidario-como-saber-si-soy-beneficiario-del-bono-por-cedula-durante-coronavirus-en-panama-cnt/?ref=ire>
- La Republica, anonyme (2020b, 2 Mai). Salvoconducto Panamá: todos los detalles del permiso de tránsito por coronavirus. *La Republica*. Récupéré de :

<https://larepublica.pe/mundo/2020/05/02/salvoconducto-panama-que-es-como-se-tramita-y-valida-permiso-de-circulacion-durante-coronavirus-cnt/>

- Legardez, A. (2012). Éduquer au développement durable et faciliter la co-construction de savoirs pour une écocitoyenneté critique. Propositions et illustration. Dans Bader, B., Sauvé, L. (dir.). * ducation, environnement et développement durable : vers une  cocitoyenn t  critique* (p.161-185). Presses de l'Université Laval.
- Le Masne, C. (2009). Du soutenable à l'insoutenable : le tourisme à Bocas del Toro (Panama). L'impact des logiques nationales et globales dans la destruction progressive d'une société d'accueil. * tudes caribéennes*, (13-14). doi: 10.4000/etudescaribeennes.3820
- Lévesque, B. (2011). Réflexions sur la conjoncture économique et politique : Un monde qui se défait, un monde à reconstruire. *L'action Nationale*, 101(9-10), 157-184
- Lévesque, B. (2016). Les innovations sociales et les transformations : Un enchaînement qui ne va pas de soi. Dans Klein, J.L., Camus, A., Jetté, C., Champagne, C., Roy, M. (dir.). *La transformation sociale par l'innovation sociale* (p.21-34). Les Presses de l'Université du Québec
- Linowes, R., Mollie Brown, H. (2006). The tropical waste dilemma: waste management in Panama. *International Journal of Emerging Markets*, 1(3), 225-234. doi: <http://dx.doi.org/10.1108/17468800610674453>
- Louche, C., Bartolotti, C., Papet, J. (2006). Motivation intrinsèque et présentation de soi à différentes instances dans une organisation. *Bulletin de psychologie*, 484(4), 351-357
- Mach, L., Winner, C., Rojas., Klemond, M. (2020). Protected area entry fees and governance quality, *Tourism management*, 77. Doi : [10.1016/j.tourman.2019.104003](https://doi.org/10.1016/j.tourman.2019.104003)
- Mahieu, C. (2016). La fabrique sociale des initiatives solidaires. Dans Klein, J.L., Camus, A., Jetté, C., Champagne, C., Roy, M. (dir.). *La transformation sociale par l'innovation sociale* (p.375-386). Les Presses de l'Université du Québec
- Marra, M. (2016). Trash on Taboga: a case study on solid waste management and feasible methods for sustainable improvements, Taboga Island, Panama. *Independent Study Project (ISP) Collection*. 2395
- Mateu-Sbert, J., Ricci-Cabello, I., Villalonga-Olives, E., Cabeza-Irigoyen, E. (2013). The impact of tourism on municipal solid waste generation: The case of Menorca Island (Spain). *Waste Management*, 33(12), 2589-2593. doi: 10.1016/j.wasman.2013.08.007
- Mauri, C. (2022). L'autod termination : du désir du sujet à la volonté d'agir, *Les Cahiers de l'Actif*, 9(556-557), 31-39. Doi : 10.3917/caac.556.0031
- Meylan, G., Lai, A., Hensley, J., Stauffacher, M., Kr tli, P. (2018). Solid waste management of small island developing states-the case of the Seychelles: a systemic and collaborative study of Swiss and Seychellois students to support policy. *Environmental science and pollution research international*, 25(36), doi: 10.1007/s11356-018-2139-3
- Minority Rights (2019). Guaymi (Ngobe-Bugle). Dans *Minorities and indigenous peoples in Panama*. Récupéré de <https://minorityrights.org/minorities/guaymi-ngobe-bugle/>

- Mohee, R., Mauthoor, S., Bundhoo, Z. M. A., Somaroo, G., Soobhany, N., Gunasee, S. (2015). Current status of solid waste management in small island developing states: A review. *Waste Management*, 43, 539-549. doi: 10.1016/j.wasman.2015.06.012
- Moralli, M. (2022). Retour aux marges : justice socio-environnementale et innovation sociale pour le développement durable des territoires ruraux. *The journal of Rural and Community Development*, 17(2), 81-101
- Moulaert, F., Nussbaumer, J. (2008). Le développement territorial intégré. Dans Moulaert, F., Nussbaumer, J. (dir.). *La logique sociale du développement territorial* (p. 93-118). Presses de l'Université du Québec.
- Muller, P., Tanguy, C. (2019). Les organisations de l'économie sociale et solidaire (ESS) comme intermédiaires de l'innovation sociale : leurs apports...et limites. *Innovations*, 58(1), 189-217
- Nahavandi, F. (2010). Développement et globalisation. Dans Nahavandi, F. (dir.). *Globalisation et néolibéralisme dans le tiers-monde* (p.9-28). Paris : L'Harmattan
- Naoufal, N. (2017). Justice environnementale et écocitoyenneté. Dans Sauvé, L., Orellana, I., Villemagne, C., Bader, B. (dir.). *Éducation / Environnement / Écocitoyenneté : repères contemporains* (p.101-118). Les Presses de l'Université du Québec
- Nizic, M., Ivanovic, S., Drpic, D. (2010). Challenges to Sustainable Development In Island Tourism. *South East European Journal of Economics and Business*, 43-53.
- Núñez, O. (2020, 28 Mars). Primeras bolsas de Panamá Solidario fueron entregadas a familias en la Costa Abajo de Colón. *Telemetro*. Récupéré de : <https://www.telemetro.com/nacionales/2020/03/28/primeras-bolsas-panama-solidario-entregadas/2724359.html>
- Ongheña, Y. (2015). Le tourisme : un luxe réinventé? *Études caribéennes*, 30. doi: 10.4000/etudescaribeennes.7475
- Palmer, T., Riera, A. (2003). Tourism and environmental taxes. With special reference to the "Balearic ecotax". *Tourism management*, 24(6), p.665-674
- Parada, J. (2018, 9 novembre). The community unites for a trash free Bocas. *The Bocas Breeze*. Récupéré de : <http://thebocasbreeze.com/community/the-community-unites-for-a-trash-free-bocas/>
- Parent, S., Klein, J.-L., Jolin, L. (2011). Le développement communautaire local et le tourisme communautaire: une analyse conceptuelle comparative. *ESSACHESS : Journal for Communication Studies*, 2(4), p.73-89
- Partoune, C. (2012). Développer des compétences citoyennes ? Plus facile à dire qu'à faire ! Dans Bader, B., Sauvé, L. (dir.). *Éducation, environnement et développement durable : vers une écocitoyenneté critique* (p.189-219). Presses de l'Université Laval
- Plastic Bottle Village. (2018). *Accueil – Plastic Bottle Village*. Récupéré de <http://www.plasticbottlevillage-theline.com/>

- Pleasant, T., Spalding, A.K. (2021). Development and dependency in the periphery : From bananas to tourism in Bocas del Toro, Panama. *World Development Perspectives*, 24, doi: 10.1016/j.wdp.2021.100363
- Ponthieux, S. (2006). III. Bourdieu : le « capital » « social ». Dans Ponthieux, S. (éd.). *Le capital social* (p.33-42). Paris : La Découverte
- Prabhakaran, S., Nair, V. Ramachandran, S. (2013). Marine waste management indicators in a tourism environment. *Worldwide Hospitality and Tourism Themes*, 5(4), 365-376. doi: 10.1108/WHATT-03-2013-0013
- Reichert, J., Schellenberg, J., Schubert, P., Wilke, T. (2018). Responses of reef building corals to microplastic exposure. *Environmental Pollution*, 237, 955-960. doi: 10.1016/j.envpol.2017.11.006
- Rousselle, M. (2013). L'innovation sociale, une solution durable aux défis sociaux. *Informations sociales*, 180(6), 140-148
- Ruiz, J., Dumont, A., Zingraff, V. (2019). Une méthodologie de cocréation pour renouveler l'action collective : l'adaptation d'un dispositif de laboratoire vivant pour la réhabilitation des agroécosystèmes. Dans Busca, D., Lewis, N. (dir.). *Penser le gouvernement des ressources naturelles*. Presses de l'Université Laval.
- Ryan, R., Deci, E. (2000). Intrinsic and extrinsic motivations : classic definitions and new directions. *Contemporary educational psychology*, 25(1), p.54-67
- Saffache, P. (2006). Coral Reefs: Damage Indicators. Case in Point: The French Overseas Departments & Territories (DOM-TOMs). *Études Caribéennes*, 5(5). doi: 10.4000/etudescaribeennes.274
- Samat, N., Harun, N. (2013). Urban Development Pressure: Challenges in Ensuring Sustainable Tourism Development in Langkawi Island. *Procedia - Social and Behavioral Sciences*, 91, 385-394. doi: <https://doi.org/10.1016/j.sbspro.2013.08.435>
- Sandoval, Y. (2020, 14 mars) Panamá suspende todos los vuelos a Europa y Asia por un periodo de 30 días. *La Prensa*. Récupéré de : <https://www.prensa.com/economia/panama-suspende-todos-los-vuelos-a-europa-por-un-periodo-de-30-dias/>
- Santos, I.R., Friedrich, A.C., Wallner-Kersanach, M., Fillmann, G. (2005). Influence of socio-economis characteristics of beach users on litter generation, *Ocean & Coastal Management*, 48(9-10), p.742-752
- Santos, R. G., Martins, A. S., Farias, J. d. N., Horta, P. A., Pinheiro, H. T., Torezani, E., . . . Work, T. M. (2011). Coastal habitat degradation and green sea turtle diets in Southeastern Brazil. *Marine Pollution Bulletin*, 62(6), 1297-1302. doi: <https://doi.org/10.1016/j.marpolbul.2011.03.004>
- Sauvé, L. (2005). Repères pour la recherche en éducation relative à l'environnement. Dans Sauvé, L., Orellana, I., van Steenberghe, É. *Éducation et environnement : un croisement des savoirs. Actes du colloque Le croisement des savoirs au cœur des recherches en éducation relative à l'environnement*, mai 2004, (p.27-49). Montréal : Association francophone pour le savoir

- Sauvé, L., Orellana, I. (2005). Introduction. Dans Sauvé, L., Orellana, I., van Steenberghe, É. *Éducation et environnement : un croisement des savoirs. Actes du colloque : Le croisement des savoirs au cœur des recherches en éducation relative à l'environnement*, mai 2004, (p.7-20). Montréal : Association francophone pour le savoir
- Sauvé, L. (2007). L'éducation relative à l'environnement et la globalisation : enjeux circulaires et pédagogiques. *Éducation relative à l'environnement*, 6, 13-28.
- Sauvé, L., Naoufal, N. (2009). Une Éducation Relative À L'éco-Alimentation. Stimuler L'innovation Sociale Et La Solidarité. *Économie et Solidarités*, 40(1-2), pp. 48–62. doi: 10.7202/1003584ar.
- Sauvé, L. (2013). Au coeur des questions socioécologiques : des savoirs à construire, des compétences à développer. *Éducation relative à l'environnement : regards - recherches - réflexions*, 11(1), 19-40
- Schnurr, R. E. J., Alboiu, V., Chaudhary, M., Corbett, R. A., Quanz, M. E., Sankar, K., . . . Walker, T. R. (2018). Reducing marine pollution from single-use plastics (SUPs): A review. *Marine Pollution Bulletin*, 137, 157-171. doi: <https://doi.org/10.1016/j.marpolbul.2018.10.001>
- School for Field Studies (2021). *School for Field Studies - Panama*. Récupéré de : <https://fieldstudies.org/centers/panama/#section-research>
- Seadon, J. K. (2010). Sustainable waste management systems. *Journal of Cleaner Production*, 18(16), 1639-1651. doi: <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2010.07.009>
- Sea Turtle Conservancy (2021). *Sea Turtle Conservancy - Panama*. Récupéré de : <https://conserveturtles.org/>
- Sharma, S., Chatterjee, S. (2017). Microplastic pollution, a threat to marine ecosystem and human health: a short review. *Environmental Science and Pollution Research*, 24(27), 21530-21547. doi: 10.1007/s11356-017-9910-8
- Sharma, S., Chatterjee, S. (2019). Microplastics in our oceans and marine health. *Field Actions Science Reports*, 54-61.
- Spalding, A. K. (2013). Lifestyle migration to Bocas del Toro, Panama: Exploring migration strategies and introducing local implications of the search for paradise. *International Review of Social Research*, 3(1), 67-86. doi: <https://doi.org/10.1515/irsr-2013-0005>
- Spalding, A. K., Suman, D. O., Mellado, M. E. (2015). Navigating the evolution of marine policy in Panama: Current policies and community responses in the Pearl Islands and Bocas del Toro Archipelagos of Panama. *Marine Policy*, 62, 161-168. doi: 10.1016/j.marpol.2015.09.020
- Spalding, A.K. (2017). Exploring the evolution of land tenure and land use change in Panama : Linking land policy with development outcomes. *Land Use Policy*, 61(1), 543-552
- Spalding, A. K. (2018). Re-Making Lives Abroad : Lifestyle Migration and Socio-Environmental Change in Bocas del Toro, Panama. Dans Suman, D., Spalding A.K. (dir.). *Coastal resources of Bocas del Toro, Panama : Tourism and development pressure and the quest for sustainability* (p.31-43). Coral Gables : University of Miami

- Spalding, A. K. (2020). Towards a political ecology of lifestyle migration: Local perspectives on socio-ecological change in Bocas del Toro, Panama. *Area*, 52(3), 539-546. doi: 10.1111/area.12606
- Stock, M., Antonescu, A. (2014). Une méthodologie pour reconstruire la mondialisation du tourisme. *Mondes du Tourisme*, 9(9), 2-18. doi: 10.4000/tourisme.124
- Suman, D. (2018). Bocas del Toro at Crossroads : Introduction to the Themes of the publication. Dans Suman, D., Spalding A.K. (dir.). *Coastal ressources of Bocas del Toro, Panama : Tourism and development pressure and the quest for sustainability* (p.16-30). Coral Gables : University of Miami
- Talentino, E. (2017, 1 juillet). Bocas cleans up its act: Plastic bags banned. *The Bocas Breeze*. Récupéré de: <http://thebocasbreeze.com/community/bocas-cleans-act-plastic-bags-banned/>
- Taktak, A., Haddad, S., Bazin, D. (2020). Impact du tourisme hôtelier sur la production de déchets solides municipaux. Cas de l'île de Djerba, en Tunisie. *Mondes en développement*, 191(3), 119-136
- Telemetro, anonyme (2020, 29 avril). Anuncian activación de vale digital a través de la cédula de identidad personal. *Telemetro*. Récupéré de : <https://www.telemetro.com/nacionales/2020/04/29/anuncian-activacion-vale-digital-beneficiarios/2817050.html>
- Thampy, G.S. (2014). Loci of Greed in a Caribbean Paradise: Land Conflicts in Bocas del Toro, Panama. *Economic Anthropology*, 1(1), 139-153. doi: 10.1002/sea2.12009
- Thampy, G.S. (2018) Tourism, Land Conflicts, and the Ngäbe in Bocas del Toro, Panama. Dans Suman, D., Spalding A.K. (dir.). *Coastal ressources of Bocas del Toro, Panama : Tourism and development pressure and the quest for sustainability* (p.44-74). Coral Gables : University of Miami
- The Bocas Breeze, anonyme (2016, 25 octobre). Food and arts festival October 30 - Raising money for 100 public trash cans. *The Bocas Breeze*. Récupéré de: <http://thebocasbreeze.com/activities/food-arts-festival-october-30-raising-money-100-public-trash-cans/>
- The Bocas Breeze, anonyme (2018, 16 août). National Government Responds To Strike With Promises To Improve Bocas Del Toro Infrastructure. *The Bocas Breeze*. Récupéré de : <http://thebocasbreeze.com/community/national-government-responds-to-strike-with-promises-to-improve-bocas-del-toro-infrastructure/>
- The Bocas Breeze, anonyme (2019, 24 juin) Plastic recycling is here! *The Bocas Breeze*. Récupéré de: <http://thebocasbreeze.com/homepage-slider/6259/>
- The Bocas Breeze, anonyme (2020a, 16 mars) Panama's Borders Restricted To Contain The Spread Of COVID-19. *The Bocas Breeze*. Récupéré de : <http://thebocasbreeze.com/mar20/panamaborderclosed/>

- The Bocas Breeze, anonyme (2020b, 6 avril) Bocas Del Toro Community Unites in The Name Of Food Security. *The Bocas Breeze*. Récupéré de : <http://thebocasbreeze.com/apr20/bocasfoodsecurity/>
- The Bocas Breeze, anonyme (2020c, 3 mai) Rental contracts frozen for duration of national emergency and for two months after. *The Bocas Breeze*. Récupéré de : <http://thebocasbreeze.com/may20/rental-contracts-frozen-for-duration-of-national-emergency-and-for-two-months-after/>
- The Bocas Breeze, anonyme (2020d, 10 mai). COVID-19 in Panama updates - Bocas del Toro and the Novel Coronavirus. *The Bocas Breeze*. Récupéré de : <http://thebocasbreeze.com/mar20/covid-19-bocas-archive/>
- The Bocas Breeze, anonyme (2020e, 17 décembre) “¡Flexibilidad Para La Isla!” – Miembros De La Comunidad Se Oponen A Las Nuevas Restricciones Dadas En Bocas Del Toro Por El COVID-19. *The Bocas Breeze*. Récupéré de : <http://thebocasbreeze.com/dec20/nocierren/>
- The Foundation at Red Frog (2018). Accueil - *The Foundation at Red Frog*. Récupéré de : <https://www.thefoundationatredfrog.org/>
- Tilaye, M. et van Dijk, M. P. (2013). Private sector participation in solid waste collection in Addis Ababa (Ethiopia) by involving micro-enterprises. *Waste Management & Research*, 32(1), 79-87. doi: 10.1177/0734242X13513826
- Torre, A. (2015). Théorie du développement territorial. *Géographie, économie, société*, 17(3), 273-288. doi: 10.3166/ges.17.273-288
- Tremblay, R. (2017). Le tourisme résidentiel. Entre tourisme et migration. *Téoros*, 36(2), URL : <http://journals.openedition.org/teoros/3058>
- Unidos por Bocas (2021). Accueil - *Unidos por Bocas*. Récupéré de : <https://unidosporbocaslimp.wixsite.com/website>
- Unger, R. M. (2015). Conclusion : The Task of the Social Innovation Movement. Dans A. Nicholls, J. Simon et M. Gabriel (dir.), *New Frontiers in Social Innovation Research* (p. 233-251). London : Palgrave Macmillan UK. doi : [https://doi.org/10.1057/9781137506801\\_12](https://doi.org/10.1057/9781137506801_12)
- Urunuela, Y. (2004). Les perspectives limitées du tourisme en milieu insulaire Le cas de la Caraïbe et des Antilles françaises. *Espace populations sociétés*, 2004(2), 387-396. doi: 10.4000/eps.261
- Vaillancourt, J.G., Séguin, M., Cotnoir, L. (1999). L’analyse des enjeux sociaux. L’environnement et la gestion des déchets. Dans Vaillancourt, J.G., Séguin, M., Maheu, L., Cotnoir, L. (dir.). *La gestion écologique des déchets*. Presses de l’Université de Montréal. (p.141-154)
- Van Der Yeught, C. (2016). Construire une chaîne de valeur « tourisme durable » sur un territoire : une approche par la Théorie de l’Acteur-Réseau 1. *Revue Management & Avenir*, (84), 159-177.
- Velasquez Runk, J. (2012). Indigenous Land and Environmental Conflicts in Panama: Neoliberal Multiculturalism, Changing Legislation, and Human Rights. *Journal of Latin American Geography*, 11(2), 21-47

- Vilms, M., Voronova, V. (2016). Non-deposit system option for waste management on small islands. *Waste Management & Research*, 34(8), 748-754. doi: 10.1177/0734242X16654752
- Wahab, S., Cooper, C. (2001). *Tourism in the age of globalisation* Hoboken : London : Routledge.
- Williams, A. M. et Hall, C. M. (2000). Tourism and migration: New relationships between production and consumption. *Tourism Geographies*, 2(1), 5-27. doi: 10.1080/146166800363420
- Willmott, L., Graci, S. R. et Grenier, A. A. (2012). Gestion des déchets solides dans les destinations insulaires de petite taille. *Téoros*, 21-26.
- Wilson, S. P., Verlis, K. M. (2017). The ugly face of tourism: Marine debris pollution linked to visitation in the southern Great Barrier Reef, Australia. *Marine Pollution Bulletin*, 117(1), 239-246. doi: <https://doi.org/10.1016/j.marpolbul.2017.01.036>
- Wiltshier, F. (2011). Researching With NVivo. *Forum: Qualitative Social Research*, 12(1)